



Actes de conférence

2020

Published version

Open Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

Pour mieux protéger les enfants en Suisse: Interdire les châtiments corporels ?

Jaffé, Philip (ed.); Lakatos, Ozlem (ed.); Langenegger Roux, Nicole (ed.); Moody, Zoé (ed.); Nanchen, Christian (ed.); Zermatten, Jean (ed.)

How to cite

JAFFÉ, Philip et al., (eds.). *Pour mieux protéger les enfants en Suisse: Interdire les châtiments corporels ?*. Sion : Centre interfacultaire en droits de l'enfant (CIDE), Université de Genève ; Institut international des droits de l'enfant, 2020.

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:175933>



***Pour mieux protéger
les enfants en Suisse:
Interdire les châtiments corporels?***

*Édité sous la direction de
Ph. Jaffé, Ö. Lakatos,
N. Langenegger Roux, Z. Moody,
Ch. Nanchen et J. Zermatten*

ISBN 978-2-9701189-5-4



9 782970 118954 >



INSTITUT
INTERNATIONAL
DES DROITS
DE L'ENFANT

CENTRE INTERFACULTAIRE
EN DROITS DE L'ENFANT



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

Pour mieux protéger les enfants en Suisse: Interdire les châtiments corporels ?

Actes du 9^e Colloque printanier du Centre interfacultaire en droits de l'enfant (CIDE) de l'Université de Genève et de l'Institut international des droits de l'enfant (IDE).

3-4 mai 2018



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

CENTRE INTERFACULTAIRE
EN DROITS DE L'ENFANT



Cet ouvrage peut être commandé au Centre interfacultaire en droits de l'enfant - Université de Genève

Janvier 2020. Tous droits réservés.

Reproduction, même partielle, interdite sous quelque forme ou sur quelque support que ce soit sans l'accord écrit de l'éditeur.

EDITEUR

Centre interfacultaire en droits de l'enfant (CIDE), Université de Genève

Case postale 4176 - 1950 Sion 4 - Suisse

Tél +41 (0) 27 205 73 93 - Fax +41 (0) 27 205 73 01

Web: www.unige.ch/cide

COMITE DE RÉDACTION

Philip D. Jaffé

Özlem Lakatos

Nicole Langenegger Roux

Zoé Moody

Christian Nanchen

Jean Zermatten

Le **Centre interfacultaire en droits de l'enfant** (CIDE) de l'Université de Genève, situé à Sion dans le canton du Valais (Suisse) est une entité académique fondée sur la notion d'inter- et transdisciplinarité qui propose des formations avancées spécialisées et regroupe des chercheurs universitaires examinant l'émergence de l'enfant comme sujet de droits et les adaptations sociales et légales qui en découlent. Pour des renseignements sur le Master interdisciplinaire en droits de l'enfant (MIDE) et les autres formations dispensées, consulter www.unige.ch/cide.

L'**Institut international des droits de l'enfant** (IDE), fondé en 1995, est une fondation de droit privé suisse avec statut consultatif auprès d'ECOSOC, à portée internationale. Ses objectifs sont une sensibilisation aux droits de l'enfant, une formation des personnes chargées d'appliquer ces droits et l'instauration d'une culture ou d'un esprit « droits de l'enfant ». Son activité s'appuie sur la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (1989). Son site Internet, www.childsrights.org, est une source reconnue d'informations pertinentes relatives à l'enfance.

CENTRE INTERFACULTAIRE EN DROITS DE L'ENFANT

www.unige.ch/cide



**UNIVERSITÉ
DE GENÈVE**

**CENTRE INTERFACULTAIRE
EN DROITS DE L'ENFANT**

INSTITUT INTERNATIONAL DES DROITS DE L'ENFANT

www.childsrights.org



CENTRE SUISSE DE COMPÉTENCE POUR LES DROITS HUMAINS

www.skmr.ch



Schweizerisches Kompetenzzentrum für Menschenrechte (SKMR)
Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH)
Centro svizzero di competenza per i diritti umani (CSDU)
Swiss Centre of Expertise in Human Rights (SCHR)

HAUTE ÉCOLE PÉDAGOGIQUE DU VALAIS

www.hepvs.ch

HEPVS | PHVS
Haute école pédagogique du Valais
Pädagogische Hochschule Wallis

HAUTE ÉCOLE SPÉCIALISÉE DE SUISSE OCCIDENTALE

www.hevs.ch

Hes·SO VALAIS
Haute Ecole Spécialisée
de Suisse occidentale
Fachhochschule Westschweiz
University of Applied Sciences
Western Switzerland

CANTON DU VALAIS SERVICE CANTONAL DE LA JEUNESSE

www.vs.ch

**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Pour l'organisation de son 9^e colloque international « Pour mieux protéger les enfants en Suisse : Interdire les châtiments corporels? » les 3 et 4 mai 2018, le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève, l'Institut international des droits de l'enfant, la Haute école pédagogique du Valais, la Haute école spécialisée de Suisse occidentale Valais et le Service cantonal de la jeunesse du Canton du Valais ont bénéficié de l'aide et du soutien des entités suivantes:

- Centre suisse de compétence pour les droits humains (CSDH)
- Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS)
- Confédération dans le cadre de la Loi sur l'encouragement de l'enfance et de la jeunesse (LEEJ)

Nous remercions ces institutions pour leur contribution.

Table des matières

<i>L'interdiction des châtiments corporels en Suisse: A quand l'écoute de la communauté scientifique et le respect des droits de l'enfant?</i>	7
Philip D. Jaffé	7
<i>The global situation of violence against children</i>	11
Marta Santos Pais	11
<i>International obligations regarding the protection of children: Corporal punishment</i>	15
Renate Winter	15
<i>Towards a corporal punishment-free Europe: When social and other norms divide Europe</i>	21
Elda Moreno	21
<i>The Swedish experience banning corporal punishment</i>	29
Sara Johansson	29
<i>Les châtiments corporels à l'aune du droit suisse</i>	35
Estelle de Luze	35
<i>Éloge de la punition</i>	45
Emmanuel Jaffelin	45
<i>The state of research on corporal punishment. Evidence base findings</i>	53
Elizabeth Gershoff	53
<i>Transnational comparison (Sweden, Germany, New Zealand)</i>	65
Joan Durrant	65
<i>Magnitude of physical violence against children in Switzerland within the scope of Optimus Study 3: Procedure and participating organizations</i>	75
Céline Kosirnik & Mme Tanja Mitrovic	75
<i>Elterliche Gewalt in der Schweiz – Befunde einer aktuellen repräsentativen Jugendbefragung</i>	85
Dirk Baier	85
<i>Körperstrafen sind beschämend und demütigend</i>	101
Barbara Heuberger	101
<i>Wirkungen eines Verbots der Körperstrafe und die Perspektive der Sozialen Arbeit</i>	107
Stefan Schnurr	107
<i>How Sweden's child-centered culture does not serve children's developmental needs</i>	119
David Eberhard	119

<i>How Ireland moved from 'we're not ready' to 'why didn't we do this years ago'</i>	_____	121
Jillian van Turnhout	_____	121
<i>Discours de clôture</i>	_____	127
Luciana Vaccaro	_____	127

L'interdiction des châtiments corporels en Suisse: A quand l'écoute de la communauté scientifique et le respect des droits de l'enfant?

Philip D. Jaffé

Professeur et Directeur du Centre interfacultaire en droits de l'enfant
Université de Genève, Suisse

Élever un enfant, l'accompagner d'un état de dépendance total à la naissance à son plein développement et le faire devenir un adulte responsable, représente assurément l'un des plus grand défis parental et sociétal. À tel point qu'Emmanuel Kant, déjà en 1776, écrivait: « *L'éducation est le plus grand et le plus grave problème qui puisse être posé à l'homme* ». À chaque parent, à chaque famille, à chaque société de mettre en oeuvre les meilleures pratiques, sachant que celles-ci sont nécessairement l'expression d'un mélange d'influences socioculturelles traditionnelles, de principes éducatifs et de normes légales sans cesse en évolution et qu'elles sont fondées sur des connaissances pédagogiques scientifiques à une période donnée.

En Suisse aujourd'hui, la question du bien-fondé du recours au châtimement corporel dans l'éducation des enfants se pose de manière récurrente. Cette pratique est-elle utile, nécessaire et/ou efficace pour une éducation optimale des enfants en Suisse? Ou faut-il l'interdire sur la base des résultats de multiples recherches scientifiques internationales qui indiquent son inefficacité, voire même ses effets éducatifs, psychologiques et sociaux préjudiciables et contreproductifs? La Suisse doit-elle envisager de rejoindre le groupe abolitionniste des 33 pays européens qui ont expressément interdit dans la législation pénale et/ou civile tout usage du châtimement corporel et autres formes de traitement dégradant, c'est-à-dire à la fois physique et psychologique?

Si la Suède fait office de pionnière, ayant interdit le châtimement corporel déjà en 1979¹, la plupart des pays voisins de la Suisse lui ont emboîté le pas: l'Autriche en 1989², l'Allemagne en 2000³, et le Liechtenstein en 2008. Ces pays sont en conformité avec la norme internationale qui, selon l'injonction du Comité des droits de l'enfant aux Nations-Unies, consiste à introduire dans la législation nationale une interdiction « *claire et inconditionnelle* » de tous les châtiments corporels (Observation Générale, n° 8, par. 39, 2006).

Pour l'heure en Suisse, les efforts politiques visant à ancrer l'interdiction du châtimement corporel ne parviennent pas à emporter une majorité au Parlement et à convaincre le Conseil fédéral.

¹ « *L'enfant ne doit être exposé ni à des châtiments corporels ni à toute autre forme de traitement dégradant* [Barn skall behandlas med aktning för sin person och egenart och får inte utsättas för kroppslig bestraffning eller annan kränkande behandling] » (Föräldrabalk, SFS 1949:381, 6 kap. 1 §)

² « *Le recours à la violence et le fait d'infliger des souffrances d'ordre physique et psychique sont illicites* [Die Anwendung von Gewalt und die Zufügung körperlichen und seelischen Leidens sind unzulässig] » (§ 146 a ABGB)

³ « *Les enfants ont le droit de bénéficier d'une éducation non violente. Les châtiments corporels, les mauvais traitements psychologiques et toute autre mesure dégradante sont illicites* [Kinder haben ein Recht auf gewaltfreie Erziehung. Körperliche Bestrafungen, seelische Misshandlungen und andere entwürdigende Massnahmen sind Unzulässig] » (§ 1631 Abs. 2 BGB)

Sur le plan international, la Suisse a fait face à des injonctions de la communauté internationale par les processus EPU de 2008 et de 2012 et par les Observations finales du Comité des droits de l'enfant (2015) qui demandent à la Suisse « *d'interdire expressément toutes pratiques de châtiments corporels en tous lieux et d'intensifier ses efforts pour promouvoir des formes positives, non violentes et participatives d'éducation des enfants et de discipline* » (CRC/C/CHE/CO/2-4, par. 39).

Sur le plan interne, au fil des années, diverses motions parlementaires et même une pétition *Pour l'interdiction des gifles*, adressées aux chambres du Parlement par une classe de jeunes bernois, ont été repoussées. Ainsi, le 19 août 2015, le Conseil fédéral, d'un court paragraphe, propose de rejeter une motion parlementaire demandant la *Suppression du châtiment corporel* (15.3639, Chantal Galladé), estimant d'une part que le Code civil en vigueur « *n'interdit pas expressément les châtiments corporels, mais correspond à l'opinion actuelle selon laquelle le droit des parents d'en infliger n'est pas compatible avec le bien de l'enfant* ». Par ailleurs, le Conseil fédéral souligne que la correction physique n'est pas autorisée selon les dispositions du Code pénal et que, par hypothèse, « *toute procédure pénale au sein d'une famille met en danger l'équilibre qui y règne et peut être néfaste à l'enfant* ». Enfin, le Conseil fédéral avance: « *(...) qu'un système développé d'assistance aux enfants et aux jeunes, combiné à des mesures de sensibilisation active visant à changer le point de vue et le comportement des personnes concernées, a de bien meilleurs résultats que ne l'aurait l'inscription d'une interdiction des châtiments corporels dans la loi* ».

Toutefois, en l'absence de mesures de prévention coordonnées et soutenues qui ciblent la réduction de la violence éducative à l'encontre des enfants, les résultats préliminaires inquiétants d'une étude de l'Université de Fribourg, dont le rapport complet est annoncé pour 2018, ne sont pas surprenants:

- Près de 20% des parents interrogés ne considèrent pas une gifle comme une violence.
- Près de 30% ne considèrent pas comme violence une forte tape sur le derrière; pour 12 pour cent des parents interrogés, une « raclée » n'est pas non plus une violence.
- Pour 20% des personnes interrogées, cesser presque totalement de parler à un enfant durant deux jours n'est pas une forme de violence

Selon nous, **cette conférence** internationale organisée par le Centre interfacultaire en droits de l'enfant de l'Université de Genève, en collaboration avec ses différents partenaires, dans le cadre de son action au sein du Centre suisse de compétence pour les droits humains, **est un impératif des droits humains** qui naît du constat que des dissonances importantes existent au sein de la société suisse entre les prises de position politiques, les attitudes sociales, la norme internationale et l'exigence de toujours mieux protéger les enfants, tout en prenant en compte leurs opinions dans les situations qui les concernent.

Au cours de la conférence, nous avons tenté, notamment, de:

- examiner la législation suisse au regard de la norme internationale et du cadre légal de protection dans les pays ayant interdit le châtiment corporel et autres formes de traitement inhumains et dégradants,

- analyser le recours au châtiment corporel dans l'éducation des enfants helvétiques et ses effets sur leur trajectoire développementale et leur santé,
- identifier les interventions psychosociales, voire économiques, qui soutiennent les parents et les familles et conduisent à la réduction d'approches éducatives négatives et violentes,
- mettre en exergue critique, d'un côté, les attitudes sociales et professionnelles qui défendent l'utilisation du châtiment corporel au sein d'un dispositif éducatif et, d'un autre côté, l'évolution graduelle des moeurs qui prône l'adoption d'approches éducatives dites positives,
- formuler des recommandations sous la forme d'une prise de position des participants pour soutenir une campagne en faveur d'une interdiction claire et explicite inscrite dans la loi.

Cette manifestation scientifique, conçue comme un dialogue interdisciplinaire qui alimente tant l'action sur le terrain et la recherche scientifique, a pour but également à donner une double impulsion:

- agir en faveur de la réalisation de l'Objectif 16.2 de l'Agenda 2030 de développement durable, *mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.*
- soutenir, contre tout espoir (étant donné des blocages politiques et des positions peu constructives d'une petite mais influente frange de la société civile helvétique), toute initiative législative pour que, en 2019, pour fêter les 30 ans de l'adoption de la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant, les enfants en Suisse puissent envisager d'être mieux protégés de la violence éducative à leur rencontre.

Si ce dernier objectif n'est pas atteint, nous ne baisserons pas les bras et remettrons le métier sur l'ouvrage. Nos enfants en valent bien la peine!

The global situation of violence against children

Marta Santos Pais

Special Representative of the UN Secretary General on Violence against Children, New York, USA

Distinguished participants, Dear Friends, my Warmest Greetings to your world.

I very much regret being unable to join you in person, but I'm sincerely pleased to address your important meeting devoted to children's protection from violence and bringing an end to corporal punishment.

Very warm congratulations to the organizers for placing these critical topics at the heart of your deliberations.

As you know, there have been many important milestones in our common journey to end violence against children.

This journey saw a critical turning point with the adoption of the Convention on the Rights of the Child and its legal and ethical imperative, to safeguard the right of the child to freedom from violence. All children everywhere and at all times.

Informed by the implementation of the Convention, in 2006, the United Nations Study on Violence against Children took stock of the global scale and impact of violence against children and presented clear recommendations for action.

To keep these concerns high on the international and national policy agenda, and to ensure steady progress across regions, the United Nations decided to establish a new position; the position of Special Representative of the Secretary-General on Violence against Children.

A position that I have been honored to hold.

In 2015 with the adoption of the 2030 Agenda for Sustainable Development, the international community gave new impetus to children's freedom from violence. The 2030 Agenda has an ambitious vision. By investing in children, the world can create the conditions for every child to grow up free from want, from fear and from violence.

But if we fail to safeguard children's safety and protection, the chance of reaching other sustainable goals and targets will be compromised.

The 2030 Agenda makes an historical breakthrough as it includes a distinct target, Target 16.2 to end all forms of violence against children.

This goal is within reach and there are limitless experiences that can help us to achieve genuine momentum and steady progress. Indeed, from a concern of a few, violence against children is increasingly becoming a priority across borders.

Over the past few years new commitments have been made and new alliances are formed, new strategic plans on children's protection from violence guide action across nations, information campaigns raise awareness of the negative impact of violence on child development and we have evidence of strategies that work. We also have more and better data to break the silence surrounding violence, to challenge its acceptance, to address its causes and to advance progress to bring it to an end.

Of particular importance are the visible strides that have been made in legislation to ban all forms of violence against children, including its use as a form of discipline, correction or punishment.

As you know Sweden, broke new ground with its 1979 law. But today, more than 50 States have enacted similar provisions, and across regions many other States are moving in the same direction.

In fact, I am just back from a high/level regional meeting in Latin America, where national governments, civil society organizations and children themselves joined hands to document and advance progress in these important areas. And the region may soon become the first of the world with a legal ban on all forms of violence in each and every country.

These are, of course, very encouraging developments, but the task at hand remains enormous. Indeed, the gap between norms and reality is wide and we must move ahead with a deep sense of urgency.

Every five minutes, a child dies, as a result of violence.

Every year, over one billion children, experience some form of violence; that is half of the world's children.

Reporting remains low and challenging for child victims, and laws and justice institutions, seem too distant and too complex, for them to trust and use. As children often tell me, it is like a labyrinth and there is no way out.

Violence impacts children of all ages and it often starts in early childhood.

As highlighted by a recent report by UNICEF, shouting yelling or screaming, are common forms of discipline for 1-year olds.

Close to 300 million children, between 2 and 4, experience psychological aggression and physical punishment by their caregivers at home. 176 million children under 5 years of age witness domestic violence. These figures are deeply, deeply distressing but is not the whole story.

Early childhood stressors, including exposure to violence, compromise children's health and education, with long-term negative mental and physiological consequences.

Violence can alter the developing brain structure and functions with a detrimental impact on language acquisition and long-term cognitive functioning.

And this, in turn, can lead to social and emotional competency deficits; and an increased tendency to maladaptive behavior.

Alterations to the brain, resulting from childhood violence, can also shape later adult behavior, and in fact children exposed to violence are more likely to:

- be victims of violence later in life
- become perpetrators themselves
- use violence as adults against domestic partners and their own children
- be at increased risk of engaging in criminal behavior.

We clearly must break this vicious and devastating cycle of violence; for the child, for the adult they become, and for society as a whole.

As you know, investing in early childhood is a human rights imperative. But in addition it makes economic sense. Violence against children is estimated to cost the global economy over 7 trillion US dollars every year. Lack of investment in early years, may hold children back, even before they reach school age, and pave the way to a whole life of disadvantage.

Such a poor start in life can lead to a loss of about a quarter of average adult income every year. And countries may forfeit as much as two times their expenditure on GDP on health and education.

As our most recent report underscores, violence prevention must clearly, clearly start in early childhood and by so doing, every child can develop to his/her full potential. Free from fear and from violence!

As Nelson Mandela has once said, the most difficult thing is not to change society, it is to change oneself.

Evidence tells us something very important, although corporal punishment is widespread, the majority of parents convey one clear message: *We realize it is not necessary, but we simply do not know what else to do.*

And this is why it is urgent, for us all, to invest in positive parenting practices and in early childhood. This provides an important entry point to strengthen families' nurturing and protective role, to prevent child abandonment, and placement in alternative care, and to support children at risk of violence.

Parenting skills programs that go hand in hand with social protection interventions help to reduce the risk of social exclusion, and deprivation prevent family stress, and tackle social norms that condone violent forms of discipline.

Dear friends, violence is clearly not defeated, and through our enhanced and collaborative efforts, it can become a part of a distant past.

One of the key dimensions of an effective strategy to bring this about is the enactment and enforcement of comprehensive legislation to prohibit all forms of violence in all settings. With clear and explicit legislation, States express their accountability towards children, and they convey a clear message to society of

condemnation of corporal punishment, while at the same time encouraging positive discipline, and dedication of children, through nonviolent means.

The law, is also key to ensure the safeguard of Children's Dignity, and physical integrity at all times. Moreover, with strong legislation state officials, professionals, families, and common citizens gain clear guidance, about what is acceptable, and what is non-negotiable.

More importantly, child victims can become protected from neglect abuse, and exploitation, and they can gain access to effective tools of redress, and to genuine recovery, and reintegration.

And furthermore, law reform is highly valuable, when it is used in support of public information, social mobilization, and the promotion of behavior change.

In fact when social conventions or harmful practices persist, behind deeply entrenched traditions, legal reform can open avenues, for mobilizing and benefiting from the support of key actors in institutions, including:

- parliamentarians
- religious leaders
- local authorities

and they can support efforts, aiming at the abandonment of these practices.

Dear friends we must redouble our efforts, to ensure that the promise of the Convention on the Rights of the child is fulfilled, and the vision of the 2030 Agenda for Sustainable Development, is realized. We have exciting opportunities in the times ahead.

2019, marks the 30th anniversary of the Convention on the Rights of the child, and also, in 2019, the United Nations General Assembly, will host its very first overall review of the implementation of the 2030 agenda, including SDC targets sixty point two, on ending all forms of violence against children.

This is a unique milestone that we cannot miss.

Let us seize, this historic opportunity, to make a quantum leap in our efforts to build a world free from violence for all children.

This momentous occasion provides a unique opportunity, to translate into reality, the title of your important conference, "To better protect children in Switzerland and to ban all corporal punishment of children".

Together we can achieve a world of peace for children, and we can secure a world of peace for us all.

I have no doubt, that you will support us in this endeavor.

Many thanks.

International obligations regarding the protection of children: Corporal punishment

Renate Winter

Chairperson, UN Committee on the Rights of the Child, Geneva

Es ist jetzt 30 Jahre her, dass die Kinderkonvention der UN in Kraft getreten ist. Seit dieser Zeit haben alle UN Mitgliedstaaten mit Ausnahme der US diese Konvention ratifiziert. Es waere daher doch wohl anzunehmen, dass nach so langer Zeit die Bestimmungen der Konvention und ihre Auslegung weltweit bekannt sind und dass sie auf die Gesetzgebung und Durchsetzung nationaler Gesetze aller dieser Laender Einfluss hat.

Das ist leider nicht so.

Nicht einmal die Schweiz, die ihre Kinder wirklich sehr gut vor Rechtsverletzungen schuetzt, hat es geschafft, den Kindern vollen Schutz gegen Gewalt zu gewaehren. Die Schweiz hat kein Gesetz, das Koerperstrafen fuer Kinder in der Familie (dort wo solche Strafen am meisten vorkommen) verbietet, obwohl sie eigentlich, wie alle anderen Staaten auch, dazu verpflichtet waere.

Damit ist die Schweiz nicht allein. Nur ungefaehr 50 Staaten haben Koerperstrafen komplett, als Strafe durch Gerichte, in Institutionen und in der Familie, verboten. Das ist nicht gerade viel fuer die lange Zeit, in der die Kinderkonvention verbindliches Recht darstellt.

Was sagt denn die Kinderkonvention, das so kontroversiell ist, dass Politiker (wie in der Schweiz kolportiert,) behaupten, dass sie es nicht vertreten koennen, ein Gesetz zu befuerworten, dass den Eltern das Recht nimmt, ihre Kinder zu schlagen, weil sie sonst nicht wieder gewaehlt wuerden. Dass das Volk es nicht wuenscht, dass die Eltern in ihren Rechten, in keinem ihrer Rechte, beschnitten werden koennen.

Was steht denn in der Konvention?

Article 3

1. *In all actions concerning children, whether undertaken by public or private social welfare institutions, courts of law, administrative authorities or legislative bodies, the best interests of the child shall be a primary consideration.*
2. *States Parties undertake to ensure the child such protection and care as is necessary for his or her well-being, taking into account the rights and duties of his or her parents, legal guardians, or other individuals legally responsible for him or her, and, to this end, shall take all appropriate legislative and administrative measures.*
3. (...)

Das heisst nicht mehr und nicht weniger, als dass das Interesse der Kinder, aller Kinder, und immer, vorrangig zu behandeln ist wenn man z.b. die Rechte und Pflichten

der Eltern gegen die Rechte der Kinder abzuwaegen hat. Es heisst aber auch, dass Eltern Pflichten haben.

Article 18

1. *States Parties shall use their best efforts to ensure recognition of the principle that both parents have common responsibilities for the upbringing and development of the child. Parents or, as the case may be, legal guardians, have the primary responsibility for the upbringing and development of the child. The best interests of the child will be their basic concern.*
2. (...)

Das heisst wiederum, dass Eltern, beide Eltern, das Recht (der Staat hat das zu garantieren) und die primaere Pflicht haben, ihre Kinder zu erziehen und ihre Entwicklung zu foerdern und das im vorrangigen Interesse der Kinder, nicht in ihrem eigenen. Es ist also nicht in Ordnung, wenn zb. der Vater den Sohn zwingt, einen Beruf zu ergreifen, der wichtig fuer seinen eigenen Betrieb ist, oder wenn die Eltern die Tochter zwingen, auf einen Beruf zu verzichten, weil sie sie zur Pflege eines kranken Familienmitglieds brauchen, oder sie mit jemandem verheiraten wollen, der keine berufstaetige Frau haben will. Das vorrangige Interesse des Kindes fuer seine Entwicklung ist es, das zaehlt.

Und was sagt die Konvention bezueglich Entwicklung?

Article 6

1. *States Parties shall ensure to the maximum extent possible the survival and development of the child.*

Der Staat muss also garantieren, dass das Kind sich zu seinem vollen Potenzial entwickeln kann. Das heisst erstens, dass das moeglich gemacht werden muss, (ene gewaltfreieSchule muss verfuegbar sein, aber auch, dass eine solche Entwicklung nicht behindert werden darf, auch nicht im falsch verstandenen Interesse des Kindes. Es ist z.B. nicht im vorrangigen Interesse eines behinderten Kindes, zu Hause zu bleiben, weil es da nicht diskriminiert wird, statt in die Schule zu gehen, wo es etwas lernen koennte, das seinen Faehigkeiten entspricht und sie foerdert.

Article 27

1. *States Parties recognize the right of every child to a standard of living adequate for the child's physical, mental, spiritual, moral and social development*

Article 19

1. *States Parties shall take all appropriate legislative, administrative, social and educational measures to protect the child from all forms of physical or mental violence, injury or abuse, neglect or negligent treatment, maltreatment or exploitation, including sexual abuse, while in the care of parent(s), legal guardian(s) or any other person who has the care of the child.*

Und noch einmal wird die Entwicklung des Kindes thematisiert: der Lebensstandard eines Kindes zur Sicherung seiner Entwicklung muss garantiert werden, das Kind muss gegen jegliche Gewalt, auch die, die von den Eltern ausgeht, geschuetzt werden. Was die Definition von Gewalt umfasst, so ist sowohl physische

als psychische Gewalt darunter zu verstehen. Beide sind Teil körperlicher Zuechtigung, wie wir sehen werden.

Die Konvention befasst sich aber auch den Ursachen fuer diese Gewalt und befuerwortet, dass Hilfsprogramme geschnuert werden. Information, soziale und wirtschaftliche Hilfe wird angefordert. Das Argument, dass, wenn Koerperstrafen verboten werden, Kinder und missgesinnte Personen staendig Eltern anzeigen wuerden, sticht nicht. Hilfe kommt zuerst, Strafe nur dann, wenn die Hilfe nicht angenommen wird.

2. *Such protective measures should, as appropriate, include effective procedures for the establishment of social programmes to provide necessary support for the child and for those who have the care of the child, as well as for other forms of prevention and for identification, reporting, referral, investigation, treatment and follow-up of instances of child maltreatment described heretofore, and, as appropriate, for judicial involvement.*

Man kann sehr oft hoeren, dass koerperliche Zuechtigung ja keine Gewalt bedeutet, sondern nur eine Erziehungshilfe ist, die selbstverstaendlich ausschliesslich im Interesse des Kindes angewendet wird.

Was alles unter koerperlicher Zuechtigung figuriert und nicht erlaubt ist, hat das Kinderkomitee der Vereinten Nationen in seinem general Comment Nr. 13 genau aufgelistet.

(General Comments von Vertragsorganen der UN-wie der Kinderkommission-sind Interpretationen der Kommissionen zum besseren Verstaendnis der Konventionstexte und, als Teil der Vertraege, verbindlich fuer die Staaten, die die Vertraege unterzeichnet haben)

General Comment Nr 13 befasst sich besonders mit koerperlicher Zuechtigung in Punkt 2:

1. **Physical violence.** *This includes fatal and non-fatal physical violence. The Committee is of the opinion that physical violence includes:*

(a) All corporal punishment and all other forms of torture, cruel, inhuman or degrading treatment or punishment;

2. **Corporal punishment.** *In general comment No. 8 (para. 11), the Committee defined "corporal" or "physical" punishment as any punishment in which physical force is used and intended to cause some degree of pain or discomfort, however light. Most involves hitting ("smacking", "slapping", "spanking") children, with the hand or with an implement - a whip, stick, belt, shoe, wooden spoon, etc. But it can also involve, for example, kicking, shaking or throwing children, scratching, pinching, biting, pulling hair or boxing ears, caning, forcing children to stay in uncomfortable positions, burning, scalding, or forced ingestion. In the view of the Committee, corporal punishment is invariably degrading.....*

Wir muessen nicht naeher auf die diversen Formen der Gewalt eingehen, es ist wohl allen klar, was gemeint ist. Und, wie der Comment sagt, keine dieser Formen ist NICHT degradierend und NICHT gegen die Menschenwuerde. Dabei hat es immerhin 30 Jahre gebraucht, bis sich durchgesetzt hat, dass auch Kinder Menschen sind, die Menschenwuerde haben! (Letzteres ist auch heute noch nicht ueberall akzeptiert....).

Wenn also eine solche Behandlung menschenunwuerdig und menschenverachtend ist, warum erfolgt sie dann? Kein Erwachsener findet es in Ordnung, wenn er geschlagen wird! Und wieso wird behauptet, dass eine solche Behandlung im Interesse eines Kindes ist?

Schauen wir uns die Begrueendungen doch einmal an! Wir haben sie sicher alle schon gehoert!

“Wer seine Kinder liebt, der spart die Rute nicht”. Ach ja, weil Kinder etwas besser verstehen, wenn man sie pruegelt?

Jeder Paedagoge, jeder Kinderfacharzt, jeder Psychologe wird feststellen, dass Denken und Verstaendnis unter Pruegeln leiden, nicht gestaerkt werden.

Ist es vielleicht gar nicht noetig, dass das Kind versteht, sondern eher, dass es sich vor den Konsequenzen seiner Tat fuerchtet und sich daher wohl verhaelt?

Jeder Kriminologe kann erklaren, dass jemand, der mit Gewalt davon abgehalten wird, etwas zu tun, das nur solange nicht wiederholt, solange er sich ueberwacht weiss. Ist es das, was wir wollen? Ueberwachung und Kontrolle? Keine Eigeninitiative, keine Selbstaeendigkeit, denn es koennte ja etwas passieren, das man nicht will? Das die eigene Macht in Frage stellt?

Oder ist es eben eigentlich gar nichts anderes als eine Machtdemonstration? “Solange Du deine Fuesse unter meinen Tisch stellst, tust Du, was ich dir sage.” Klar, denn ich bin der Herr im Haus und das zweifelst Du besser nicht an!

Ein Vater hat sein Kind verpruegelt, weil es ihm vor den Nachbarn widersprochen hat. Was das Erziehung, oder Rache fuer eine vermeitliche Demuetigung? Der Vater fuehlt sich gedemuetigt durch den Widerspruch in Gesellschaft (die Leute koennen glauben, dass ich nicht Herr in meinem Haus bin, sagte der Vater), aber er findet nicht, dass er den Sohn dadurch demuetigt, dass er ihn vor den denselben Leuten schlaegt. Das is ja sein Recht!

“Ich habe auch Ohrfeigen von meinen Eltern bekommen und sie haben mir nicht geschadet.” Ein anderes sehr bekanntes Argument! Ist das so sicher, dass sie nicht geschadet haben, die Ohrfeigen? (und ich spreche nicht von solchen, die das Gehoer schaedigen, Zaehne ausschlagen, die Gehirntaetigkeit beeintraechtigen). Nur eine Ohrfeige, ein “Richtungswatschn”, eine “gesunde Watschn”, damit das Kind lernt, “wo Bartl den Most holt”, “wer das Sagen hat.” Oh ja, das Kind lernt das! Nur was es sonst noch lernt, ist dem Schlaeger vielleicht nicht ganz so bewusst: schlagen, wenn man staerker ist, schwach sein heisst Opfer sein, verheimlichen, verstecken, luegen, fortrennen, keine Verantwortung fuer irgendetwas uebernehmen und hassen. Es ist Hass, den man in den Augen geschlagener Kinder sieht, Hass und Terror, nicht Verstaendnis und Reue, die man doch so gerne hervorrufen wollte!

Es gibt auch Leute, die der Meinung sind, dass ein Kind geschlagen werden will, dass es darum bittet, dass es zufrieden damit ist, weil es Zuneigung bedeutet. Kein Kind argumentiert so, ausser es hat nie, niemals, Zuneigung bekommen und wird nur zur Kenntnis genommen, wenn es geschlagen wird. Zuechtigung als Verguenstigung? Man muss schon sehr krank sein, um das wahrhaben zu wollen.

Aber das Gesetz, auch das schweizerische, sagt ja ganz klar, dass man nur "angemessen" koerperlich zuechtigen darf!

Wer bestimmt, ob ein Schlag angemessen ist? Der, der schlaegt, oder der, der geschlagen wird? Oder der Richter? Oder der Arzt? Oder der Sozialarbeiter? Oder die Nachbarn? Das Dorf? Die Gemeinde?

Und angemessen wem gegenueber, was gegenueber, wann? Ist es angemessen, ein Kind zu verbruehen, weil es auch zum fuenften Mal nicht zusammengeraeumt hat? Ist es angemessen, ein Kind in den Kasten zu sperren, weil es schon wieder nicht gegruesst hat? Ist es angemessen, ein Kind mit dem Stock zu schlagen, weil es nicht vom Sprungturm ins Wasser hechten will? Ist es angemessen, das Kind einen halben Tag lang warten zu lassen, bis es vom heimkehrenden Vater gezuechtigt wird? Ist ein Schlag angemessen, oder zwei oder fuenf ? oder ein Schlag mit der flachen Hand auf das Hinterteil? (Sigmund Freud hat sich damit befasst), oder mit der Peitsche auf den Ruecken? Oder mit dem Kochloeffel hinter die Ohren? Oder? Oder?

Die Kinderkonvention ist ganz klar: Nichts ist angemessen, weil es nicht gemessen werden kann. So einfach ist das.

Wenn jemand nicht weiss, wie man gewaltlos erzieht, es gibt genug Programme, Broschueren, Seminare, fuer Eltern, Lehrer, Erzieher, die das lehren koennen.

Falls man sich dafuer interessiert. Und falls man Zeit investieren will. Diskutieren und Erklaeren dauert laenger, als zuschlagen, das ist wahr, aber man hat ja keine Zeit und muede ist man auch und ueberarbeitet ebenfalls. Kinder sind selbstverstaendlich nicht muede, nicht ueberarbeitet und haben Zeit, natuerlich. Daher sollen sie parieren und keine Schwierigkeiten machen, wie es frueher war, in der guten alten Zeit, wo die Machtverhaeltnisse noch ganz klar waren.

So wie damals, als Kinder, die aus Hunger Brot gestohlen hatten, gehenkt wurden. Oder damals, als Widerspruch gegen den Vater eine Suende war.

Tja, Ordnung muss sein! Und Kinder muessen das lernen, sobald wie moeglich! So einfach ist das!

Towards a corporal punishment-free Europe: When social and other norms divide Europe

Elda Moreno

Cheffe du Service des droits de l'enfant et des valeurs du sport, Conseil de l'Europe, Strasbourg, France

Since its foundation 70 years ago, the Council of Europe's main mission has been to find and implement solutions to human rights problems in Europe. Strong of its 47 member States, the Council of Europe works with governments, parliaments, local authorities, human rights defenders, civil society and independent experts to ensure genuine democracy, safeguard the rule of law and guarantee the protection of human rights of both adults and children. Although the main beneficiaries of the Council of Europe's work are its member states and especially the people within their jurisdiction, the Council of Europe activities are designed to contribute to the implementation of the global human rights agenda. Many non-European States participate in the Council of work and use its standards and tools to build their own national legal and policy frameworks.

Children are entitled to enjoy the full range of human rights safeguarded by the European Convention on Human Rights, the United Nations Convention on the Rights of the Child (UNCRC) and other international human rights instruments. These include civil, political, economic, social and cultural rights. Adopted by the Committee of Ministers, the Council of Europe Strategy on the Rights of the Child (2016-2021) is based on the UNCRC and its four general principles and reaffirms the Organisation's commitment to protect and promote the rights of the child in line with global and European standards.

Violence against children is a major human rights issue. Ending violence against children is therefore at the heart of the Council of Europe's ethos - and at the forefront of its work. Since the launch of the programme "Building a Europe for and with children" in 2006, the main strands of the work are the protection of children's rights and the elimination of violence against children.

Addressing all forms of violence against children is a huge undertaking and deciding where to start was not obvious. But it soon became evident. We took two important steps:

1. we drafted a recommendation on policy guidelines on national integrated strategies on the protection of children from violence (adopted by the Committee of Ministers in 2009);
2. we launched a campaign against corporal punishment (in 2008).

1. An integrated approach to violence against children

The policy guidelines on national integrated strategies on the protection of children from violence are based on eight general principles: protection against violence, the right to life and maximum survival and development, non-discrimination, gender equality, child participation, state's obligations, other actors' obligations and the

best interests of the child. They also identify four operative principles (multidimensional nature of violence, integrated approach, cross-sectoral co-operation, multi stakeholder approach). These have been mainstreamed throughout the guidelines, including into sections on integrated national, regional and local action; education and awareness-raising measures; legal, policy and institutional frameworks; research and data collection.

Key components include:

FIRST: the legislative framework prioritising prevention of violence and prohibiting all forms of violence against children;

SECOND: the institutional framework, encompassing amongst others, the body with the primary responsibility of protecting children from violence, as well as an independent human rights institution observing compliance with the rights of the child in the country;

THIRD: the culture of zero tolerance to violence against children within society and specifically amongst professionals working in contact with children;

FOURTH: the promotion of child-friendly services and mechanisms to enable children to report acts of violence, and providing targeted and prompt assistance and support to child victims, witnesses, perpetrators of violence, and their families;

and FIFTH: the measures to strengthen international co-operation to prevent and combat violence against children, protect and assist child victims and witnesses and investigate or prosecute criminal offences involving violence against children.

The Guidelines also recall the importance of building a culture of respect for children's rights.

*"The strategy should have as its main objective the qualitative change in the perception of children and childhood, and of violence against children. This objective can only be achieved when all segments of society have become sufficiently aware of the rights of the child and of the harmful impact of violence on children; when organisational cultures and practices have been strengthened in this regard, and bridges built across professions to afford more and better protection to children; when mindsets have been transformed, including through the means of information and communication technologies; when the underlying economic and social conditions associated with violence have been addressed – in other words it is only possible when a genuine culture of respect for the rights of the child has permeated the fabric of society"*¹.

The Guidelines are a tool both to protect children's rights and to end violence against children. When tackling violence, evidence has already showed the advantage of a child rights based approach over a welfare approach. Actions that are based on a traditional welfare approach are weaker and more vulnerable to economic crisis or to changes in political priorities, rely heavily on a limited number of professionals; they

¹ Council of Europe Policy guidelines on integrated national strategies for the protection of children from violence

tend to concentrate on victims and on a few situations of vulnerability (for instance, children living in poverty).

Actions that are based on children's rights increase the quality of results, have an important preventive effect, touch larger segments of the population, involve many stakeholders and are more empowering, cost-effective and sustainable.

For a rights based approach to develop, it is also important to "operationalize" concepts such as "child friendly services". This is why the Council of Europe has also invested in providing guidance to countries on how child friendly justice, social services or health care should look like.

Since the adoption of the Committee of Ministers Recommendation on Integrated National Strategies for the protection of children from violence in 2008, the Council of Europe has consistently recalled its member states the need to set up a multifaceted and systematic framework to respond to violence against children which is integrated into national planning processes (Overarching Recommendation 1 of the UN Study on Violence against children). The Group of Experts on Responses to violence against children established by the Council of Europe is currently undertaking a review of progress in this field. The information already available shows the very positive impact of the guidelines, while acknowledging that the development and implementation of this kind of plan remains an important challenge for States.

Campaigning against corporal punishment

When the decision was taken in 2007 to devote the first campaign of the new children's rights programme to the elimination of corporal punishment, we were often asked why to start with that topic instead of addressing "real violence".

There were three main reasons for this choice:

- First, Corporal punishment is a violation of children's right to respect for physical integrity, human dignity and equal protection under the law.
- Second, Corporal punishment is the most widespread form of violence against children, but it is not always recognised as such.
- Third, tolerance for corporal punishment is an indicator of the lower status that a society grants to children. But Children are not mini human beings with mini human rights. By challenging this social norm, we position children as rights' holders.

Another extremely important reason is that this was a suggestion from the children participating at the Launching Conference of the Programme "Building a Europe for and with Children" in Monaco in 2006.

Clearly, this was the first Council of Europe campaign addressing a highly controversial topic!

When we launched our campaign, we asked our member States to do three things:

- Ban corporal punishment
- Develop policies to promote positive parenting
- Promote children's rights

We wanted to change both the legal and the social norms that appeared to be in the way of an effective protection of the rights and the dignity of the child.

The importance of legal norms

Let's first look at legal norms.

In 2008, only 18 countries in Europe had a ban of all corporal punishment of children. And yet: There is no shortage of international standards and human rights bodies requesting States to ban corporal punishment. The UN Committee on the Rights of the Child, the European Court of Human Rights, the European Social Rights Committee... they have all stressed that corporal punishment breaches children's rights and reminded the important role that legislation plays in its elimination!

The European Court of Human Rights first challenged corporal punishment of children in 1978. The case was brought against the UK by a young boy who had been beaten by his stepfather with a cane. The father had been acquitted due to the common law defence of "reasonable chastisement". The European Court of Human Rights found that the UK had violated Article 3 of the Convention by failing to protect the child's right to protection from degrading punishment. The UK law allowing for "reasonable chastisement" was deemed to be in contravention to the protection of the rights and freedoms guaranteed in the Convention. In the following two decades the Court condemned school corporal punishment, first in state schools in decision *Campbell and Cosans v UK* (view a documentary on the subject) and later in private schools in its judgment *Costello-Roberts v. UK*.

The European Committee of Social Rights (ECSR), which monitors the European Social Charter, has stated that corporal punishment is not in accordance with human rights standards as defined by the Social Charter. Article 17 of the European Social Charter requires states to protect children from all forms of ill-treatment. The European Committee of Social Rights has interpreted this article as requiring a prohibition in legislation against any form of violence against children, including corporal punishment in all settings (home, schools and institutions).

In 2003, collective complaints were submitted against Belgium, Greece, Ireland, Italy and Portugal, alleging that the states were in violation of the Charter because corporal punishment was not prohibited. The Committee found violations against Belgium, Greece and Ireland. It found that Supreme Court judgments declaring corporal punishment unlawful in Italy and Portugal were sufficient to comply with the Charter. But when Portugal's Supreme Court subsequently issued a contrary judgment defending corporal punishment, in 2006 a second complaint was submitted against Portugal. The ECSR found a violation and issued a decision on the merits, in which it stated:

"To comply with Article 17, states' domestic law must prohibit and penalize all forms of violence against children that is acts or behaviour likely to affect the physical integrity, dignity, development or psychological well-being of children."

The relevant provisions must be sufficiently clear, binding and precise, so as to preclude the courts from refusing to apply them to violence against children.

Moreover, states must act with due diligence to ensure that such violence is eliminated in practice.”

Decision in World Organisation against Torture (OMCT) v. Portugal, Complaint No. 34/2006, decision on the merits of 5 December 2006, §§19-21

Prohibition of all corporal punishment in both Greece and Portugal was accelerated by these complaints. In 2013, further complaints were submitted against Belgium, Cyprus, the Czech Republic, France, Ireland, Italy and Slovenia. In Cyprus the Government rapidly introduced legislation to remove the legal defence for parental corporal punishment (the right “to administer punishment”) and this was adopted in June 2013. In decisions on Belgium, the Czech Republic, France, Ireland and Slovenia, the Committee found that the lack of clear prohibition in law of all corporal punishment of children violates the European Social Charter. The Committee stated in the decisions:

“The European Committee of Social Rights notes that there is now a wide consensus at both the European and international level among human rights bodies that the corporal punishment of children should be expressly and comprehensively prohibited in law.”

These decisions by the European Committee of Social Rights have been taken in the context of the Collective Complaints procedure allowing social partners and non-governmental organisations to directly apply to the European Committee of Social Rights for rulings on possible non-implementation of the Charter in the countries concerned, namely those States which have accepted its provisions and the complaints procedure.

It is important to note that the Collective Complaints procedure established under the Charter is a parallel protection system which complements the judicial protection provided under the European Convention on Human Rights. Unlike the situation with applications lodged before the European Court of Human Rights, the European Committee of Social Rights cannot consider individual applications. Only certain non-governmental organisations are entitled to lodge collective complaints concerning the Charter; individuals are not entitled to do so.

Because of their collective nature, complaints may only raise questions concerning non-compliance of a State’s law or practice with one of the provisions of the Charter. Individual situations may not be submitted. In the light of this, complaints may be lodged without domestic remedies having been exhausted and without the claimant organisation necessarily being a victim of the relevant violation.

As the Charter caselaw shows, the international obligation to protect children from corporal punishment is not always properly reflected in national law. And when it is reflected, its implementation is often subject to different interpretations. As a result, Europe is still divided between countries with a ban of corporal punishment in all settings (a full ban) and countries with a partial ban (usually not covering corporal punishment at home).

The role of social norms

Social norms play a huge role in the effective abolition of corporal punishment. They influence people's beliefs, attitudes and behaviors. Interestingly, despite the many social, cultural, religious, economic and other differences between our member States, we have seen the same kind of social norms all over Europe.

Historically, children have been treated as an extension of their families, and their rights as individuals are often overlooked. The family and the state are indeed at the forefront of the protection of children's rights. Unfortunately, while there is an obligation to act and decide in the child's best interest, children's rights may be violated by those who have the responsibility to care for them. This makes it even more difficult for children to claim their rights. They are instead expected to adapt, follow instructions and meet adults' expectations. And there is a sense that children must "deserve" their rights.

The acceptance and social tolerance of corporal punishment are indicators of the lower status granted to children.

Education and media play a very important role in shaping social norms. The way children are portrayed in the media may both create and reflect negative stereotypes and wrong assumptions. This is particularly true when it comes to children in conflict with the law, adolescents and socially excluded children. This negatively impacts the way in which many children are perceived and treated, increasing children's vulnerability to violence and manipulation and society's reluctance to invest in the protection of these children. In 2016, The European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) published its General Policy Recommendation No. 15 on combating hate speech which stressed the importance of education in undermining the misconceptions and misinformation that form the basis of hate speech and of the need for such education to be directed in particular at the young.

More efforts are needed to improve the way children are portrayed, perceived and treated. This includes addressing gender and other stereotypes, disseminating research on children's development (from early childhood to adolescents), actively debunking myths and reaching out to the media and other professionals working with children and their families.

Here come a few sentences that reflect the kind of social norms that condone and perpetuate corporal punishment.

- « What happens at home, stays at home... »
- « The State has no right to meddle into my private and family life »
- « Children belong to their parents. Parents have all rights over their children. Parents always act in their children's best interest»
- « Corporal punishment is needed to set boundaries. Without corporal punishment, children grow up wild »
- « Children are people in the making. They don't know what's best. They shouldn't have an opinion or decide on important matters»

Time for changing legal AND social norms

Clearly, legal norms influence social norms and... viceversa!

When looking at the evolution in the various countries since the launch of the campaign, it is obvious that, if States want to eliminate corporal punishment, they need to take measures to change both legal AND social norms AT THE SAME TIME!

Awareness raising, education and training are great means to change social norms and behaviours. But without a legal norm, efforts to change social norms lack solidity and credibility. They are easily challenged and forgotten. Do you think that people would have stopped smoking in public places just with awareness raising measures?

A legal norm confirms values, dissipates ambiguities and sets clear boundaries. A legal norm supports a positive and lasting change of social norms. But without awareness raising, education and training, the legal norm may go unnoticed, be poorly applied or easily violated. Do you think that most people would respect road safety rules without constant reminders?

In Europe, we have achieved important progress since 2008, but more than 10 years later, Europe is still divided.

- 32 States have clearly banned corporal punishment in all settings. 15 States haven't yet
- Very few have invested enough in child protection services, in positive parenting policies, in awareness raising, education and training.

At the Council of Europe, we keep insisting. The elimination of corporal punishment is:

- a priority in our Strategy on the Rights of the Child
- a global target in the 2030 Agenda for Sustainable Development (16.2)

The Council of Europe is also supporting its member States:

- in developing integrated strategies for the prevention of violence against children
- in reviewing their legislation
- in the development of policies to support positive parenting and promote child participation
- by making available resources to raise awareness, build capacity, share good practices and empower families and children.

In conclusion

When reviewing progress and looking at the data emerging from various studies on violence against children, we may wonder whether the values that we have entered into the equation are right. Because we are getting miniatures, instead of full-sized results.

Clearly, to end violence against children we have to scale up and invest in the three dimensions:

- The height: Violence against children has to be much higher in the agenda;
- The depth: children's rights need to be integrated much deeper in the social values-set;
- The width: we need a much broader mobilization. We have to bring many more professionals, organisations, institutions and individuals on board.

Thanks to the Agenda 2030 for Sustainable Development, we have a fantastic opportunity to invest in these three dimensions and make a real breakthrough. The 2030 Agenda includes the elimination of all forms of violence against children as a specific target and a cross-cutting concern. Through its new Strategy on the Rights of the Child, the Council of Europe is making a decisive contribution to the implementation of this universal and transformational Agenda.

I trust that Switzerland will join soon the countries that have introduced a ban of all corporal punishment of children, a ban accompanied by strong policies and measures to support parenting and promote and protect children's rights. I wish Switzerland to champion the fight against all forms of violence. In the best interest of children, of Swiss society and the world at large.

The Swedish experience banning corporal punishment

Sara Johansson

Save the Children Sweden

Introduction

Sweden banned corporal punishment in all settings almost 40 years ago, in 1979, as the first country in the world. Since then, 52 more countries have followed. Sweden has been making progress both in a remarkable change in attitudes towards corporal punishment and in the actual decrease of the use of corporal punishment. As such I will present and discuss progress and challenges, hopefully this will inspire others and contribute to a constructive discussion. Most of what is presented has been included in the booklet “Never Violence – Thirty-Five years on from Sweden’s Abolition of Corporal Punishment¹”, published by the Swedish Government and Save the Children Sweden, unless other reference is provided.

Leading up to the ban

Banning corporal punishment in Sweden was a long process following the general development of the child rights movement. The beginning of the 1900s saw a new conscience in Europe, where the human rights movement took a central role putting women’s rights to vote and children’s welfare at the forefront. The debate took off in the **1920s** – as did the discourse on international level with the adoption of the Declaration of the Rights of the Child in 1924 by the League of Nations.

In **1930s** new ideas about children and childhood gained ground in many countries that led to discussions on the negative impact of corporal punishment.

There was growing knowledge and interest among paediatricians, and child psychologists as they started looking at injuries and linking some of them to domestic violence against children. Corporal punishment was discussed on the radio and in newspapers with the main message being that violence breeds violence. Educational associations and NGOs engaged parents in discussions on how to raise children without the use of corporal punishment.

1940s, after World War II the family was at the centre of the political discourse and government reforms as a way of promoting peaceful societies; Sweden started to build a more equal welfare society introducing child benefits, child clinics etc.

In 1957, the explicit authorisation to use corporal punishment was actually removed from the law -however it was not interpreted as a ban of corporal punishment and a clear statement was needed- which was not communicated through explicit legal ban until 1979.

¹ Never violence - 35 years on from Sweden's abolition of corporal punishment, **Government Offices of Sweden and Save the Children Sweden 2014 (first published in 2009)** Author: Cecilia Modig, https://resourcecentre.savethechildren.net/node/2682/pdf/never_violence_final_2014_eng.pdf

All forms of corporal punishment was forbidden in Swedish schools in **1958** and in childcare institutions and reformatory schools as of 1960.

In the 1970s child rights advocates in Sweden, such as the National Board of Health and Welfare, and women organizations of the political parties started to bring attention to several abuse cases. These groups felt a need for a stronger provision in the law to make it clear that no form of violence against children was tolerated. The public debate shifted from the rights of the parents to the rights of the children

The ban on corporal punishment

In 1977 - the government set up a parliamentary committee to examine the rights of the child.

Finally, in **March 1979**, Parliament voted in favor of an amendment to the Children and Parents Code explicitly banning all forms of physical punishment or any other humiliating treatment of children. The result was 259 votes in favor, 6 against and 3 abstentions. All the political parties supported the amendment.

An important reason for the favorable development in Sweden was the Swedish welfare system with its ideas of equality, both economic and gender equality. In addition there was a high level of awareness of factors behind corporal punishment and a highly educated population.

The Swedish ban was enacted in the Parent Code Chapter 6, section 1 and it now states: *"Children are entitled to care, security and a good upbringing. Children are to be treated with respect for their person and individuality and may not be subjected to corporal punishment or any other abusive behavior."*²

This reform had several objectives.

1. *First, it was intended to alter attitudes towards the use of physical violence against children. Contribute to a shift in social norms and reduce the support for corporal punishment. The ban sent a signal that violence was no longer permitted.*
2. *Second, the ban was intended to set a clear guideline for parents, and professionals, ending debates about "acceptable" and "unacceptable" use of force. Nurses, social workers, teachers and other professionals could now state clearly that physical violence was NOT permitted allowing an early identification of children at risk of abuse.*
3. *Third, earlier identification was expected to result in earlier intervention. Professionals could now feel comfortable in recommending alternative disciplinary strategies, providing supportive and educational materials to families, and acting quickly when they identified families at risk.*

However, the overarching reason for the ban was the recognition that children are full human beings with inherent rights to physical integrity and dignity.³

² In Swedish: "Barn har rätt till omvårdnad, trygghet och en god fostran. Barn skall behandlas med aktning för sin person och egenart och får inte utsättas för kroppslig bestraffning eller annan kränkande behandling." (1983:47).

³ Durrant Joan and Janson Staffan "Law Reform, Corporal Punishment and Child Abuse: The Case of Sweden" (2005)

The amendment gained majority support but there were critics in Parliament who predicted that it would lead to a rise in parents being reported to the authorities and large numbers of Swedes being branded as criminals. Some critics claimed that the new law was contradicting the Christian faith.

The Parliamentary vote marked the end of one process and the start of another. The mission now was to ensure that the new legislation actually achieved the intended changes on behalf of children.

An Obligation to Report among professionals and authorities such as Child-Care, School, Health, and Social Services accompanied the Law⁴. Anyone who works with children and young people, including health and medical care staff and social services personnel are required by the Swedish Social Services Act to report any suspected child abuse to the Social Services Department.

When the Social Services Department has ascertained that a child needs support or protection, it is obliged to launch an investigation into the child's circumstances and needs.

The change in the law made it clear that violence is never a private matter!

After the ban

After the ban, the Ministry of Justice ran a large-scale public education campaign about the new law. A brochure entitled "Can You Bring Up Children Successfully without Smacking and Spanking?" was distributed to all households with children and translated to several languages; parents received support and information at children's and antenatal clinics accompanied by large-scale information campaign. These efforts resulted in a very high level of public awareness of the law: in 1981, over 90% of Swedish families were aware of the prohibition of corporal punishment.

With the law it is was also recommended that there should be rigorous follow up on the effect of the law and since then several studies have been conducted. The recent National Surveys shows a remarkable decrease in support and use of corporal punishment⁵.

- In the 60s most preschool children experienced corporal punishment by their parents once or several times per year
- Figures from the 70s indicate that less than 50 percent of children experienced corporal punishment during this era
- During the 80s the figures shows that a majority of children do not experience corporal punishment
- And finally, after 2000 data provided says that only 3-4 percent of children are hit (data from parents)
- Data from children shows higher numbers of children that have experienced corporal punishment at least one time in their life by their

⁴ Social service act/ Socialtjänstlagen 14 kap 1

⁵ Janson, S. Långberg B. and Svensson B., Våld mot barn 2016-2007 – en nationell kartläggning, Stockholm: Stiftelsen Allmänna Barnhuset, 2017 (The study is translated into English "A National Survey, Violence against children in Sweden 2016)

Janson S., Jernbro C. and Långberg, B., Kroppslig bestraffning och annan kränkning av barn i Sverige, Stockholm, Stiftelsen Allmänna Barnhuset, 2011

parent. In 2016, 12 percent of pupils said they had experienced physical violence at least once by a parent (during lifetime) down from 35 percent in 1995 (pupils in grade 9). In 2016, 5 percent said it happened repeatedly.

Since the mid-1980s, suspicion of child abuse has gradually become more frequently reported to the police forces in Sweden. After a more detailed study, it was shown that the increase depended on a greater tendency to report abuse and there were no indications whatsoever that severe abuse of children had increased in Sweden. The result is in line with expectations of a reduced tolerance of violence against children following the ban. In recent years, there has also been a greater tendency of the social services to report to the police. These cases originated mainly from pre-schools or schools and concerned neglect more often than previously. Again, physical injury due to abuse has not increased^{6, 7}.

Continued support to parents

Parents (both male and female caregivers) are provided with generous parental leave, reduced workdays for parents with young children, sickness insurance for stay at home parents and child support grant. Parents are given information/education about health, nutrition and parenting.

Parental help-lines, fathers and mothers groups are organized through civil society organizations.

Continued fight against Violence against Children

As part of the regular national studies to follow up on the effect of the ban, children in school has been asked to fill out questionnaires on the use of corporal punishment in the home and their experience. From a steep decrease until 2006, the numbers have been almost stagnating with approximately 12 percent (in grade 9) reporting having experienced corporal punishment at least once in life time and 5 percent reporting that they have experienced corporal punishment repeatedly⁸. With an aim of zero-tolerance, this is too high and there are discussions on why the decrease has stagnated.

The recent national study is looking at understanding:

- 1) **poly-victimization of children** experiencing two or several types of violence
- 2) **groups that are more vulnerable to violence (children living with one parent, children living with disabilities etc.)**
- 3) **risk-factors** such as parents feeling alone, helpless, under financial or other pressure etc.

There is a need to work holistically on violence and reach the most vulnerable.

There is also a need to understand more about psychological or emotional violence –and support professionals to work more on this issue.

⁶ Janson S., Jernbro C. and Långberg, B., Kroppslig bestraffning och annan kränkning av barn i Sverige, Stockholm, Stiftelsen Allmänna Barnhuset, 2011, page 18-19

⁷ For more on experience of the law from Social Services and reporting to the police, please see: Leviner, P. and Sardiello, T. The Swedish ban on corporal punishment of children in a multicultural context – conflicting logiks in the Social Services, Stockholm Faculty of Law Research Paper Series, n 53, 2018

⁸ Jernbro, C. and Janson, S. Våld mot barn 2016 – en nationell kartläggning. Stockholm, Stiftelsen Allmänna Barnhuset, 2017

Summary

There is a real progress in changing attitudes and behaviours and protecting children from violence. The **main reasons** behind the positive development:

- Continuing **education/information** against physical punishment and humiliating treatment of children in the past 40 years
- Combined with the **law against physical and humiliating punishment**, and
- **Education** of the most important professionals groups such as teachers, social workers, police, about children at risk. Education of parents.
- **Collective responsibility** to protect children (individual and collective level), and the development of a welfare society including support to parents through child grant, maternal/paternal leave etc.

Main results – linking to the objectives of the law

- **Public support** for physical and humiliating punishment has declined.
- **Use** of physical and humiliating punishment went down.
- **Identification of children** at risk is improving (increase reporting).
- Child abuse mortality is rare .

Lessons learnt⁹

- It is possible to change attitudes and behaviour!
- In most countries the legal ban and change in attitudes and behaviour were the results of a lengthy process of socio-political developments, law reform and an evolving understanding of children as rights holders.
- In Sweden and the other Nordic countries, the process took place through decades.
- A step by step process led by joint efforts by many important actors including students, youth organisations, NGOs, committed parliamentarians and ministries. Media attention is important.
- Political support, law reform and action plans have shown to be important tools to progress in implementing the ban on corporal punishment of children. National action plans and strategies work better when roles and responsibilities are clarified and funded at local and national level.

⁹ From presentation by Turid Heidberg Council of the Baltic Sea States "Prohibition of all corporal punishment of children", Warsaw 2018

Les châtiments corporels à l'aune du droit suisse

Estelle de Luze

Docteur en droit, avocate

Introduction¹

En guise d'introduction, quelques précisions, quant aux termes utilisés dans la présente contribution, et délimitations.

Les termes utilisés ne font pas toujours l'unanimité; il ne s'agit pas de trancher un débat, mais de proposer une clé de lecture pour les lignes qui suivent. Les termes « enfant » et « mineur » sont utilisés comme des synonymes, il s'agit d'une personne physique mineure, soit de moins de dix-huit ans (art. 14 CC). Quant aux « châtiments corporels », ils sont compris comme étant des atteintes causées à l'intégrité physique² d'un enfant et infligés comme moyen d'éducation de ce dernier. Le « droit de correction » est pour sa part compris comme le droit de faire usage de châtiments corporels sur les enfants.

S'agissant des délimitations, la contribution ne traite pas des mesures civiles de protection de l'enfant et n'aborde que le droit pénal et les sanctions qu'il prévoit. Elle n'évoque pas non plus les interventions parlementaires relatives à la problématique des châtiments corporels, interventions qui ont fait l'objet d'autres présentations lors du colloque.

Les sources du droit de correction

L'article 278 du Code civil, intitulé « De la puissance paternelle. Droit de correction », avait le contenu suivant: « Les père et mère ont le droit de correction sur leurs enfants ».

Cette disposition légale est entrée en vigueur avec le premier Code civil suisse le 1^{er} janvier 1912 et a été abrogée lors de l'entrée en vigueur de la modification du droit de la filiation, le 1^{er} janvier 1978³. Depuis cette date, le Code civil n'octroie plus expressément de droit de correction aux père et mère sur leurs enfants. Lors de l'abrogation de l'art. 278 CC, la question s'est posée de savoir si cette abrogation avait pour conséquence que le droit de correction est désormais interdit ou si cela signifiait simplement qu'il n'est plus spécifiquement prévu dans la loi, mais qu'il n'est pas interdit pour autant.

Dans son Message accompagnant la modification législative, le Conseil fédéral a précisé que « l'autorité parentale inclut également le droit de corriger l'enfant dans la mesure où son éducation l'exige »⁴. La doctrine, en particulier pénale, ainsi que la

¹ Ce texte est une version adaptée de la conférence donnée le 3 mai 2018 lors du colloque ayant pour thème « Pour mieux protéger les enfants en suisse: interdire les châtiments corporels? » et est basé sur un article paru en 2012 qu'il reprend en partie: DE LUZE, Les punitions corporelles dans l'éducation des enfants, état des lieux et perspectives pour la Suisse, *in*: RMA 2012, p. 224 ss; le lecteur trouvera en notes de bas de page des références lui permettant d'approfondir les questions qu'il souhaite.

² La présente contribution se limite volontairement à la violence physique. Concernant les différentes formes de violence (violence physique, violence psychologique, violence sexuelle, négligence physique et psychologique, violence institutionnelle et violence structurelle), voir notamment: Violence envers les enfants – Concept pour une prévention globale, *in*: Famille & Société, Office fédéral des assurances sociales, septembre 2005, p. 26 ss.

³ RO 1977 I 264.

⁴ FF 1974 II 1 (78) ch. 323.31.

jurisprudence ont également admis la persistance du droit de correction des père et mère, même après la modification législative de 1978.

En conséquence, si l'autorisation explicite d'avoir recours aux punitions corporelles n'apparaît plus dans le texte du Code civil, l'abrogation de la disposition n'a pas eu pour effet la disparition complète des punitions corporelles en droit suisse.

Les titulaires du droit de correction

Les personnes pouvant se prévaloir du droit de correction sont celles auxquelles revient le devoir d'éducation de l'enfant. Ce dernier faisant partie intégrante de l'autorité parentale⁵, ce sont en premier lieu les père et mère de l'enfant qui pourraient être titulaires du droit de correction. Lorsque l'enfant n'est pas soumis à l'autorité parentale, l'autorité de protection de l'enfant nomme un tuteur (art. 327a CC). Ce dernier dispose des mêmes droits que les parents (art. 327c al. 1 CC) et doit, tout comme les parents, s'occuper de l'éducation de l'enfant⁶. Les principes développés dans ce domaine pour les pères et mères titulaires de l'autorité parentale sont par conséquent applicables par analogie au tuteur⁷.

L'étendue du droit de correction

Alors que les sources du droit de correction sont relativement simples à déterminer, la question de son étendue est plus délicate à aborder. Le Code civil n'a jamais contenu de disposition spécifiant l'étendue du droit de correction et ne précise toujours rien à ce sujet, il indique uniquement que l'éducation doit être dirigée en vue du bien de l'enfant (art. 301 al. 1 CC). Cette dernière notion, le « bien de l'enfant », n'est pas non plus définie en droit suisse, elle est sujette à interprétation ; il s'agit d'une thématique à part entière que la présente contribution n'a pas vocation à aborder⁸.

Ce que l'on peut déduire de la systématique du Code civil, c'est que lorsque l'éducation de l'enfant n'est plus dirigée en vue du bien de ce dernier, des mesures civiles de protection entrent en considération. Ces mesures n'ont cependant jamais pour but de sanctionner l'auteur des châtiments corporels, mais de protéger les victimes. Pour chercher les limites du droit de correction, savoir quels actes sont permis ou interdits, c'est donc plutôt le Code pénal, qui réprime les actes de violence, qu'il faut étudier.

Les limites du droit de correction

Le Code pénal contenait un article sanctionnant spécifiquement les mauvais traitements et la négligence envers les enfants⁹. Cette disposition, peu efficace en

⁵ MEIER/STETTLER, Droit de la filiation, 5^{ème} éd., Schulthess, 2014, n^{os} 979 ss. Pour des développements relatifs aux personnes titulaires du droit de correction, voir: DE LUZE, Le droit de correction notamment sous l'angle du bien de l'enfant: étude de droit suisse, Université de Lausanne, Faculté de droit et des sciences criminelles, éditions Bis et Ter, Lausanne, 2011, n^{os} 520 ss.

⁶ Si le tuteur place l'enfant auprès de tiers, ces derniers seront alors au bénéfice d'une garde de fait sur l'enfant.

⁷ Une différence existe toutefois: si le mineur sous tutelle peut en appeler à l'autorité de protection de l'enfant contre les actes du tuteur (art. 327c al. 2 et 419 CC), une telle voie de droit n'existe pas expressément contre les père et mère.

⁸ Voir notamment: AFFOLTER-FRINGELI/VOGEL, art. 296 N 12 ss, Berner Kommentar, Zivilgesetzbuch (Art. 296 – 327c ZGB), Stämpfli, 2016.

⁹ L'art. 134 aCP, intitulé « Mauvais traitements et négligence envers les enfants », avait le contenu suivant: « 1. Celui qui, ayant la charge ou la garde d'un enfant de moins de seize ans, l'aura maltraité, négligé ou traité avec cruauté, de façon que la santé ou le développement intellectuel de cet enfant en soit atteint ou gravement compromis, sera puni de l'emprisonnement pour un mois au moins. La peine sera la réclusion pour dix ans au plus ou l'emprisonnement pour six mois au moins si ces mauvais traitements ou cette négligence ont causé à l'enfant une lésion corporelle grave et si le délinquant avait pu le prévoir. La peine

pratique pour la répression de la maltraitance envers les enfants, a été abrogée le 1^{er} janvier 1990¹⁰.

En contrepartie et afin d'offrir une meilleure protection à ces enfants, le législateur a prévu la poursuite d'office, c'est-à-dire sans que le dépôt d'une plainte pénale ne soit nécessaire, des lésions corporelles simples et des voies de fait lorsqu'elles sont commises à l'encontre d'un enfant dont l'auteur avait la garde ou sur lequel il avait le devoir de veiller (art. 123 ch. 2 al. 3 CP) et, pour les voies de fait, si l'auteur a agi à réitérées reprises (art. 126 al. 2 let. a CP)¹¹. Concernant ce dernier point, la réglementation a notamment pour effet que des voies de fait commises de manière isolée ne sont poursuivies que sur plainte, plainte que le mineur incapable de discernement ne peut pas déposer seul¹² ; cette situation est particulièrement gênante lorsque l'auteur des voies de fait est le représentant légal du mineur, ce qui est généralement le cas des père et mère de l'enfant (art. 30 al. 2 CP)¹³.

Les voies de fait, réprimées par l'art. 126 CP, se définissent comme des atteintes physiques qui excèdent ce qui est socialement toléré et qui ne causent ni lésions corporelles, ni dommage à la santé¹⁴. Une telle atteinte peut exister même si elle n'a causé aucune douleur physique. A titre d'exemples de voies de fait, on peut citer la gifle, le coup de poing ou de pied, les fortes bourrades avec les mains ou les coudes¹⁵. Les lésions corporelles, art. 123 CP, sont des atteintes plus fortes que les voies de fait, mais moins fortes que les lésions corporelles graves¹⁶. Les lésions corporelles graves (art. 122 CP) répriment, pour leur part, les atteintes volontaires qui mettent la vie en danger, qui mutilent le corps des personnes, leurs membres, leurs organes importants, qui causent une infirmité ou une maladie mentale

sera la réclusion si ces mauvais traitements ou cette négligence ont causé la mort de l'enfant et si le délinquant avait pu le prévoir. 2. Le juge avisera les autorités de tutelle afin qu'elles prennent les mesures nécessaires pour la protection de l'enfant ».

¹⁰ RO 1989 III 2456; Rapport explicatif relatif aux Avants-projets de la Commission d'experts pour la revision du Code pénal: modifications du Code pénal et du Code pénal militaire concernant les infractions contre la vie et l'intégrité corporelle, contre les mœurs et contre la famille, 1981, p. 23 ; FF 1985 II 1021 (1057 s.) ch. 214.7.

¹¹ C'est également lors de cette révision législative que les art. 127 et 219 CP, réprimant respectivement l'exposition et la violation du devoir d'assistance ou d'éducation, ont été introduits dans le Code pénal. Ces deux dispositions n'ont pas été prévues spécifiquement pour remplacer l'art. 134 a CP, mais entrent également dans le système général de protection des mineurs. L'art. 219 CP est critiqué par une partie de la doctrine qui lui reproche son manque de clarté et la difficulté que son application concrète représente tant il est difficile de savoir à partir de quel moment l'éducation représente un danger pour le développement du mineur, en particulier pour son développement psychique. Pour les critiques faites à l'art. 219, voir notamment : BRUTTIN, L'article 219 CP: petit état des lieux de l'application d'une disposition qui peine à faire sa place, in: L'avocat et le juge face au droit pénal, KASSER/NOVIER/PELET/SCHLOSSER, Schulthess, 2005, p. 23 ss; HURTADO POZO, Droit pénal, Partie spéciale, nouvelle édition refondue et augmentée, Schulthess, 2009, n° 3514 ; MOREILLON, Quelques réflexions sur la violation du devoir d'assistance ou d'éducation (article 219 nouveau CP), in: RPS, 116 (1998) 431 ; STETTLER, L'évolution de la protection civile et de la protection pénale de la famille, in: Le rôle sanctionnateur du droit pénal, Editions universitaires Fribourg, Fribourg, 1985, p. 117 ; STRATENWERTH/BOMMER, Schweizerisches Strafrecht, Besonderer Teil II : Straftaten gegen Gemeininteressen, 7^{ème} éd., Berne, 2013, p. 36 s. n° 43; TRECHSEL, Schweizerisches Strafgesetzbuch, Kurzkommentar, 2^{ème} éd., Zurich, 2005, art. 219 N 7.

¹² Petit commentaire du Code pénal, DUPUIS/MOREILLON/PIGUET/BERGER/MAZOU/RODIGARI (éds.), Helbing Lichtenhahn, 2^{ème} éd., Bâle, 2017, art. 30 N 16; RIEDO, Basler Kommentar, NIGGLI/WIPRÄCHTIGER (éds.), volume I (art. 1 – 110 CP), 3^{ème} éd., Bâle, 2013, art. 30 N 38 ss; STOLL, Commentaire romand du Code pénal, ROTH/MOREILLON (éds.), art. 1-110 CP, Bâle, 2009, art. 90 N 38 ; TRECHSEL/JEAN-RICHARD, Schweizerisches Strafgesetzbuch Praxiskommentar, Dike Verlag, Zurich St-Gall, 2018, art. 30 N 3.

¹³ Dans un tel cas de figure, un curateur devrait être nommé à l'enfant (art. 306 al. 2 CC) ; cette disposition prévoit que l'autorité de protection de l'enfant peut prendre elle-même les mesures nécessaires ce qui comprend à notre sens le dépôt d'une plainte pénale contre les parents, avec l'avantage d'éviter, dans un premier temps en tout cas, la procédure de nomination d'un curateur.

¹⁴ REMY, Commentaire romand du Code pénal, MACALUSO/MOREILLON/QUELOZ (éds.), art. 111-392 CP, Bâle, 2017, art. 126 N 1 ; ROTH/KESHELA, Basler Kommentar, NIGGLI/WIPRÄCHTIGER (éds.), volume II (art. 111 – 392 CP), 3^{ème} éd., Bâle, 2013, art. 126 N 3 ; TRECHSEL/GETH, Schweizerisches Strafgesetzbuch Praxiskommentar, Dike Verlag, Zurich St-Gall, 2018, art. 126 N 1.

¹⁵ ATF 6B_693/2017 du 24 août 2017, consid. 2.1. Voir également : REMY, *supra* note 14, art. 126 N 4.

¹⁶ ROTH/BERKEMEIER, Basler Kommentar, NIGGLI/WIPRÄCHTIGER (éds.), volume II (art. 111 – 392 CP), 3^{ème} éd., Bâle, 2013, art. 123 N 3 ; TRECHSEL/GETH, *supra* note 14, art. 123 N 2 ; REMY, *supra* note 14, art. 123 N 2 ss.

permanente,...¹⁷. D'autres dispositions pénales que celles réprimant les lésions corporelles et les voies de fait sont parfois évoquées en matière de droit de correction dont notamment l'art. 177 CP pour les injures, l'art. 180 CP pour les menaces, l'art. 183 CP pour la séquestration si un enfant est enfermé et l'art. 219 CP pour la violation du devoir d'éducation. Des dispositions de la partie générale du Code pénal, faisant partie des conditions de la répression, peuvent également entrer en considération et en particulier les art. 14 (actes autorisés par la loi) et 21 (erreur sur l'illicéité) CP. Selon une partie de la doctrine¹⁸ en effet, le devoir d'éducation des parents comprend un droit de correction qui justifie l'application de l'art. 14 CP¹⁹. En conséquence, le droit de correction peut rendre licite (art. 14 CP) un acte remplissant les conditions d'application d'une disposition pénale²⁰. L'intensité de l'acte doit néanmoins être telle qu'elle ne dépasse pas ce qui peut être admis dans le cadre de l'éducation d'un enfant²¹. L'art. 21 CP s'applique lorsque l'auteur d'un acte réprimé par le droit pénal ne sait ni ne peut savoir que son comportement est illicite²². Ainsi donc, il pense, à tort, que l'acte concret qu'il commet est conforme au droit²³ et qu'il est par conséquent en droit de le faire²⁴.

Synthèse du cadre légal

L'abrogation de l'art. 278 du Code civil en 1978 et la révision du Code pénal entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1990 ont renforcé la protection de l'intégrité physique des enfants, mais n'ont pas mis un terme à une certaine tolérance quant aux punitions corporelles infligées aux enfants dans le cadre de leur éducation.

La survivance ou non d'un droit de correction dans l'ordre juridique suisse ainsi que la portée de cet éventuel droit de correction font l'objet de discussions en doctrine et de quelques arrêts du Tribunal fédéral. Certains auteurs, principalement des spécialistes de droit pénal, soutiennent que des punitions corporelles peuvent être admissibles tant qu'elles restent isolées et de peu d'importance²⁵ ; cet avis ressort également du Message du Conseil fédéral relatif à la révision du Code pénal en 1985²⁶. Un autre courant doctrinal considère au contraire que toute punition corporelle est inadmissible, même si elle ne doit pas systématiquement justifier une sanction pénale²⁷.

¹⁷ ROTH/BERKEMEIER, *supra* note 16, art. 122 N 4 ; TRECHSEL/GETH, *supra* note 14, art. 122 N 1 s.

¹⁸ HURTADO POZO, *Droit pénal, Partie générale, nouvelle édition refondue et augmentée*, Schulthess, 2008, n° 794 ; SEELMANN, *Basler Kommentar, NIGGLI/WIPRÄCHTIGER* (éds.), volume I (art. 1 – 110 CP), 3^{ème} éd., Bâle, 2013, art. 14 N 5 ; TRECHSEL/JEAN-RICHARD, *supra* note 12, art. 14 N 4.

¹⁹ La disposition présente le contenu suivant : « Quiconque agit comme la loi l'ordonne ou l'autorise se comporte de manière licite, même si l'acte est punissable en vertu du présent code ou d'une autre loi ». Avant l'entrée en vigueur de la nouvelle partie générale du Code pénal le 1^{er} janvier 2007, c'est l'art. 32 a CP qui contenait ce principe (« Ne constitue pas une infraction l'acte ordonné par la loi, ou par un devoir de fonction ou de profession ; il en est de même de l'acte que la loi déclare permis ou non punissable »).

²⁰ MCF 1985, FF 1985 II 1021 (1045) ch. 213.5.

²¹ MONNIER, *Commentaire romand du Code pénal*, ROTH/MOREILLON (éds.), art. 1-110 CP, Bâle, 2009, art. 14 N 21 ; HURTADO POZO, *supra* note 18, N 794 ; TRECHSEL/GETH, *supra* note 14, art. 126 N 7.

²² ATF 138 IV 13 (27), consid. 8.2.

²³ ATF 6B_526/2014 du 2 février 2015, consid. 2 ; voir aussi FF 1999 1814.

²⁴ ATF 129 IV 238 (241), consid. 3.1.

²⁵ Voir notamment: DONATSCH (éd.), *Strafrecht III, Delikte gegen den Einzelnen*, 10^{ème} éd., 2013, p. 58 ; MONNIER, *supra* note 21, art. 14 N 21 ; RÉMY, *supra* note 14, art. 126 N 12 ss ; ROTH/KESHELAVA, *supra* note 14, art. 126 N 11 ; TRECHSEL, *supra* note 11, art. 126 N 7 ; TRECHSEL/GETH, *supra* note 21, art. 126 N 7 ; TUOR/SCHNYDER/SCHMID/JUNGO, *Das schweizerische Zivilgesetzbuch*, 14^{ème} éd., Zurich, 2015, § 43 N 39. Sur ce sujet, voir encore FASSBIND qui dresse une liste de la doctrine qui admet l'existence d'un léger droit de correction : FASSBIND, *Systematik der elterlichen Personensorge in der Schweiz*, Bâle Genève Munich, 2006, p. 351 s. et MEIER/STETTLER, *supra* note 5, n° 1004 ainsi que les références citées en note de bas de page.

²⁶ FF 1985 II 1021 (1045 s.) ch. 213.5.

²⁷ Pour un examen complet de la question : AFFOLTER-FRINGELI/VOGEL, *supra* note 8, art. 301 N 57 ss. Voir également: FASSBIND, *Züchtigungsrecht contra Gewaltverbot bei der Ausübung der elterlichen Personensorge*, PJA 2007 p. 548 s. ;

Le Tribunal fédéral reconnaît, pour sa part, à certaines conditions, l'existence d'un droit de correction dans le cadre de l'éducation des enfants ; il faut toutefois, pour que ce droit puisse être invoqué, que les corrections ne dépassent pas une certaine mesure qui est laissée à l'appréciation de l'autorité chargée d'appliquer la loi²⁸.

Exemples issus de la jurisprudence du Tribunal fédéral

Le Tribunal fédéral détermine au cas par cas si l'éventuel droit de correction de l'auteur des violences est dépassé ou non, tout en considérant que « le droit de correction [est] exclu en cas de voies de fait répétées (art. 126 al. 2 CP) et de lésions corporelles (art. 122 et 123 CP) »²⁹:

- Dans un arrêt de 2003³⁰, le Tribunal fédéral a jugé un homme, concubin de la mère de deux enfants nés en 1991 et 1993, contre lequel le père des enfants avait déposé plainte pénale. L'homme en question avait donné des coups de pied au derrière et des gifles aux enfants à une dizaine de reprises en l'espace de trois ans et avait précédemment bénéficié d'un non-lieu des autorités vaudoises. En ne répondant pas à la question de l'existence d'un droit de correction et de la délégation de celui-ci à des tiers, le Tribunal fédéral a retenu qu'« en donnant aux enfants des gifles et des coups de pied au derrière à une dizaine de reprises, [le concubin] a dépassé ce qui est admissible et ne saurait donc se prévaloir d'un quelconque droit de correction »³¹. Le Tribunal fédéral, constatant que le concubin avait adopté un « mode d'éducation fondé sur la violence physique », a considéré qu'il a agi à répétées reprises au sens de l'art. 126 al. 2 CP « et qu'il a donc dépassé ce qui était admissible au regard d'un éventuel droit de correction »³². Un autre arrêt de septembre 2004 a confirmé cette jurisprudence relative à un mode d'éducation fondé sur la violence³³.
- En 2005³⁴, le Tribunal fédéral a nié à un père, ayant frappé à de nombreuses reprises ses enfants, le droit de se prévaloir d'un quelconque droit de correction. L'état de fait de l'arrêt est le suivant:
 - entre 1994 et le printemps 2003, le père a frappé sa fille née le 21 avril 1983 à coups de poing, de pied, de ceintures et de cordons électriques ;
 - il a frappé régulièrement, entre 1994 et le printemps 2003, son fils né le 18 août 1984 à coups de poing et de pied ;
 - il a encore frappé, à coups de poing et de pied, sa fille née le 18 mars 1986 et la flagellée entre 2001 et le printemps 2003.

FASSBIND, 2006, *supra* note **Erreur ! Signet non défini.**, p. 351 s.; HEGNAUER, Grundriss des Kindesrechts, 5^{ème} éd., Stämpfli, Berne, 1999, p. 192, n° 26.03. Sur cette question, voir encore: SCHWENZER/COTTIER, art. 301 N 8, *in*: Basler Kommentar, HONSELL/VOGT/GEISER (éds.), volume I (art. 1 - 456 CC), 5^{ème} éd., Bâle, 2014; VEZ, Commentaire romand du Code civil, PICHONNAZ/FOËX (éds.), art. 1-359, Bâle, 2010, art. 301 N 9; WYTTEBACH, Gewaltfreie Erziehung – Grund- und menschenrechtliche Anforderungen und die zivil-/ strafrechtliche Umsetzung, FamPra 2003 p. 769 ss.

²⁸ Voir notamment : ATF 6B_1031/2008 du 26 janvier 2009, consid. 2 ; ATF 1P_104/2007 du 18 juin 2007 ; ATF 6S.178/2005 du 22 juin 2005, consid. 3.2 ; ATF 6S.273/2004 du 24 septembre 2004 ; ATF 129 IV 216, consid. 2.5.

²⁹ ATF 6S.178/2005 du 22 juin 2005, consid. 3.1 qui renvoie à l'ATF 129 IV 216 dans lequel on peine toutefois à trouver des limites aussi claires à l'étendue du droit de correction que celles indiquées dans cet arrêt de 2005.

³⁰ ATF 129 IV 216.

³¹ ATF 129 IV 216, consid. 2.5.

³² ATF 129 IV 216, consid. 3.2.

³³ ATF 6S.273/2004 du 24 septembre 2004.

³⁴ ATF 6S.178/2005 du 22 juin 2005.

Selon le Tribunal fédéral, les violences commises par ce père dépassent « largement ce qui pourrait entrer dans le droit éventuel d'infliger de légères corrections »³⁵. Le Tribunal fédéral a en outre relevé que le recourant a frappé ses enfants régulièrement et qu'il a utilisé des instruments tels que des ceintures et des fils électriques pour le faire, ce qui est propre « à entraîner des lésions corporelles »³⁶. Le père des enfants a invoqué, pour sa défense, le fait qu'il soit d'origine irakienne et que, dans sa culture, les prérogatives éducatives sont différentes de celles reconnues en Suisse. Le Tribunal a rappelé, à cet effet, que la « qualification de l'infraction et l'étendue du droit de correction doivent être jugées selon le droit suisse »³⁷ même si, à titre exceptionnel et dans des circonstances particulières, une erreur de droit (art. 20 CP) pourrait être retenue. Dans le cas d'espèce, en raison de la gravité des atteintes causées à l'intégrité physiques des jeunes³⁸, cela n'était pas envisageable.

- Un arrêt de 2006³⁹ a concerné le cas d'un directeur de foyer pour jeunes qui utilisait, comme moyen de sanction, la fixation au lit par l'usage de ceintures de contention ainsi que de menottes. Ces sanctions ont été appliquées à des jeunes de 11 à 16 ans, notamment en cas de fugues du foyer ou lorsque des mineurs étaient attrapés en train de fumer des joints. La durée des sanctions a varié d'une demi-heure à une nuit complète selon les situations. Dans cet arrêt, s'est posée la question de savoir si les représentants légaux de ces mineurs pouvaient valablement déléguer au directeur du foyer le droit de faire usage de ces moyens de correction sur leurs enfants. Il a donc fallu, dans un premier temps, se demander si les représentants légaux des enfants, détenteurs de l'autorité parentale ou tuteurs, disposaient eux-mêmes du droit de faire usage de tels moyens de correction. Les juges fédéraux ont répondu à cette question par la négative en considérant que les moyens utilisés ici sont allés plus loin que ce qui pourrait être compris dans le droit de correction des représentants légaux des mineurs. La liberté de décision des représentants légaux dans le domaine de l'éducation se termine là où les méthodes utilisées sont de toute évidence contraire au bien de l'enfant, ce qui est le cas ici. Les parents et tuteurs des enfants ne pouvant eux-mêmes pas employer valablement ces méthodes de correction, il est exclu qu'ils aient pu les déléguer à un tiers⁴⁰.
- En 2007, le Tribunal fédéral a déterminé que les lésions corporelles simples commises au moyen d'une ceinture dépassent ce qui peut entrer en considération comme droit de correction⁴¹. Cette jurisprudence a été confirmée en 2008⁴².

³⁵ ATF 6S.178/2005 du 22 juin 2005, consid. 3.2.

³⁶ ATF 6S.178/2005 du 22 juin 2005, consid. 3.2.

³⁷ ATF 6S.178/2005 du 22 juin 2005, consid. 4.1.

³⁸ ATF 6S.178/2005 du 22 juin 2005, consid. 4.2.

³⁹ ATF 6P.106/2006 du 18 août 2006.

⁴⁰ ATF 6P.106/2006 du 18 août 2006, consid. 6.4

⁴¹ ATF 1P.104/2007 du 18 juin 2007, consid. 6.4.

⁴² ATF 6B_724/2007 du 11 janvier 2008.

- Le Tribunal fédéral a jugé, en 2009⁴³, un père qui a frappé son enfant⁴⁴ un mercredi et un dimanche. Un des coups donnés à l'enfant a causé un hématome, de quatre à cinq centimètres de diamètre, enflé et douloureux, sur la tempe de l'enfant. Condamné par le Tribunal cantonal de Bâle-Ville pour lésions corporelles simples et voies de fait réitérées, le père a recouru au Tribunal fédéral en invoquant notamment son droit de correction pour justifier les coups donnés à son enfant. Le Tribunal fédéral s'est rallié à l'avis du Tribunal cantonal, estimant que des coups donnés à un enfant, d'une intensité telle qu'ils laissent des marques, ne sont pas compris dans un éventuel droit de correction et dépassent l'intensité généralement tolérée dans la société⁴⁵.
- Un arrêt du 2 décembre 2014 a traité de l'enlèvement et de la séquestration au sens de l'art. 183 CP⁴⁶. Les juges ont rappelé, dans cet arrêt, que le fait d'enfermer un enfant peut, à certaines conditions, être un moyen d'éducation autorisé. Toutefois, toutes les mesures prises par les parents pour l'éducation des enfants doivent respecter le bien de ce dernier et lorsque l'enfermement dépasse cette limite, il s'agit alors de séquestration⁴⁷.
- Un arrêt récent du 16 février 2018 a analysé le cas d'un homme marié et père de quatre enfants⁴⁸. Ce père a été condamné, en instance cantonale, pour plusieurs infractions et notamment pour une violation de l'art. 219 CP qui réprime la violation du devoir d'assistance et d'éducation. Concernant ce reproche, l'arrêt a retenu que le père de famille a, en moyenne une à deux fois par mois, menacé de faire disparaître l'ensemble de la famille s'il était dénoncé. Il a frappé deux de ses enfants avec une ceinture, un bâton en bois, des câbles, en particulier sur le dos. Il a frappé ses quatre enfants avec la paume de sa main ou ses poings et leur a donné des coups de pied. Il a en outre étranglé à une reprise son fils qui avait alors deux ans. La punition usuelle appliquée à ses enfants était de les faire s'agenouiller au sol en mettant les mains en l'air, souvent en les frappant encore dans le dos avec un objet. Ces faits se sont déroulés tellement fréquemment qu'ils ont été considérés comme une forme d'éducation donnée par ce père. Sur la base de ces faits, établis par l'autorité cantonale, il n'y a pas d'arbitraire à considérer que les enfants ont grandi dans un environnement empreint de violence où régnaient la peur et la terreur. La condamnation pour violation du devoir d'assistance ou d'éducation était par conséquent justifiée. Les faits reprochés au père de famille allaient clairement bien au-delà de ce qui pourrait être admis dans le cadre d'un éventuel droit de correction parental⁴⁹.

La situation reste relativement floue : il subsiste un droit de correction sans que l'on puisse toutefois exactement savoir dans quelle mesure ces corrections peuvent

⁴³ ATF 6B_1031/2008 du 20 janvier 2009.

⁴⁴ L'état de fait de l'arrêt ne précise pas l'âge de l'enfant.

⁴⁵ ATF 6B_1031/2008 du 20 janvier 2009, consid. 2.

⁴⁶ ATF 141 IV 10.

⁴⁷ ATF 141 IV 10, consid. 4.5.5 avec un renvoi à l'ATF 6S.145/2003 du 13 juin 2003.

⁴⁸ ATF 6B_149/2017 du 16 février 2018.

⁴⁹ ATF 6B_149/2017 du 16 février 2018, consid. 7.3.

être mises en œuvre. Cette solution est insatisfaisante tant du point de vue du droit interne et de la protection des enfants que de celui des engagements internationaux pris par la Suisse. En effet, la Suisse n'a pour l'heure pas répondu autrement que par l'expression de bonnes intentions à l'exigence de l'interdiction explicite de tout châtiment corporel commis à l'encontre des enfants, exigence qui découle directement de la Convention relative aux droits de l'enfant.

Conclusion

Le droit suisse propose actuellement une protection étendue, mais encore insuffisante, des enfants mineurs par la mise en œuvre de mesures de droit civil (art. 307 ss CC) ainsi que de sanctions pénales (art. 123 ss CP). Certains actes échappent à toute mesure ou sanction en raison du résidu de droit de correction qui subsiste, malgré l'abrogation de la disposition topique du Code civil en 1978. Une disposition légale explicite, par exemple sous la forme d'une modification de l'art. 301 CC⁵⁰, et largement médiatisée serait, à notre sens, le meilleur moyen de mettre la législation suisse en conformité avec les engagements internationaux pris par la Suisse lors de la ratification de la Convention relative aux droits de l'enfant et d'assurer une protection optimale de l'intégrité corporelle des enfants en Suisse.

⁵⁰ Pour une proposition de nouvelle formulation de la disposition légale, voir : DE LUZE, *supra* note 1, p. 240.

Table des abréviations

Art.: article

ATF: arrêt du Tribunal fédéral (disponible sur le site www.bger.ch)

CC: Code civil suisse, RS 210 (disponible sur le site www.admin.ch)

consid.: considérant

CP: Code pénal suisse, RS 311.0 (disponible sur le site www.admin.ch)

FF: feuille fédérale (disponible sur le site www.admin.ch)

p.: page(s)

RO: recueil officiel

RS: recueil systématique

ss: et suivant(e)s

Éloge de la punition

Emmanuel Jaffelin

Philosophe, Sceaux, France

Introduction

C'est gentil d'être venu. Merci! Connu comme philosophe de la gentillesse, nombreux ont cru que j'avais changé de crèmerie ou que j'étais devenu schizophrène en écrivant une Apologie de la punition. En réalité, ces deux actions non seulement ne sont pas contradictoires ; elles expriment la même intelligence dans deux situations différentes :

Etre gentil, c'est rendre service à quelqu'un qui vous le demande
Punir, c'est rendre service à quelqu'un qui ne vous le demande pas.

Dans les deux cas, vous l'avez compris, nous aimons autrui et nous voulons l'élever. Notez au passage que ces deux notions passent pour désuètes, pour ne pas dire ringardes. Elles sont pourtant deux voies humaines et humanistes, aimable et aimante pour la première, moins aimable mais encore plus aimante pour la seconde.

Pourquoi suis-je passé de la Gentillesse à la punition? C'est parti de la prison, plus exactement du suicide en prison. Lorsqu'en 2009, la ministre de la Justice Alliot-Marie a été interrogée sur le énième suicide en prison, elle a répondu par des pyjamas en papier pour que les prisonniers ne puissent pas se pendre avec. La chose m'a tellement énervée que j'ai écrit un article dans Le Monde (Un système absurde dans une démocratie moderne) qui m'a valu d'être convoqué par le directeur de l'Administration Pénale et d'être envoyé en prison, non pour être (officiellement) puni, mais pour la visiter; et à l'issue de cette visite, j'y ai monté un atelier philo qui a duré deux ans, puis j'ai écrit ce livre paru en 2014: Apologie de la Punition. Pourquoi ? Parce que la prison est une mauvaise punition, inefficace et inhumaine.

Notons une chose: l'évolution pénale. Nous avons aboli la torture: est-ce la Révolution Française? Non, ce fut la décision de Louis XVI en 1780. Puis la peine de mort fut abolie par François Mitterrand en 1981. Résultats des courses: la prison est la seule punition qui est restée. Punir se limite désormais quasiment à la détention d'un corps. Conséquence: la prison est une punition inefficace puisque 60% des cas, qui y sont passés, récidivent; et le suicide a explosé en prison.

La prison fabrique donc du délit, du crime et du suicide! Du temps de la peine de mort, les prisonniers ne se suicidaient pas plus en prison qu'au dehors. Depuis l'abolition de la peine de mort, c'est un détenu tous les 3 jours, soit 100 morts par an! La prison est devenue un serial killer qui ne dit pas son nom. Ou un mode de sélection caché. Paradoxe de l'abolition: elle tue plus en prétendant être plus juste et moins mortifère! Le mieux est l'ennemi du Bien! En voulant améliorer nos démocraties par cette punition carcérale, on la rend plus mortifère. Cherchez l'erreur. Moins bien on punit, plus on tue!

Moi, je ne souhaite pas restaurer la peine de mort, mais saisir cette situation pour penser l'essence même de la punition. Qu'est-ce que punir?

Histoire du recul de la punition

A. Etymologie

En français, le mot punition a trois racines. D'abord en sanskrit, le mot *Punya* désigne la chance; ensuite, en grec ancien, *Poinè* renvoie à la compensation; enfin, en latin, *Poena* signifie la réparation légale. Trois origines, trois sens. Chez les indiens, le fait d'être puni fut longtemps une chance; chez les grecs, la punition devait compenser l'acte qui avait commis un dommage (délit ou crime); chez les romains, le dommage devait être réparé par l'intermédiaire de la loi. Dans l'histoire lexicale, il y a donc un mouvement qui va de l'optimisme (*Punya*) au légalisme (*Poena*), plus qu'au réalisme. Imaginez aujourd'hui notre société de la victimité: elle a jeté la responsabilité à la poubelle! Même le pire criminel peut être défendu par son avocat comme une victime! C'est peut-être une malchance d'avoir enterré l'idée de la punition comme chance!

B. L'effacement de la punition au profit de la sanction

Avant de comprendre ce refus de punir, notons que le mot a quasiment disparu au profit du mot sanction. Pourquoi ce glissement de vocabulaire? Par progrès de l'intelligence, de la raison et de l'humanité? Que nenni. Nous nous installons dans la *political correctness*. Nous changeons de vocabulaire faute de changer le réel: nous appelons les vieux des personnes âgées, les femmes de ménage des techniciennes de surface, les chômeurs des demandeurs d'emploi, la prison un espace carcéral. En fait la punition est un terme univoque alors que la sanction est équivoque: un élève qui travaille est sanctionné par une mention au bac et celui qui ne travaille pas est sanctionné par l'obtention sans mention du bac, voire par son échec! On sanctionne tout, le bien comme le mal! Ce n'est pas le cas de la punition: on ne punit que le fautif. Ce goût pour le politiquement correct est surtout un goût pour l'ambiguïté. Comme disait le cardinal de Retz: « On ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment ». C'est ce que je vais montrer.

C. Le monopole du droit

Aujourd'hui, la punition est devenue le monopole de l'Etat à travers le droit qu'il promulgue et défend. Le droit envahit toute notre société, réduisant la morale au silence, un peu comme des cellules cancéreuses se métastasant. Le philosophe allemand Hegel et le juriste autrichien Kelsen ont montré que la justice devait se fonder sur le droit et se débarrasser de la morale, seul le droit étant rationnel et universalisable, la morale étant irrationnelle et particulière, spécifique à des cultures!

Il n'y a de crime que là où une loi le définit: *nullum crimen nulla poena sine lege*. Ce principe de légalité est inventé par le philosophe et juriste Cesare Beccaria (XVIII^e) dans son livre *Des délits et des peines*. Apparaît au XVIII^e cette idée moderne: la loi définit le crime. Dans un monde sans loi, Etat de nature ou anarchie, il n'y aurait donc ni délit ni crime puisque pas de loi! La loi est cette norme à partir de laquelle les fautes vont être définies et punies.

Au Panama, un ami indien Kuna (ou Guna) qui m'accueillait dans son village m'a dit: « ah, tu es français! Tu viens du pays des droits de l'homme, celui où un criminel sort libre d'un tribunal grâce à son avocat ». Il me rappela la formule du

philosophe Herbert Spencer qui définissait ainsi le jury: « C'est un groupe de 12 personnes d'ignorance moyenne, réunis par tirage au sort pour décider qui, de l'accusé ou de la victime, a le meilleur avocat ! ».

Mais notre justice pose un problème pire ou plus drôle encore: la gravité de la faute est inexistante. C'est la peine fixée par le juge qui déterminera le caractère plus ou moins répressif de la punition. Suspens des procès: si le juge ne fixe aucune peine, le « prévenu » n'est pas condamné (donc n'est pas puni), ce qui signifie que son acte n'était pas soumis à une loi! La justice occidentale moderne est un cercle vicieux: la loi permet l'arrestation, la justice la fixation d'une peine qui, in fine, justifie la loi! En réalité, il faudrait inverser la formule: Sine poena, nulla lex. Sans punition, nulle loi.

La justice démocratique voulait sortir de l'irrationnel et de l'arbitraire. Elle y retombe. Le juge peut ainsi surqualifier une faute, id est un délit en crime, ou en déqualifier une, à savoir un crime en délit. Les exemples ne manquent pas et de nombreux détenus savent qu'ils auraient fait une durée de détention moins longue s'ils avaient été jugés dans un autre tribunal ou par un autre juge.

Nous vivons dans un monde où règne désormais la loi, mais où la punition a reculé. Le légalisme a envahi notre société en prétendant gérer efficacement la punition alors qu'il ne fait qu'engendrer des injustices et un affaiblissement social. De la même manière que le monothéisme a évacué la pluralité des dieux, de la même manière que l'argent a effacé tous les autres moyens d'échanger, le droit a cherché à éliminer tous les autres moyens de punir. Il n'en reste quasiment qu'un: la prison! Amende, PSEM - placement sous surveillance électromobile qui réactive les anciens ... Fers - Sursis - T.I.G, travail d'intérêt général sont quatre alternatives ou substituts à la prison, non des punitions à proprement parler.

Voyons d'abord deux domaines où la punition a quasiment disparu; ensuite un domaine hybride où la punition arbitrale est forte, mais légale rare; et enfin un domaine où la punition morale est réhabilitée! Les deux premiers domaines sont la famille et l'école, le troisième est le sport et le dernier la diplomatie.

Deux domaines où s'illustrent la disparition de la punition : la Famille et l'Ecole

A. La disparition de la punition dans la Famille

Dans les démocraties occidentales, suivant la Déclaration des droits de l'enfant de 1959: « L'enfant doit être protégé de toute cruauté ». Au XXI^e siècle, il y a en France un numéro vert pour prévenir des outrances et des violences.

De Cendrillon à Martine à la ferme, notre rapport à l'enfant illustré par ces livres montre le chemin parcouru. Dans l'histoire de Cendrillon, tout est négatif (sauf la fin !). Avec Martine, tout est positif (même la fin !). Notez que Martine va à l'école et à la ferme alors que Cendrillon finit reine après avoir été humiliée par sa mère et ses sœurs!

Notons que l'enfant était autrefois maltraité et que nous devons nous féliciter de ce progrès du traitement de l'enfant en Famille. Il faut lire L'enfant de Jules Vallès où l'on suit la mort de la petite Louissette qui rend affligeante l'époque et les relations parents/enfants dans de nombreuses familles. Disons que l'amour était autrefois

marginal et que c'est aujourd'hui la maltraitance qui l'est. Montaigne ignorait le nombre de ses enfants morts en nourrice; Rousseau abandonna les siens. Dans L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime, l'historien Philippe Ariès explique que l'enfant au moyen âge est soumis au mignotage: on s'amuse avec le bébé comme avec un petit singe et, si l'enfant mourrait, ce qui était fréquent, la règle n'était pas de s'en désoler, mais de le remplacer. Notons qu'autrefois il y avait beaucoup d'enfants et de mortalité infantile. Aujourd'hui, il y a en Occident peu d'enfants et peu de mortalité.

Donc l'amour moderne de l'enfant et sa protection juridique viennent autant d'un progrès de la raison que d'un effet de rareté. Ce qui est rare est cher. Le croissez et multipliez-vous biblique est remplacé par le démocratique postmoderne retenez-vous et protégez beaucoup !

L'interdiction de la maltraitance est donc un progrès humaniste qui a un fondement historique et rationnel. L'interdiction de la gifle et de la fessée est le fruit d'un extrémisme inconscient : ces lois qui se répandent comme un virus dans toutes les démocraties -à l'exception notable de la Suisse qui y résiste- ne veulent pas voir deux choses:

- d'abord, elles confondent punition et maltraitance. La punition est une réaction morale à un comportement immoral ;
- ensuite, elles aseptisent la famille en interdisant le corps à corps. Or, il est important que le corps d'où vient l'enfant reçoivent parfois une information qui passe par le corps.

Je me souviens de cette femme qui m'avait demandé de lui garder son landau pour traverser la route de quatre voies afin de récupérer sa petite fille de 3 ans qui s'était échappée. De colère autant que de soulagement, elle colla une paire de claques à sa fille qui fut ravie de constater que sa mère était capable de la préférer à son petit frère resté dans la poussette sous le regard rassuré d'un passant!

Nous vivons en occident un nouveau puritanisme qui veut nous faire croire qu'un père qui se promène avec sa fille adolescente en la tenant par la taille est pédophile! Et s'il la gifle dans la rue qu'il est maltraitant!

Notons que des hommes politiques d'un certain âge, tel Alain Juppé, ont reconnu avoir reçu des coups de martinet, des gifles ou des fessées: ils ont jugé avec le recul les avoir mérités et en avoir tiré profit! Il est vrai que tout le monde n'est pas premier ministre!

Hervé Bazin, dans son roman Vipère au poing, avait nommé sa mère Folcoche -folle cochonne- car elle le maltraitait à grands coups. C'est de la maltraitance. Il est normal de l'interdire. Notons cependant que Bazin fut un grand écrivain qui obtint le prix Goncourt.

A l'inverse, Breivik en Norvège -pays qui abolit la peine de mort en 1905 ! - n'avait pas de père pour l'éduquer et n'avait reçu aucune gifle ni fessée par sa mère dans un pays qui l'interdit. Il assassina froidement 77 personnes sur l'île d'Utoya le 22 juillet 2011.

La gifle en Suède est interdite depuis 1979. Un exemple en 2012 a montré combien cette Justice pratiquait la maltraitance des parents. Un enfant de l'école primaire se mit à pleurer un jour où son institutrice lui remit sa dictée à laquelle il avait eu zéro. Il se mit à pleurer et lorsqu'elle lui demanda pourquoi il pleurait, il lui répondit qu'il allait recevoir une fessée par son père. L'institutrice alla dénoncer ce péché au directeur qui appela la police qui se rendit dans la famille, mit le bracelet électronique à la mère et emmena le père en prison pendant que les 5 enfants furent ventilés dans des familles grassement payées par cette démocratie pour que la justice s'y exerce. En ce premier quart du XXI^e siècle, certains suédois commencent à réfléchir à ce monopole pénal de l'Etat et au mépris de la famille au profit d'un droit raide et négatif. Une statistique de 1995 (publiée par Wittrock) arrivait déjà au constat que les enfants qui avaient été éduqués depuis l'interdiction de la fessée avaient 600% plus de chance d'exercer leur violence envers leurs parents que les enfants d'avant cette loi.

Résultat de cette culture de la victimité: la relation parents/enfants s'inverse. C'est l'enfant qui a le pouvoir! Il est devenu l'enfant-roi. Rappelons qu'est récente cette idée d'un enfant innocent, dépendant et fragile. Il faudrait relire Freud et le cas du petit Hans dans Malaise dans la civilisation: un père très faible fournit à l'enfant l'occasion de développer un surmoi rigoriste qui va l'amener à retourner son agressivité contre lui-même: Hans a peur des chevaux! Or, cette auto-culpabilisation n'est pas le fruit d'une éducation sévère! Cherchez l'erreur.

Nous constatons un changement de l'image de l'enfant: ni larve ni déchet potentiel ni adulte en miniature, il est conçu comme un être intelligent doué d'un fort potentiel. Notons le paradoxe de Rousseau: il abandonne ses nouveaux nés, mais il sculpte une œuvre moderne de la pédagogie, L'Emile, où il fonde l'éducation sur l'expérience et non sur l'autorité.

Nos sociétés vieillissantes ont pour caractéristique paradoxale l'infantilisation: l'adulte devient un adolescent tardif! On surinvestit l'enfant en désinvestissant l'espèce: tel est le paradoxe de cette dépossession du pouvoir parental sur l'enfant. Plus on aime l'enfant dans une société, plus on l'entoure de droit, mais surtout moins nous faisons d'enfants, le véritable enfant étant désormais l'adulte!

Il y a deux façons d'être indifférent à l'enfant:

- En faire beaucoup mais négliger leur éducation
- Soigner leur éducation mais en faire moins de 2,1% en termes de démographie et de taux de fécondité.

Cette idéologie de l'interdiction de la gifle et de la fessée est donc très paradoxale: elle croit faire l'apologie de l'enfant en interdisant de le punir alors qu'il est en voie de disparition! En réalité, il s'agit d'un faux culte de l'enfant puisque l'Occident n'en fait plus (assez) pour se perpétuer. La disparition de la punition dans la famille n'est donc pas une révolution: c'est une involution de l'espèce.

B. L'effacement de la punition à l'Ecole

Einstein a écrit: « Je préférerais subir toutes sortes de punitions plutôt que d'apprendre par cœur ». De nos jours, non seulement il n'y a quasiment plus de punition, non seulement l'élève n'apprend quasiment plus par cœur, mais il peut ne rien faire et ne pas être puni! C'est le deuxième symptôme de cette société de la

victimité! On n'apprend plus aux enfants à être responsable; on les invite à chercher en eux la source de victimité! L'institution scolaire se met ainsi au diapason familial, c'est-à-dire qu'elle se soumet aux nouvelles lois qui obligent de pro-fesser sans fesser ni gifler. En réalité, c'est l'école qui a commencé par être bridée par la loi et le maître d'école destitué de son autorité; puis ce furent les parents. Désormais, le professeur doit s'attendre à être puni par les élèves, les parents, l'administration et le droit.

Prenons un exemple de cette « involution » sociale à partir d'un livre et de ses successives adaptations cinématographiques. Dans le roman de Louis Pergaud, *la Guerre des boutons*, publié en 1912, le cancre Lebrac se soumet à l'autorité de l'instituteur auquel le père réclame des punitions et les réplique à la maison. Double peine! Celle de l'instituteur, puis celle du père qui la confirme en la répliquant. En 1936, Jacques Daroy adapte le roman au cinéma sous le titre « *La guerre des gosses* » qui reste très fidèle au roman. En 1962, Yves Robert réadapte *La guerre des boutons* en gardant son titre mais en attirant la tendresse et la compassion du spectateur sur Lebrac lorsqu'il est puni. Mai 68 n'est pas loin. En 1994, L'irlandais John Roberts fait à son tour *La Guerre des boutons*, transplantée dans deux villages de son pays: cette fois, l'instituteur paraît débordé dans sa classe par les élèves dissipés et libérés de l'autorité! Enfin, en 2011, deux réalisateurs français produisent deux nouvelles adaptations du roman: *La Nouvelle Guerre des Boutons* de Christophe Barratier et *La Guerre des Boutons* de Yann Samuel. Deux films dans l'air du temps où l'instituteur apparaît comme l'homme faible et non respecté et où l'homme fort est un élève: Lebrac. Comme la loi, les films s'adaptent à la réalité et à l'air du temps. La punition s'est effacée du tableau noir et de la vie de l'élève.

Autre exemple. Dans la série télévisée *Soda*, Kev'Adam's joue le rôle clé de l'ado, les parents devenant pap's et mam's. Les trois punitions qui restent en vigueur: la privation de l'argent de poche, de la sortie et de l'écran. Dans *Soda*, les règles du lycée privée ringard s'opposent à la famille moderne laxiste et affectueuse.

Dans le film *Entre les murs* (2008) de Laurent Cantet, le spectateur constate l'horizontalisation de la relation prof/élèves. Le plus surprenant: le recul de l'impératif du savoir. Au fond, l'école n'est plus un lieu de savoir de l'enseignant, mais le lieu du pouvoir de l'élève dont le but vise à le sanctifier et à ne plus le sanctionner. Le savoir n'est plus sacré: c'est l'élève qui le devient. Quelle est dès lors la finalité de l'école?

En France, une circulaire de 1991 publie pour l'école maternelle: « Aucune sanction ne peut être infligée ». Seule solution pour ramener un élève dissipé, désobéissant ou violent: l'isoler quelques minutes pendant la récréation. Isoler: une image de la prison... à l'école. Nous passons d'un châtiment corporel à une sanction temporelle.

Peu anecdotique. En 2013, une professeure de collège, âgée de 44 ans, humiliée et maltraitée par ses élèves, se suicide en s'immolant dans la cour de récréation. L'enfant est sacré; l'en-seignant peut saigner et brûler.

Il y a donc un effacement de la punition à l'école. Ce n'est pas un progrès: c'est une disparition de la légitimité du savoir et de celui qui le transmet. Autrefois, il n'y a pas si longtemps, l'école classique faisait primer la norme sur le sens. Au XXI^e siècle en Occident, le sens prime la norme avec cette conséquence : un effondrement du niveau intellectuel et une montée de l'illettrisme.

Conclusion

Une société responsable doit mettre en œuvre une punition qui rabaisse l'enfant indiscipliné pour ensuite le relever comme être social, aimant et aimé.

Simone Weil (la philosophe, non la femme politique) écrit: « Le châtiment est un besoin vital de l'âme ». Pensez alors que lorsqu'il n'y a plus de châtiment, il n'y a plus d'âme...

Punir suppose d'aimer l'homme en voulant le ramener vers lui-même et la société. Sanctionner est une hypocrisie qui noie le poisson et sème le poison. La négation de la punition vaut disparition de l'amour: elle est une fausse douceur qui sème en réalité de la violence.

J'ai écrit pour faire de la punition le fondement de la justice, non l'inverse qui sème de l'injustice, de la violence et de l'inégalité sociale. Cela suppose de penser et d'inventer une nouvelle justice.

Il y a un chemin de la gentillesse à la punition: c'est celui qui mène de l'empathie au pardon. Ni glissement ni contradiction entre ces deux vertus : juste de la systématité

Merci de m'avoir écouté sans me ... sanctionner!

The state of research on corporal punishment. Evidence base findings

Elizabeth Gershoff

University of Texas at Austin, USA

Corporal punishment of children remains prevalent throughout the world. A global survey by UNICEF found that 63% of young children experience some form of corporal punishment from their parents (United Nations Children's Fund [UNICEF], 2017). Corporal punishment is clearly something that most children around the world experience during their lives.

There is a fundamental fact about corporal punishment that all parents who use it, and all societies that continue to permit it, must face: Corporal punishment involves the use of pain, typically through hitting, to correct children's misbehavior (Gershoff, 2013). Thus, when parents use corporal punishment, they are intentionally hurting children, both physically and emotionally. However, corporal punishment is an unusual form of violence because most societies use euphemisms when talking about the practice that downplay its violent nature. For example, parents talk about "smacking" or "slapping"; they rarely admit to "hitting" their children.

The U.N. Committee on the Rights of the Child (2007) has stated that corporal punishment is a form of violence that violates children's human rights. The Committee has called on countries that have ratified the Convention (in other words, all countries except the United States) to ban all corporal punishment of children (U.N. Committee on the Rights of the Child, 2007). Indeed, the elimination of all forms of violence against children is one of the U.N.'s Sustainable Development Goals for 2030, with reductions of corporal punishment by caregivers as a key indicator (UNICEF, 2018).

Corporal Punishment as Toxic Stress

Recent research on brain development and functioning suggests that corporal punishment affects children's brains in a similar way to other forms of violence, such as physical injury and abuse. One mechanism that explains how corporal punishment could affect children's brains is through the experience of what has been called toxic stress (Gershoff, 2016; Shonkoff, Garner, et al., 2012).

The official definition of toxic stress from the American Academy of Pediatrics is that it involves "the excessive or prolonged activation of the physiologic stress response systems in the absence of the buffering protection afforded by stable, responsive relationships" (American Academy of Pediatrics Committee on Psychosocial Aspects of Child and Family Health et al., 2012, p. e225). In other words, stress that is severe and chronic can be considered "toxic" to children's health. Toxic stress is harmful because it can lead to something called allostatic load, which in everyday terms means the wear and tear on the body that results from chronic and unrelieved stress (Danese & McEwen, 2012). Allostatic load, in turn, has been linked with physical changes in brain structures like the hippocampus, which can lead to deficits in memory. And with changes in brain functioning, such as slower

communication between neurons in the prefrontal cortex, which can lead to impairments in emotion regulation (Eiland, Ramroop, Hill, Manley, & McEwen, 2011).

Do we have evidence that corporal punishment leads to brain changes that we would expect if it were a form of toxic stress? Yes, we do (Gershoff, 2016). Corporal punishment has been linked with changes in brain structures. Researchers in the U.S. have done brain scans of young adults and found that individuals with a history of chronic corporal punishment had smaller gray matter volume than those who did not experience chronic corporal punishment (Tomoda et al., 2009). ("Chronic and sometimes harsh corporal punishment" in this study meant that corporal punishment occurred at least once per month on average and involved the child being hit with an object at least once per year).

We also have evidence that corporal punishment is linked with changes in brain functioning. A study in the U.S. found that young children who were corporally punished responded to stressful situation with greater spikes in the hormone cortisol than did their peers who were not corporally punished (Bugental, Martorell, & Baraza, 2003). This finding indicates that stress response systems may be primed to overreact among children with a history of corporal punishment.

Recent research confirms that corporal punishment is an Adverse Childhood Experience, or ACE. The concept of ACEs has caught on in public health circles across the globe as a means of understanding the etiology of chronic health problems in adulthood (Dube, Felitti, Dong, Giles, & Anda, 2003). In the original ACEs study of several thousand adults, the participants reported whether they had experienced 10 adverse experiences as children, including several forms of abuse and neglect. The survey also asked a question about whether the adults had ever experienced corporal punishment in childhood but the original researchers did not examine it. I worked with colleagues at the Centers for Disease Control and Prevention in the U.S., which holds the ACEs data, to examine whether a history of corporal punishment predicted mental health outcomes in the same way that traditional ACEs have been found to do.

Our research with the ACEs dataset confirmed that the three forms of recognized abuse in childhood (physical, sexual, and emotional) are linked with substance use and mental health problems, with sexual abuse most consistently associated with more problems. However, we also found that adults who experienced corporal punishment in childhood were more likely to use drugs, to engage in moderate to heavy drinking, and to have made a suicide attempt (Afifi et al., 2017; Merrick, Ports, Ford, Afifi, Gershoff, & Grogan-Kaylor, 2017). It is important to note that corporal punishment and the other ACEs were in the same statistical model together, so this means that corporal punishment is linked with these negative outcomes in adulthood over and above whether the individual had experienced sexual, emotional, or physical abuse. My colleagues and I concluded from these results that corporal punishment should be considered an Adverse Childhood Experience that puts children at risk for substance use and mental health problems in adulthood (Afifi et al., 2017).

Summary of Research on Outcomes Linked with Corporal Punishment

A large body of research has documented links between corporal punishment and outcomes for children. I have organized my review of the research findings around

several of the questions I am commonly asked about corporal punishment, each of which I have addressed in my own research:

- Does corporal punishment by parents improve children's behavior?
- Can we be sure corporal punishment is causing bad behavior?
- Is corporal punishment linked with unintended negative outcomes in childhood?
- Is it linked with unintended negative outcomes in adulthood?
- Can corporal punishment lead to physical injury?
- Do the effects of corporal punishment vary by country or culture?
- What is known about corporal punishment in schools?

Does Corporal Punishment Improve Children's Behavior?

The main reasons parents use corporal punishment are (1) to stop children's misbehaviors immediately, (2) to decrease misbehaviors in the future, and (3) to increase children's positive behaviors (for example, being kind or being respectful) in the future. Unfortunately for parents worldwide, research has shown that corporal punishment does not achieve any of these goals.

Several pieces of research evidence I will discuss come from a study a colleague and I recently published known as a meta-analysis. A meta-analysis takes the results of published studies and averages them, taking into account how many individuals were in each study and how precise the estimates were. We used data from 75 studies that spanned 50 years, were drawn from 13 different countries, and involved over 160,000 children (Gershoff & Grogan-Kaylor, 2016). We found that corporal punishment was not linked with immediate compliance; children are not more likely to stop misbehaving in the short term if they are corporally punished. Similarly, corporal punishment did not predict long-term compliance or internalization of morals. Corporal punishment also was not linked with reductions in aggression or antisocial behavior. Corporal punishment is thus not meeting parents' goals of reducing misbehavior and promoting positive behavior.

Instead, we found that corporal punishment has the opposite effect to what parents intend. Corporal punishment is linked with worse, not better, behavior in children. In our meta-analyses, we found that corporal punishment was associated with more aggression and with higher levels of behavior problems (Gershoff & Grogan-Kaylor, 2016). It is important to note that none of the studies we found showed a link between corporal punishment and better behavior.

Can We Be Sure Corporal Punishment is Causing Bad Behavior?

Critics of the research on corporal punishment argue that badly behaving children elicit more corporal punishment from their parents, and that this accounts for the associations found in research studies between corporal punishment and bad behavior (Larzelere, Kuhn, & Johnson, 2004). Could this explain the findings linking corporal punishment with worse child behavior?

Research has indeed shown that children who are aggressive or antisocial elicit more harsh discipline from their frustrated parents...but that is not the entire story. Several longitudinal studies have demonstrated that, even after the tendency for

difficult children to elicit corporal punishment has been taken into account, corporal punishment still predicts increases in children's problem behavior over time. My colleagues and I demonstrated this in a longitudinal study of 11,000 American children: Although children with early problem behaviors did elicit more corporal punishment, corporal punishment still predicted increases in children's problem behavior between age 5 and age 8 (Gershoff, Lansford, Sexton, Davis-Kean, & Sameroff, 2012).

To truly determine if one phenomenon predicts another, researchers typically do an experiment that randomizes people to experimental conditions. Of course, we cannot do experiments that randomly assign children to be hit or not. However, I and others have done research that rules out alternative explanations with advanced statistical methods and gets us closer to causal conclusions. In each of these studies, corporal punishment predicts worsening of children's behavior over time (Gershoff, Sattler, & Ansari, 2018; Grogan-Kaylor, 2004; Okuzono, Fujiwara, Kato, & Kawachi, 2017). Additional support for a causal link between corporal punishment and children's outcomes comes from several evaluations of parenting interventions. These studies have found that the interventions reduce corporal punishment and that the reduction in corporal punishment accounts for subsequent reduction in children's behavior problems (Beauchaine, Webster-Stratton, & Reid, 2005; Breitenstein et al., 2012; Gershoff, Ansari, Purtell, & Sexton, 2016).

Taken together, the findings from long-term studies using advanced statistics and from evaluations of parenting programs support a causal link between corporal punishment and increases in children's problematic behavior over time. It is also important to note that the critics of the corporal punishment research have never been able to produce any evidence that corporal punishment is good for children—they cannot, because there is none.

Is Corporal Punishment Linked with Unintended Negative Outcomes in Childhood?

The research just summarized demonstrates that corporal punishment does not achieve parents' goals when they discipline their children and instead results in worse child behavior. Our meta-analyses also revealed that corporal punishment is linked with a range of unintended outcomes for children – in other words, negative side effects. These are outcomes that parents are not likely considering when they choose to use physical punishment but that nonetheless are linked to it.

A range of potential side effects has been considered in the research literature. Dozens of studies have shown that the more children experience corporal punishment, the more likely they are to have mental health problems, to have difficult relationships with their parents, to have low self-esteem, and to have low academic performance (Gershoff & Grogan-Kaylor, 2016). Each of these is an outcome parents would not want for their children.

Is Corporal Punishment Linked with Unintended Negative Outcomes in Adulthood?

Corporal punishment has also been linked with unintended negative consequences in adulthood. In our meta-analyses, a history of corporal punishment was linked with more mental health problems and with greater antisocial behavior

(Gershoff & Grogan-Kaylor, 2016). As noted above, research with the original ACES study has demonstrated that adults who report a history of corporal punishment were more likely to use drugs, to engage in moderate to heavy drinking, and to have made a suicide attempt (Afifi et al., 2017; Merrick, Ports, Ford, Afifi, Gershoff, & Grogan-Kaylor, 2017). It appears that early experiences with corporal punishment have lasting effects into adulthood.

We also found in our meta-analyses that adults who were corporally punished as children were more likely have positive attitudes about corporal punishment and to use it with their own children (Gershoff & Grogan-Kaylor, 2016). This latter finding suggests that corporal punishment becomes part of a cycle of violence that is passed from generation to generation, each of which thinks it ‘turned out OK’ in spite of corporal punishment.

Can Corporal Punishment Lead to Physical Injury?

In countries throughout the world where corporal punishment is still permitted, there are current legal distinctions between acceptable hitting of children and illegal physical abuse. This distinction leads to the question: Can corporal punishment lead to physical injury or abuse?

The first piece of evidence in this regard comes from a review of all abuse cases in Canada conducted by Dr. Joan Durrant. She and her colleagues found that 75% of cases of confirmed child physical abuse began as intentional corporal punishment (Durrant, Trocmé, Fallon, Milne, Black, & Knoke, 2006). In other words, the parents started corporally punishing their children for misbehaviors but got out of hand—they hit too hard, or too long, or with an object, and injured their child. An underlying point here is that, despite commonly held beliefs, parents who injure their children are not disturbed people who hate children; rather, they are parents who intend to use corporal punishment but get carried away out of anger or because they are affected by substances or mental health problems.

The second piece of evidence comes from our meta-analysis. We found that the more children are corporally punished, the more likely they are to be physically harmed or abused by their parents. We also compared the outcomes associated with corporal punishment and physical abuse in the same study. We found that the size of the association between corporal punishment and negative child outcomes was two-thirds the size of the association between physical abuse and the same child outcomes (Gershoff & Grogan-Kaylor, 2016).

These findings support the notion that corporal punishment and physical abuse are points along a continuum of violence against children. Physical abuse and injury are understood as harmful to children; what this research shows is that corporal punishment is similarly harmful to children, just to a slightly lesser degree.

Do the Outcomes Linked With Corporal Punishment Vary by Country or Culture?

One common argument surrounding corporal punishment is that, given that rates of corporal punishment vary across cultures, corporal punishment will have fewer negative outcomes for children when it is “normative” in that culture (Deater-Deckard & Dodge, 1997). This argument is known as the “cultural normativeness” hypothesis.

Although initial studies in the U.S. found some differences between White and Black Americans in the extent to which corporal punishment predicted behavior problems (e.g., Deater-Deckard, Dodge, Bates, & Pettit, 1996), many later studies failed to replicate these findings.

I have examined the cultural normativeness hypothesis in two different ways. I first collaborated with colleagues (including the two researchers who developed the cultural normativeness hypothesis) on a study of mothers and children in 6 countries: China, India, Italy, Kenya, Philippines, and Thailand. We found that corporal punishment predicted higher aggression and more anxiety problems in the children across all of the countries (Gershoff, Grogan-Kaylor, et al., 2010). We then looked at whether parents and children thought corporal punishment was normative in their local communities. We found that even when parents and children thought corporal punishment was normative, it was still linked with more child aggression and more child anxiety, just to a slightly lesser degree. Importantly, corporal punishment did not become beneficial for children just because it was normative in their communities.

I then looked at this same question for cultural groups within the U.S., with race and ethnicity used as markers of culture (although definitely imperfect ones). My colleagues and I used data from a study of over 11,000 children and first found high prevalence of corporal punishment across the four major race and ethnic groups (Gershoff, Lansford, Sexton, Davis-Kean, & Sameroff, 2012). Black American parents do use corporal punishment more than parents of other race and ethnic groups, but the majority of parents in each group uses it. We next examined whether corporal punishment was beneficial for children in the group with the highest norms for corporal punishment. However, we did not find any differences – corporal punishment predicted increases in children’s behavior problems over time, over and above children’s initial behaviors, for all four U.S. cultural groups.

Taken together, these two studies found no evidence to support the cultural normativeness hypothesis. Corporal punishment is linked with negative outcomes for children across cultures and countries.

What is Known About Corporal Punishment in Schools?

Corporal punishment in schools remains legal in 70 countries around the world, which is 35% of all countries (Gershoff, 2017). Corporal punishment in schools is a particular source of concern because it is usually administered with objects, and of course hitting anyone with an object can lead to physical injury. Typical objects used to strike children are canes, sticks, and whips. Corporal punishment in schools is very prevalent in some countries; for example, in Botswana, Jamaica, the Republic of Korea, and Yemen, over 90% of students are corporally punished in school (Gershoff, 2017). The practice has also been documented in several countries despite it being legal banned, including Cameroon, Kazakhstan, Kenya, and South Africa (Gershoff, 2017).

What little we know about the potential effects school corporal punishment may have on children comes from a report issued by the Innocenti Research Centre using data from UNICEF’s Young Lives study of children in Ethiopia, India, Peru, and Vietnam (Ogando Portela & Pells, 2015). In Vietnam, the amount of school corporal punishment a child received at age 8 predicted smaller gains in their math achievement

by age 12. In Peru, it was linked with both math and vocabulary achievement. Importantly, in none of the countries did school corporal punishment at age 8 predict better school performance at age 12.

Children in a range of countries, including Barbados, India, Pakistan, Sudan, Tanzania, and Zimbabwe, report that corporal punishment makes them feel afraid of or angry at teachers, and that these emotional experiences in turn interfere with their abilities to concentrate and to do well in school (Anderson & Payne, 1994; Elbla, 2012; Feinstein & Mwahombela, 2010; Gwirayi, 2011; Morrow & Singh, 2014; Naz, Khan, Daraz, Hussain, & Khan, 2011; Youssef et al., 1998). In some cases, it causes children to drop out of school altogether. Clearly, any discipline that makes children do poorly at or avoid school is not effective in a school environment.

Studies in several countries, including UNICEF's Young Lives study, have found that the more children experience school corporal punishment, the greater their mental health and behavioral problems (Csorba et al., 2001; Naz et al., 2011; Ogando Portela & Pells, 2015; Youssef et al., 1998). Severe physical injuries, such as cuts, broken bones, concussions, and eye injuries, have been found in a range of countries including Egypt, Tanzania, the U.S., and Zambia (Clacherty et al., 2005a; Hecker, Hermenau, Isele, & Elbert, 2014; Youssef et al., 1998). Tragically, several cases of children dying from school corporal punishment have also been documented (Chianu, 2000; Covell & Becker, 2011; Morrow & Singh, 2014).

The non-profit organization Plan International has calculated the social costs associated with school corporal punishment in India that can be traced to children being more likely to drop out of school (Perezniето, Harper, Clench, & Coarasa, 2010). They looked at lower achievement, lower earnings, higher physical and mental health needs, and higher reliance on social services. They found that the continued use of school corporal punishment resulted in losses of between \$1 billion and \$7 billion in U.S. dollars each year. This was equivalent to .13% to .64% of India's GDP. The fact that allowing institutionalized corporal punishment is costing governments money may be an incentive for countries to ban its use.

Going Forward

After conducting and reviewing research on corporal punishment for the past 20 years, I have concluded that the evidence linking corporal punishment with negative outcomes for children is very clear and consistent. What are the implications of this evidence going forward?

I believe we need more efforts to educate individuals and communities about these findings. Most parents are likely unaware that research fails to find corporal punishment to be effective at changing behavior and instead finds that corporal punishment increases the risk for negative outcomes for children. Media campaigns and other efforts to distribute information about corporal punishment and about effective alternatives will be crucial in educating citizens.

More national bans of corporal punishment of children would be a welcome way to communicate to the public that corporal punishment is harmful to children and should be avoided. As more bans are implemented, we will need more evaluations of both legislative bans on corporal punishment and educational campaigns to reduce corporal

punishment. We have some evidence that the bans are linked with significant decreases in support for corporal punishment in Austria, Germany, and Sweden (Bussman, Erthal, & Schroth, 2011). Although such findings are encouraging, they would be even more compelling if they could show changes in behavior. There is much misinformation about and distrust of bans. More and rigorous evaluations could help dispel myths about bans. For example, one myth is that communities will see an increase in youth crime after bans are imposed. My colleagues and I did an analysis of state-level bans on school corporal punishment in the U.S. and found that bans did not lead to an increase in youth crime (Gershoff, Purtell, & Holas, 2015). I strongly recommend that future efforts to reduce corporal punishment include evaluation components.

We also need more evaluations of community efforts to educate about and reduce corporal punishment. I have been involved in an evaluation of an intervention called No Hit Zones that began in U.S. hospitals. A No Hit Zone prohibits hitting of any kind, including smacking of children. People are sometimes surprised to hear that parents hit children in hospitals, but hospitals are stressful environments and parents sometimes resort to harsh discipline in such situations. The goals of the No Hit Zone are to reduce violence in the hospital, but also to reduce acceptance of hitting children generally. The intervention involves educating staff as well as educating families through pamphlets and through posters such as the one you see here. In our evaluation, we found that after the No Hit Zone was implemented, staff had more negative views of corporal punishment and were more likely to intervene if they saw parents hitting children in the hospital (Gershoff, Font, Taylor, Garza, Olson-Dorff, & Foster, 2018). These results are promising, given how simple this intervention is. No Hit Zones could be implemented in a range of other settings, such as schools, libraries, and shops.

As this review has made clear, there is abundant and consistent evidence that corporal punishment is ineffective and harmful to children. Educational and legislative efforts to reduce corporal punishment at a societal level are likely to reduce corporal punishment and thereby increase the well-being of children. UNICEF is monitoring rates of corporal punishment as an indicator of one of its Social Development Goals for 2030 (UNICEF, 2018); hopefully, by 2030 the number of children corporally punished in homes and schools will be greatly reduced. All children, and all societies, will benefit as a result.

References

- American Academy of Pediatrics Committee on Psychosocial Aspects of Child and Family Health et al. (2012). Early childhood adversity, toxic stress, and the role of the pediatrician: Translating developmental science into lifelong health. *Pediatrics*, 129, e224-e231. doi: 10.1542/peds.2011-2662
- Anderson, S., & Payne, M. A. (1994). Corporal punishment in elementary education: Views of Barbadian schoolchildren. *Child Abuse & Neglect*, 18, 377–386. doi:10.1016/0145-2134(94)90040-X
- Beauchaine, T. P., Webster-Stratton, C., & Reid, M. J. (2005). Mediators, moderators, and predictors of 1-year outcomes among children treated for early-onset conduct problems: A latent growth curve analysis. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 73, 371–388. doi:10.1037/0022-006X.73.3.371
- Breitenstein, S. M., Gross, D., Fogg, L., Ridge, A., Garvey, C., Julion, W., & Tucker, S. (2012). The Chicago Parent Program: Comparing 1-year outcomes for African American and Latino parents of young children. *Research in Nursing & Health*, 35, 475–489. doi:10.1002/nur.21489
- Bugental, D. B., Martorell, G. A., & Barraza, V. (2003). The hormonal costs of subtle forms of infant maltreatment. *Hormones and Behavior*, 43, 237–244. doi:10.1016/S0018-506X(02)00008-9
- Bussman, K. D., Erthal, C., & Schroth, A. (2011). Effects of banning corporal punishment in Europe: A five-nation comparison. In J. E. Durrant & A. B. Smith (Eds.), *Global pathways to abolishing physical punishment: Realizing children's rights* (pp. 299-322). New York: Routledge.
- Chianu, E. (2000). Two deaths, one blind eye, one imprisonment: Child abuse in the guise of corporal punishment in Nigerian schools. *Child Abuse & Neglect*, 24, 1005–1009. doi:10.1016/S0145-2134(00)00154-X
- Clacherty, G., Donald, D., & Clacherty, A. (2005a). *Zambian children's experience of corporal and humiliating punishment: A quantitative and qualitative survey*. Pretoria: Save the Children Sweden.
- Covell, K., & Becker, J. (2011). *Five Years on: A global update on violence against children, report for the NGO advisory council for follow-up to the UN Secretary-General's Study on violence against children*. New York, NY: United Nations.
- Csorba, J., Rózsa, S., Vetro, A., Gadoros, J., Makra, J., Somogyi, E., ... Kapornay, K. (2001). Family and school-related stresses in depressed Hungarian children. *European Psychiatry*, 16, 18–26. DOI
- Danese, A., & McEwen, B. S. (2012). Adverse child experiences, allostasis, allostatic load, and age-related disease. *Physiology and Behavior*, 106, 29-39. doi: 10.1016/j.physbeh.2011.08.019
- Deater-Deckard, K., & Dodge, K. A. (1997). Externalizing behavior problems and discipline revisited: Nonlinear effects and variation by culture, context, and gender. *Psychological Inquiry*, 8, 161-175. doi:10.1207/s15327965pli0803_1
- Deater-Deckard, K., Dodge, K. A., Bates, J. E., & Pettit, G. S. (1996). Physical discipline among African American and European American mothers: Links to children's externalizing behaviors. *Developmental Psychology*, 32, 1065-1072.
- Dube, S. R., Felitti, V. J., Dong, M., Giles, W. H., & Anda, R. F. (2003). The impact of adverse childhood experiences on health problems: Evidence from four birth cohorts dating back to 1900. *Preventive Medicine*, 37(3), 268–277. DOI

- Durrant, J. E., Trocmé, N., Fallon, B., Milne, C., Black, T., & Knoke, D. (2006). Punitive Violence against Children in Canada. Technical Paper Series (#HT091-02001/001/SS). Ottawa: Public Health Agency of Canada.
- Eiland, L., Ramroop, J., Hill, M.N., Manley, J., & McEwen, B.S. (2012). Chronic juvenile stress produces corticolimbic dendritic architectural remodeling and modulates emotional behavior in male and female rats. *Psychoneuroendocrinology*, 37, 39-47. doi: 10.1016/j.psyneuen.2011.04.015
- Elbla, A. I. F. (2012). Is punishment (corporal or verbal) an effective means of discipline in schools? Case study of two basic schools in Greater Khartoum/Sudan. *Procedia: Social and Behavioral Sciences*, 69, 1656–1663. doi:10.1016/j.spspro.2012.12.112
- Feinstein, S., & Mwahombela, L. (2010). Corporal punishment in Tanzania's schools. *International Review of Education*, 56, 399–410. doi:10.1007/11159-010-9169-5
- Gershoff, E. T. (2013). Spanking and child development: We know enough now to stop hitting our children. *Child Development Perspectives*, 7, 133-137. doi: 10.1111/cdep.12038
- Gershoff, E. T. (2016). Should parents' physical punishment of children be considered a source of toxic stress that affects brain development? *Family Relations*, 65, 151-162. DOI:10.1111/fare.12177
- Gershoff, E. T. (2017). School corporal punishment in global perspective: Prevalence, outcomes, and efforts at intervention. *Psychology, Medicine, and Health*, 22, 224-239. doi:10.1080/13548506.2016.1271955
- Gershoff, E. T., & Grogan-Kaylor, A. (2016). Spanking and child outcomes: New meta-analyses and old controversies. *Journal of Family Psychology*, 30, 453-469.
- Gershoff, E. T., Ansari, A., Purtell, K. M., & Sexton, H. R. (2016). Changes in parents' spanking and reading as mechanisms for Head Start impacts on children. *Journal of Family Psychology*, 30, 480-491. doi:10.1037/fam0000172
- Gershoff, E. T., Font, S. A., Taylor, C. A., Garza, A. B., Olson-Dorff, D., & Foster, R. H. (2018). A short-term evaluation of a hospital No Hit Zone policy to increase bystander intervention in cases of parent-to-child violence. *Children and Youth Services Review*, 94, 155-162. doi: 10.1016/j.childyouth.2018.09.040
- Gershoff, E. T., Grogan-Kaylor, A., Lansford, J. E., Chang, L., Zelli, A., Deater-Deckard, K., & Dodge, K. A. (2010). Parent discipline practices in an international sample: Associations with child behaviors and moderation by perceived normativeness. *Child Development*, 81, 487-502. doi: 10.1111/j.1467-8624.2009.01409.x
- Gershoff, E. T., Lansford, J. E., Sexton, H. R., Davis-Kean, P. E., & Sameroff, A. J. (2012). Longitudinal links between corporal punishment and children's externalizing behaviors in a national sample of White, Black, Hispanic, and Asian American Families. *Child Development*, 83, 838-843. doi: 10.1111/j.1467-8624.2011.01732.x
- Gershoff, E. T., Purtell, K. M., & Holas, I. (2015). Corporal punishment in U.S. public schools: Legal precedents, current practices, and future policy. *Springer Briefs in Psychology Series, Advances in Child and Family Policy and Practice Subseries*, 1, 1-105. doi: 10.1007/978-3-319-14818-2
- Gershoff, E. T., Sattler, K. M., & Ansari, A. (2018). Strengthening causal estimates for links between spanking and children's externalizing behavior problems. *Psychological Science*, 29, 110-120. doi: 10.1177/0956797617729816
- Gwirayi, P. (2011). Functions served by corporal punishment: Adolescent perspectives. *Journal of Psychology in Africa*, 21, 121–124. doi:10.1080/14330237.2011.10820437

- Hecker, T., Hermenau, K., Isele, D., & Elbert, T. (2014). Corporal punishment and children's externalizing problems: A cross-sectional study of Tanzanian primary school aged children. *Child Abuse and Neglect*, 38, 884–892. doi:10.1016/j.chiabu.2013.11.007
- Larzelere, R. E., Kuhn, B. R., & Johnson, B. (2004). The intervention selection bias: An underrecognized confound in intervention research. *Psychological Bulletin*, 130, 289-303. DOI:
- Merrick, M. T., Ports, K. A., Ford, D. C., Afifi, T. O., Gershoff, E. T., & Grogan-Kaylor, A. (2017). Unpacking the impact of adverse childhood experiences on adult mental health. *Child Abuse and Neglect*, 69, 10-19.
- Morrow, V., & Singh, R. (2014). Corporal punishment in schools in Andhra Pradesh, India: Children's and parents' views. Oxford: Young Lives.
- Naz, A., Khan, W., Daraz, U., Hussain, M., & Khan, Q. (2011). The impacts of corporal punishment on students' academic performance/career and personality development up-to secondary level education in Khyber Pakhtunkhwa Pakistan. *International Journal of Business and Social Science*, 2, 130–140. DOI
- Ogando Portela, M. J., & Pells, K. (2015). Corporal punishment in schools: Longitudinal evidence from Ethiopia, India, Peru, and Viet Nam (Innocenti Discussion Paper No. 2015-02). Florence: UNICEF Office of Research. Retrieved from <https://www.unicef-irc.org/publications/series/22/>
- Ogando Portela, M. J., & Pells, K. (2015). Corporal punishment in schools: Longitudinal evidence from Ethiopia, India, Peru, and Viet Nam (Innocenti Discussion Paper No. 2015-02). Florence: UNICEF Office of Research. Retrieved from <https://www.unicef-irc.org/publications/series/22/>
- Okuzono, S., Fujiwara, T., Kato, T., & Kawachi, I. (2017). Spanking and subsequent behavioral problems in toddlers: A propensity score-matched, prospective study in Japan. *Child Abuse & Neglect*, 69, 62-71. doi:10.1016/j.chiabu.2017.04.002
- Pereznieto, P., Harper, C., Clench, B., & Coarasa, J. (2010). The economic impact of school violence. London: Plan International & Overseas Development Institute. Retrieved from plan-international.org/learnwithoutfear
- Shonkoff, J. P., Garner, A. S., & The Committee on Psychosocial Aspects of Child and Family Health, Committee on Early Childhood, Adoption, and Dependent Care, and Section on Developmental and Behavioral Pediatrics. (2012). The lifelong effects of early childhood adversity and toxic stress. *Pediatrics*, 129, e232–e246. doi:10.1542/peds.2011-2663
- Tomoda, A., Suzuki, H., Rabi, K., Sheu, Y.-S., Polcari, A., & Teicher, M. H. (2009). Reduced prefrontal cortical gray matter volume in young adults exposed to harsh punishment. *NeuroImage*, 47(Suppl. 2), T66–T71. doi: 10.1016/j.neuroimage.2009.03.005
- United Nations Children's Fund (UNICEF). (2017). A Familiar Face: Violence in the lives of children and adolescents. New York: Author. Retrieved from: https://www.unicef.org/publications/files/Violence_in_the_lives_of_children_and_adolescents.pdf
- United Nations Children's Fund (UNICEF). (2018). SDG Briefing Note #14: Abuse, Exploitation and Violence. Retrieved from: <https://data.unicef.org/wp-content/uploads/2018/05/SDG-Briefing-Notes-web-1.pdf>
- United Nations Committee on the Rights of the Child (CRC). (2007, March 2). CRC General Comment No. 8 (2006): The Right of the Child to Protection from Corporal Punishment and Other Cruel or Degrading forms of Punishment (U.N. CRC/C/GC/8). Retrieved from: <http://www.refworld.org/docid/460bc7772.html>

Youssef, R. M., Attia, M. S., & Kamel, M. I. (1998). Children experiencing violence II: prevalence and determinants of corporal punishment in schools. *Child Abuse & Neglect*, 22, 975–985. doi:10.1016/S0145-2134(98)00084-2

Transnational comparison (Sweden, Germany, New Zealand)

Joan Durrant

University of Manitoba, Winnipeg, Canada

In 1979, Sweden became the first country in the world to prohibit all corporal punishment of children, in all settings. At that time, corporal punishment was largely unquestioned as a 'tool,' 'tactic,' or 'technique' in all regions of the world. Sweden's historic law precipitated a global shift in how we think about corporal punishment, leading to an ever-increasing number of countries following its lead. Today, 54 countries have implemented complete bans on corporal punishment of children and 56 more have committed to doing so (Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children, 2018). But what impact to these laws actually have? In this paper, I will summarize what is known about the impact of law reform on public attitudes and parents' behaviour in three countries with population-level data – Sweden, Germany and New Zealand.

Sweden

History of Law Reform in Sweden

The recognition of children as rights-holders came about early in Sweden. It was at the turn of the 20th century that the respected author, Ellen Key, wrote a book entitled, *The Century of the Child (Barnets Århundrade; 1900)*, in which she called on her society to uphold the rights of children and addressed corporal punishment as a violation of those rights. In Key's words, "administering corporal punishment demoralizes and stupefies the educator" (1909, 139). At that time, virtually all children in Sweden experienced corporal punishment in their homes (Klackenberg, 1981) and the practice was commonplace in schools and other settings. But Swedish society was undergoing cultural and political transformation into a social democratic welfare state aimed at promoting the well-being and rights of its citizens. Leaders began to argue that corporal punishment led to intergenerational transmission of fear, hatred and violence (Janson, Långberg, & Svensson, 2011). By 1928, it had been abolished from Sweden's secondary schools.

Over subsequent decades, corporal punishment became increasingly viewed as not only unnecessary and inappropriate, but as an assault. In 1957, the criminal defense was repealed that had allowed parents to physically punish their children without fear of prosecution; at that point all physical assaults were considered equal under the law, regardless of the relative ages of the victim and perpetrator. The Swedish Institute for Opinion Surveys (Svenska Institutet för Opinionsundersökningar; SIFO) began collecting data on public attitudes toward corporal punishment in 1965, which was eight years after the repeal of the criminal defense. At that time, 53% of adults believed that "a child has to be given corporal punishment from time to time" (SIFO, 1981). This figure is significant because it demonstrates that, in repealing the criminal defense, the government did not follow public opinion but led it. First, the defense was repealed at a time when at least half of the population still believed that corporal punishment was necessary. Second, this proportion consistently declined in the years following the repeal of the defense and the 1962 enactment of bans in

elementary schools and child care settings – to 42% in 1968; 35% in 1971; and 29% in 1979, the year of the full prohibition (SIFO, 1981).

By the 1970s, it was generally believed that with the repeal of the criminal defense and explicit prohibitions in most settings, the problem of corporal punishment had been addressed. However, through that decade, one child died as a result of prolonged physical violence by her caretaker and a second child was badly beaten by her father. The latter case resulted in an acquittal by a judge who ruled that the father had not exceeded his parental rights. A public outcry ensued, leading the government, in 1977, to task a Commission on Children's Rights with the mandate to review the *Children and Parents Code (Föräldrabalken)*, a civil statute, and recommend changes that would better protect the rights of children. The Commission concluded that the 1957 repeal of the criminal defense, which technically made any assault on a child a crime, was not sufficient to change attitudes -even those of judges- due to the entrenched view of children as parental property. "From the purely legal point of view it [was] uncertain to what extent mild chastisements of children [were] punishable . . . Many parents undoubtedly interpret[ed] the silence of the *Children and Parents Code* in the manner that some right to corporal punishment exists" (Minister of Justice, 1979, p. 2). The Commission therefore recommended that a law be added to the *Children and Parents Code* explicitly prohibiting all corporal punishment of children. The recommendation was supported by 99% of parliamentarians, across party lines, and was passed into law in 1979. The final wording of the law read:

Children are entitled to care, security and a good upbringing. Children are to be treated with respect for their person and individuality and may not be subjected to physical punishment or other injurious or humiliating treatment (*Children and Parents Code*, Chapter 6, Section 1).

It is notable that Sweden passed this law before research findings had amassed showing that corporal punishment predicts a range of negative developmental outcomes (see Gershoff, 2006, 2016, this volume). The law was passed on principle – that children have fundamental human rights to protection of their physical integrity and to respect for their dignity. The wording of the law was unique in the world; it set out a standard of care to which children are entitled, without drawing a line between acceptable and unacceptable violence. It made a clear and unequivocal statement about the value, status and rights of children, declaring their full humanity and making their rights and welfare paramount.

According to Tor Sverne, Chair of the Commission on Children's Rights, the law's primary aim was to raise public awareness of violence against children and further reduce approval of corporal punishment (1993).

There was a need for a clear repudiation of chastisement as a means of bringing up children ... The aim should not be to prosecute parents ... The provision was not linked up with a rule of prosecution or with a penalty for violating the provision ... The only purpose was to tell parents that chastisement is not a convenient or acceptable way to bring up children (Sverne, 1992, pp. 20–21).

Toward this end, the government undertook an intensive campaign to educate the public about the rationale for the law and how it would be implemented. Two years after the law's passage, 99% of Swedes knew about the law (Ziegert, 1983).¹

Shifts in Public Attitudes and Parents' Behaviour in Sweden

The hoped-for change in public attitudes has occurred. In surveys conducted in the 1990s, parents were asked whether they were "positively inclined to milder forms of physical punishment." In 1994/95, only 11% answered affirmatively (Statistics Sweden, 1996). By 2011, 92% of parents in Sweden believed that it was "wrong to beat or slap a child, even if the child had made the parent very angry" (Janson, Jernbro, & Långberg, 2011). This attitudinal shift was described by the former Chair of Sweden's Parliamentary Commission against Child Abuse as "one of the greatest changes in attitudes and behaviour ever seen in adult Swedes" (Janson, 2005). Remarkably, a 2010 study of attitudes of parents living in nine countries including Sweden found that it was only in Sweden that not a single parent believed that corporal punishment was necessary in childrearing (Lansford, Alampay, Al-Hassan, Bacchini, Bombi, Bornstein, et al., 2010).

Have attitude shifts been translated into behaviour change? The prevalence of corporal punishment has indeed declined dramatically in Sweden over just one generation. Of children born in the late 1950s, virtually all were struck by the age of four and approximately one-third were still being hit at age 12 (Klackenberg, 1981). Most children in this generation had experienced "a real beating" (Klackenberg, 1981). By 1996, 66% of 13- to 15-year-olds born between 1979 and 1982 reported that they had not experienced *any* corporal punishment through their entire childhoods (Statistics Sweden, 1996). By 2011, this proportion had increased to 86% (Janson, Jernbro, & Långberg, 2011).²

Germany

History of Law Reform in Germany

Public debate about prohibiting corporal punishment began in Germany in the 1970s, when civil society organizations, such as the national German League for the Child, began to raise awareness of its harms (Bussman, 2011). It was during this decade that many of Germany's 16 states prohibited corporal punishment in their schools; all states had done so by 1983. In 1980, Germany's Civil Code prohibited from using "degrading childrearing measures." But this term was generally interpreted as not including corporal punishment, provided it was "not degrading."

The law reform debate became increasingly vigorous through the 1990s, particularly with Germany's 1992 ratification of the UN Convention on the Rights of the Child (CRC). In response to Germany's first CRC implementation report, the UN Committee on the Rights of the Child (1995) encouraged Germany to:

pursue its efforts towards changing attitudes with a view to eradicating all forms of violence against children, including the use of corporal punishment within the family. In this regard, it further encourages that, in the ongoing process of reform

¹ For more details on the history of Sweden's law, see Durrant, 2003; Durrant & Janson, 2005; Durrant & Olsen, 1997.

² For further analysis of attitudinal, behavioural, and other shifts in Sweden, see Durrant, 2003, Durrant, 2019 forthcoming.

of the Civil Code, consideration be given to the incorporation of an absolute ban on corporal punishment (para. 30).

At the same time, broader societal values were shifting away from violence and authoritarianism – and a growing body of research findings was demonstrating that corporal punishment may harm children’s development. Already by 1996, only 22% of parents believed that “slapping is sometimes the best or easiest way;” 49% believed that “smacking teaches children to accept violence;” and 83% believed that “parents should talk with their children rather than hitting them” (Bussman, 2004).

In 1998, an attempt was made to define the term “degrading measures” through passage of a law stating that “degrading education measures, especially physical and psychological abuse, are inadmissible” (German Civil Code, 1998, para. 1631). But this wording also proved to be inadequate to convey that corporal punishment was prohibited. Finally, in 2000, the law was made explicit:

Children have a right to non-violent upbringing. Physical punishment, psychological injuries and other degrading measures are inadmissible (German Civil Code, 2002, para. 1631).

A year-long, nationwide multi-media campaign was launched to raise awareness of the new law and its rationale, promote respect and care for children, and demonstrate that there are constructive alternatives to corporal punishment (for more information about the “More Respect for Children” campaign, see Bussman, 2011). One year after the law’s passage, 93% of professionals -but only 31% of parents- were aware of it (Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth and Federal Ministry of Justice, 2003). By 2005, the percentage of parents aware of the law had increased to 40% (Bussman, 2011). However, awareness of the law among youth did not change between 2001 (28%) and 2005 (25%) (Bussman, 2011).

Shifts in Attitudes and Behaviour in Germany

The federal government undertook a large research program to study the early outcomes of the prohibition. In 2001, interviews were conducted with a representative sample of 3,000 parents, using questions comparable to those used in a large survey conducted in 1996 (Bussman, 2011). Approval of physical punishment, which was already relatively low in 1996, had shifted in the desired direction by 2001, although not to a substantial degree. The largest attitudinal shift was seen in the proportion of parents agreeing that “smacking teaches children to accept violence” (49% in 1996; 59% in 2001) (Bussman, 2004). Despite their low level of awareness of the law reform itself, between 1996 and 2001 parents became more likely to believe that a range of physically punitive acts were illegal, including a smack on the bottom (68% in 1996; 84% in 2001), a light slap across the face (61% in 1996; 83% in 2001), and beating the child’s bottom with the hand (19% in 1996 vs. 35% in 2001) – “a remarkable change in legal consciousness” (Bussman, 2004, 302). By 2001, 87% of parents considered non-violent parenting as their “ideal” (Bussman, 2004).

The 1996 and 2001 surveys also revealed behavioural shifts. The proportion of parents reporting that they had ever given their children “light slaps” decreased from 72% to 59%, while the proportion reporting that they had ever spanked their children decreased from 33% to 26% (Bussman, 2004).

National surveys of youth were carried out in 1992 and 2002 (Bussman, 2004). Substantial declines were found in the proportions of youth reporting that they had experienced various forms of corporal punishment, including light slaps across the face (81% in 1992; 69% in 2002), severe slaps across the face (44% in 1992; 14% in 2002), beating on the bottom with an implement (41% in 1992; 5% in 2002), and beating to the point of bruising (31% in 1992; 3% in 2002). A generational shift was documented in a study of one group of Germans who were aged 16 to 40 years in 1992, and a second group who were in the same age range in 2011 (Pfeiffer, 2012, cited in Pfeiffer, 2013). Between generations, the proportion reporting that they never experienced corporal punishment as children doubled (26% vs. 52%) and the proportion reporting “light violence” in childhood decreased substantially (58% vs. 36%).

New Zealand

History of Law Reform in New Zealand

As in all countries colonized by England, New Zealand’s criminal law is based on English common law, which has its roots in Roman law (Durrant, 2018; McGillivray & Durrant, 2012; McGillivray & Milne, 2011). Under English common law,

a parent or a schoolmaster...may for the purpose of correcting what is evil in the child inflict moderate and reasonable corporal punishment, always, however, with this condition, that it is moderate and reasonable (Freeman, 1999).

In New Zealand, this law entered the country’s first Criminal Code in 1893. More than 100 years later, corporal punishment was prohibited in schools and early childhood care centres when a new Section was added to the Education Act 1989, taking effect in 1990. At that time, Section 59 of the Crimes Act 1961 also was amended to remove protection for teachers. It now read:

Every parent [of a child and . . . every person in the place of the parent of a child, is justified in using force by way of correction of the child], if the force used is reasonable in the circumstances (Section 59, Crimes Act 1961, amended 1989).

Also in 1989, New Zealand’s first Children’s Commissioner was appointed. From the start, this office provided strong leadership on child maltreatment prevention and consistently advocated for full prohibition of corporal punishment.

A few years later, in 1993, New Zealand ratified the CRC. In response to New Zealand’s first implementation report, the UN Committee on the Rights of the Child (1997) expressed “concern at the authorization provided by section 59 of the Crimes Act to use physical force against children as punishment within the family” and recommended a ban on “all forms of physical or mental violence” (paras. 16, 29). In 1997, a non-governmental organization, End Physical Punishment of Children (EPOCH) New Zealand, was formed and gained the support of many governmental and non-governmental organizations in campaigning for the repeal of Section 59 of the Crimes Act 1961.

In 2003, a review conducted of the application of Section 59 across family and criminal court cases found that it had provided a successful defense for parents who had struck their children with implements (e.g., stick, belt, hosepipe) and parents who had put a child in chains – yet in other cases, similar actions were considered

“unreasonable” (Taylor, Wood, & Smith, 2011). This review highlighted the arbitrary application of the defense and led many to believe that it should be repealed. Rather than undertaking law reform, however, in 2003 the government launched a public education campaign to raise awareness among parents of young children about alternatives to physical punishment (Taylor, Wood, & Smith, 2011). In that same year, the role of the Children’s Commissioner was broadened to promote children’s rights and ensure that the CRC was effectively brought into domestic law.

During the 1990s, research had begun to accumulate on the developmental outcomes of corporal punishment. In 2001, the Children’s Issues Centre at the University of Otago conducted a review of this literature that launched a national seminar held in 2004 and heavily influenced the views of policymakers (Taylor, Wood, & Smith, 2011). In 2005, a Member of Parliament drafted a Private Member’s Bill that proposed the repeal of Section 59. This Bill was drawn by lottery to be debated in Parliament and passed first reading. Over the ensuing year, more than 1,100 submissions were received by the Justice and Electoral Select Committee whose role it was to study the Bill. Ultimately, the Committee supported the Bill and it was passed by Parliament in 2007. Section 59 of the Crimes Act 1961 was replaced by a new law allowing the use of reasonable force to protect children from danger and prevent harm to others, but explicitly prohibiting “the use of force for the purpose of correction.”³

This process received intensive coverage by the media, such that one year after the law’s passage, 91% of adults were aware of the reform and 89% agreed that children are entitled to the same protection from assault as adults (New Zealand Children’s Commissioner, 2008). Of those who were aware of the new law, 43% firmly supported it, 28% firmly opposed it, and 29% were neutral or unsure (New Zealand Children’s Commissioner, 2008). A smaller study of parents of preschoolers found similar levels of support (46%, 27%, and 27%, respectively; Lawrence & Smith, 2008). The latter study also found that those who supported the law were much more likely to say they understood it than those who opposed it or were unsure about it: 58% of those who supported the law understood it, compared to 30% of those who opposed the law, and 19% of those who were unsure about the law.

Shifts in Attitudes and Behaviour in New Zealand

A large survey conducted in 1981 found that 92% of men and 86% of women agreed that “there are certain circumstances when it is alright for parents to smack a child” (Ritchie & Ritchie, 1981). Between 1993 and 2013, six national surveys were conducted using essentially the same item. Over that period, the proportion of adults endorsing the item declined from 87% to 40% (D’Souza, Russell, Wood, Signal, & Elder, 2016).

Since 2006, the Ministry of Health has carried out three National Health Surveys on samples of parents and caregivers of more than 4,000 children aged 1 to 14 years. The surveys were conducted in 2006/07, 2011/12, and 2015/16. Participants were asked whether they had physically punished their children in the four weeks prior to the survey. Across the three surveys, the proportion of the sample who responded affirmatively declined from 10% to 6% (Ministry of Health, 2016).⁴

³ For a more detailed history, see Taylor, Wood, & Smith, 2011; Wood, Hassall, & Hook, 2008.

⁴ For information on police charging, prosecution and child welfare referrals, see Durrant, 2019 forthcoming.

Conclusion

In each of the countries examined here, shifts have been documented in both public attitudes and parents' behaviour following the prohibition of corporal punishment of children. Each of the three stories is unique in terms of how law reform came about and the forces that propelled it. Yet, in all three countries, a two-pronged approach was taken in the effort to reduce approval and use of corporal punishment: law reform and public education in combination. This fact raises the question of whether law reform is necessary to bring about these changes or whether public education campaigns could produce the same results on their own.

While it is not possible to answer this question through a controlled experiment, a quasi-experimental study has been conducted for this purpose. Bussman, Erthal & Schroth (2011) identified five European countries that varied in terms of whether they had: 1) prohibited corporal punishment; and/or 2) carried out public education campaigns aimed at reducing its prevalence. These countries were Austria (prohibition but no public education), Spain (no prohibition but public education), France (neither prohibition nor public education), and Germany and Sweden (both prohibition and public education). In 2007, the researchers conducted standardized face-to-face interviews with a random sample of 1,000 parents in each of the five countries. The parents were asked whether various forms of corporal punishment constitute violence, and whether they had used various forms of corporal punishment.

The results are striking. The proportion of parents who defined each form of corporal punishment (hard slap on the bottom by parent, slap on the face by parent, severe beating by father, slap on the face by teacher, slap on the face by neighbour) as violence was consistently highest in Germany/Sweden, and lowest in France. In most cases, the proportion was second highest in Austria, followed by Spain. The same pattern was seen in the proportions of parents who reported using corporal punishment. The lowest proportion was found in Germany/Sweden (9%), followed by Austria (14%), Spain (50%), and France (92%).

Thus, parents who lived in countries with both prohibition and public education (Germany/Sweden) were the most likely to view corporal punishment as violence and the least likely to use it. Parents living in a country with prohibition but no public education (Austria) were more likely to view corporal punishment as violence and much less likely to use it than parents living in a country with public education but no prohibition (Spain). Finally, parents living in a country with neither prohibition nor public education (France) were the least likely to define corporal punishment as violence and the most likely by far to use it.

Of course, these countries vary on many additional dimensions that could not be controlled in this study. But the study's findings provide some support for the hypothesis that a clear message in law that defines any corporal punishment as a violation of children's physical integrity is more powerful than a public education message that contradicts the law. In countries where professionals and governments aim to reduce corporal punishment through awareness raising and education, laws that allow and justify corporal punishment undermine and weaken those efforts. A two-pronged approach, such as that seen in Sweden, Germany and New Zealand, is the most likely to bring about rapid changes in public attitudes and parental behaviour as

it sets out an unambiguous expectation and provides support to help parents to meet it.

References

- Bussman, K.-D. (2004). Evaluating the subtle impact of a ban on corporal punishment of children in Germany. *Child Abuse Review*, 13, 292.
- Bussman, K.-D. (2011). Germany: Background and legal consequences of the right to be reared without violence. In A. Smith & J. E. Durrant (Eds.), *Global pathways to abolishing physical punishment: Realizing children's rights* (p. 134-145). New York: Routledge.
- Bussman, K.-D., Erthal, C., & and Schroth, A. (2011). Effects of banning corporal punishment in Europe: A five-nation comparison. In J. E. Durrant and A.B. Smith (Eds.), *Global pathways to abolishing physical punishment: Realizing children's rights* (p. 299-322). New York: Routledge.
- D'Souza, A., Russell, M., Wood, B., Signal, L., & Elder, D. (2016). Attitudes to physical punishment of children are changing. *Archives of Disease in Childhood*, 101, 690.
- Durrant, J.E. (2003). Legal reform and attitudes toward physical punishment in Sweden. *International Journal of Children's Rights*, 11, 147-173.
- Durrant, J.E. (2018). Slow and not-so-steady: Canada's long journey toward law reform. In B.J. Saunders, B. Naylor, and P. Leviner (Eds.), *Comparative social and legal developments in dealing with corporal punishment of children* (p. 269-292). Leiden, Netherlands: Brill.
- Durrant, J.E., & Janson, S. (2005). Legal reform, corporal punishment and child abuse: The case of Sweden. *International Review of Victimology*, 12, 139-158.
- Durrant, J.E., & Olsen, G. (1997). Parenting and public policy: Contextualizing the Sweden corporal punishment ban. *Journal of Social Welfare & Family Law*, 19, 443-461.
- Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth and Federal Ministry of Justice (2003). *Violence in Upbringing: An Assessment after the Introduction of the Right to a Non-violent Upbringing*. Berlin: Federal Ministry for Family Affairs, Senior Citizens, Women and Youth and Federal Ministry of Justice.
- Freeman, M. (1999). Children are unbeatable. *Children & Society*, 13(2), 130-141.
- Global Initiative to End All Corporal Punishment of Children (2018). *Global report 2018*. London, UK: Author. Available at <https://endcorporalpunishment.org/resources/global-progress-publications/global-report-2018/>
- Janson, S. (2005). Response to Beckett, C. (2005) 'The Swedish myth: The corporal punishment ban and child death statistics', *British Journal of Social Work*, 35(1), 125–38. *British Journal of Social Work*, 35, 1411.
- Janson, S., Jernbro, C., & Långberg, B. (2011). *Corporal punishment and other humiliating behavior towards children in Sweden*. Stockholm: Almänna Barnhuset Foundation.
- Janson, S., Långberg, B., & Svensson, B. (2011). Sweden: A 30-year ban on physical punishment of children. In A. Smith & J. E. Durrant (Eds.), *Global pathways to abolishing physical punishment: Realizing children's rights* (p. 241-255). New York: Routledge.
- Key, E. (1900). *Barnets århundrade*. Stockholm: Albert Bonniers Förlag.
- Key, E. (1909). *The century of the child*. New York: G. Putnam's Sons.
- Klackenberg, G. (1981). The development of children in a Swedish urban community: A prospective longitudinal study. In Sarnoff Mednick and Andre Baert (Eds.), *Prospective longitudinal research: An empirical basis for the primary prevention of psychosocial disorders* (p. 212-215). Oxford, UK: Oxford University Press, 1981.
- Lansford, J., Alampay, L. P., Al-Hassan, S., Bacchini, D., Bombi, A., Bornstein, M., Chang, L., Deater-Deckard, K., Di Giunta, L., Dodge, K., Oburu, P., Pastorelli, C., Runyan, D., Skinner, A., Sorbring, E., Tapanya, S., Triado, L., & Zelli, A. (2010). Corporal punishment of children in nine countries as a function of child gender and parent gender. *International Journal of Pediatrics*, 672780.
- Lawrence, J., & Smith, A.B. (2008). Aotearoa/New Zealand families: Their perspective on child discipline and recent legislative changes. *Children's Issues*, 12, 17-24.
- McGillivray, A., & Durrant, J.E. (2012). Child corporal punishment: Violence, rights and law. In R. Alaggia, & C. Vine (Eds.), *Cruel but not unusual: Violence in Canadian families 2nd Ed.* (pp. 91-118). Waterloo: Wilfred Laurier University Press.

- McGillivray, A., & Milne, C. (2011). Canada: The rocky road of repeal. In A. Smith & J. E. Durrant (Eds.), *Global pathways to abolishing physical punishment: Realizing children's rights* (p. 98-111). New York: Routledge.
- Ministry of Health (2016). *Annual Update of Key Results 2015/16: New Zealand Health Survey*. Wellington, NZ: Ministry of Health.
- New Zealand Children's Commissioner (2008). *One year on: Public attitudes and New Zealand's child discipline law*. Wellington, NZ: Office of the Children's Commissioner.
- Pfeiffer, C. (2012). Weniger Hiebe, mehr Liebe. Der Wandel Familiärer Erziehung in Deutschland, *Centaur*, 11, 14.
- Pfeiffer, C. (2013). Parallel justice: Why do we need stronger support for the victim in society? *Eighteenth German Congress on Crime Prevention*, April 23.
- Minister of Justice (1979). *Extract from the Grounds for the Swedish Legislation Relating to Prohibition of Corporal Punishment*. Stockholm.
- Ritchie, J., & Ritchie, J. (1981). *Spare the rod*. Sydney: George Allen & Unwin.
- SIFO (1981). *Aga och barnmisshandel*. Stockholm: Author.
- Statistics Sweden (1996). Spanking and other forms of physical punishment: A study of adults' and middle school students' opinions, experience and knowledge. *Demografiska rapporten*, 1.2. Stockholm: Author.
- Sverne, T. (1992). The Swedish ban on physical punishment. In P. Newell & S. Ek (Eds.), *Ending physical punishment of European children*. Stockholm: Rädda Barnen.
- Sverne, T. (1993). Children's rights in Scandinavia in a legal and historical perspective. *Family and Conciliation Courts Review*, 31, 299-312.
- Taylor, N, Wood, B., & Smith, A.B. (2011). New Zealand: The achievements and challenges of prohibition. In A. Smith & J. E. Durrant (Eds.), *Global pathways to abolishing physical punishment: Realizing children's rights* (p. 182-196). New York: Routledge.
- UN Committee on the Rights of the Child (1995). *Concluding Observations of the Committee on the Rights of the Child: Germany*. CRC/C/15/Add.43, 27 November.
- UN Committee on the Rights of the Child (1997). *Concluding Observations of the Committee on the Rights of the Child: New Zealand*. CRC/C/15/Add.71, 24 January.
- Wood, B., Hassall, I., & Hook, G. (2008). *Unreasonable force: New Zealand's journey towards banning the physical punishment of children*. Wellington, NZ: Save the Children.
- Ziegert, K. (1983). The Swedish prohibition of corporal punishment: A preliminary report. *Journal of Marriage and the Family*, 45, 917-926.

Magnitude of physical violence against children in Switzerland within the scope of Optimus Study 3: Procedure and participating organizations

Céline Kosirnik & Mme Tanja Mitrovic

Université de Lausanne & Hochschule Luzern

Tanja Mitrovic, Lucerne University of Applied Sciences and Arts - School of Social Work, Switzerland^a

Céline Kosirnik, Observatoire de la maltraitance envers les enfants, University of Lausanne, Switzerland^b

Prof. Dr. Andreas Jud^a, Ulm University Medical Center, Germany

Research Team: Prof. Dr. Rene Knüsel^b, Dr. Hakim Ben Salah^b, Rahel Portmann^a, Prof. Dr. Jana Koehler (Lucerne University of Applied Sciences and Arts - Lucerne School of Informatics^c), Etienne Fux^c

For the first time in Switzerland, the Optimus Study 3 collected and analyzed administrative data on child maltreatment nationally and across different sectors. Researchers from the Lucerne University of Applied Sciences and Arts and from University of Lausanne's Observatory on Child Maltreatment conducted the study jointly. Our research team is pleased to present the innovative approach of the Optimus Study enriched with first results on reported cases of physical violence against children in Switzerland.

An innovative approach

To achieve high agency participation and to overcome the barrier of scarce resources of the agencies, an innovative and participant-friendly approach was chosen by utilizing data already documented by the organizations in the field of child protection. Therefore, getting an overview of the landscape of child protection agencies in Switzerland was a decisive initial step. In Switzerland, a high number of agencies provide services for endangered children. Dividing the agencies into three sectors, based on the model introduced by Christoph Häfeli (2005), facilitates an overview.¹ The sector of social and health care covers hospitals' specialized multidisciplinary child protection teams, victim aid agencies, and private or semi-public counseling centers. Child protection authorities responsible for enacting child protection orders and the child protective services responsible for providing mandated and non-mandated services build the public child protection (cf. Jud & Mitrovic, 2017). The penal sector includes authorities prosecuting perpetrators of child maltreatment, police forces, as well as public and juvenile prosecution organizations (Cuttelod, Ben Salah, Mitrovic & Jud, 2014). Overall, the child protection system in Switzerland is complex due to the political principles of federalism and subsidiarity that refer to the aim of organizing

¹ The Google Map of child protection in Switzerland, elaborated in line with Optimus Study, offers a geographical overview of child protection agencies:
<https://www.google.com/maps/d/viewer?mid=1JkF6qA4ow441fRoeW1bcxaXCFgM&ll=46.51248088255144%2C8.521645008154337&z=9>

service systems at the cantonal level and providing services at the lowest political level possible (cf. Jud, Fluke, Alink, Allan, Fallon, Kindler, Lee, Mansell, & van Puyenbroek, 2013; Jud & Knüsel, 2018). In addition, linguistic and cultural differences between German-, French-, and Italian-speaking regions contribute to a highly diverse child protection system. As part of Optimus Study, researchers identified a population of 643 agencies in the three aforementioned sectors. Of course, these are not all organizations dealing with child endangerment. Agencies not primarily specialized on child protection (e.g. child and youth psychiatric services), as well as agencies solely responsible for management, administrative support or research were excluded (Jud & Mitrovic, 2017).

A long term and collaborative study

In order to understand the procedure of Optimus Study 3, it is useful to know about the study cycles 1 and 2. During the first phase from 2009-2011, a student and agency survey on child sexual abuse took place with the goal to gain greater insight into the scope, consequences, estimated number of unreported cases, and services available (UBS Optimus Foundation, 2012). However, there were some methodological caveats, particularly regarding the small agency survey response. Moreover, the restricted focus on child sexual abuse, combined with the lack of practice involvement have been criticized. Cycle 2 of the Optimus Study (2012-2014) has therefore reached out to child protection stakeholders to increase participation for a subsequent data collection. Raising awareness of uniform and comparable data in the area of child protection was pursued as a further and medium-term goal in the third cycle in order to lay the foundations for a national monitoring of child maltreatment in Switzerland in the long-term.

Building a strong commitment of agencies to share their data for a national study on child maltreatment asked for an intense exchange with stakeholders in the field of child protection. This collaborative approach, also known as knowledge mobilization (cf. Graham, Logan, Harrison, Straus, Tetroe, Caswell & Robinson, 2006; Cooper, Levin & Campbell, 2009; Jud, AlBuhairan, Ntinapogias, & Nikolaidis, 2015) intends to consider specific knowledge from practice in research, and in return striving to transfer research into practice. Therefore, during cycle 2 the study team organized regional meetings with administrators and frontline workers to discuss child maltreatment definitions, data on the topic currently available from agencies, and essential variables to be included in a future data collection (Cuttelod et al., 2014, 7). Based on this feedback the researchers elaborated a practice-validated set of variables (cf. Jud, Kosirnik, Mitrovic, Ben Salah, Fux, Koehler, Portmann, & Knüsel, 2018). The set is a minimal data set, as it is the lowest common denominator of data already collected by the agencies from all sectors in the field of child protection. Figure 1 shows a selection of the totally 25 variables collected in Optimus Study 3, which are of particular interest regarding physical maltreatment against children.

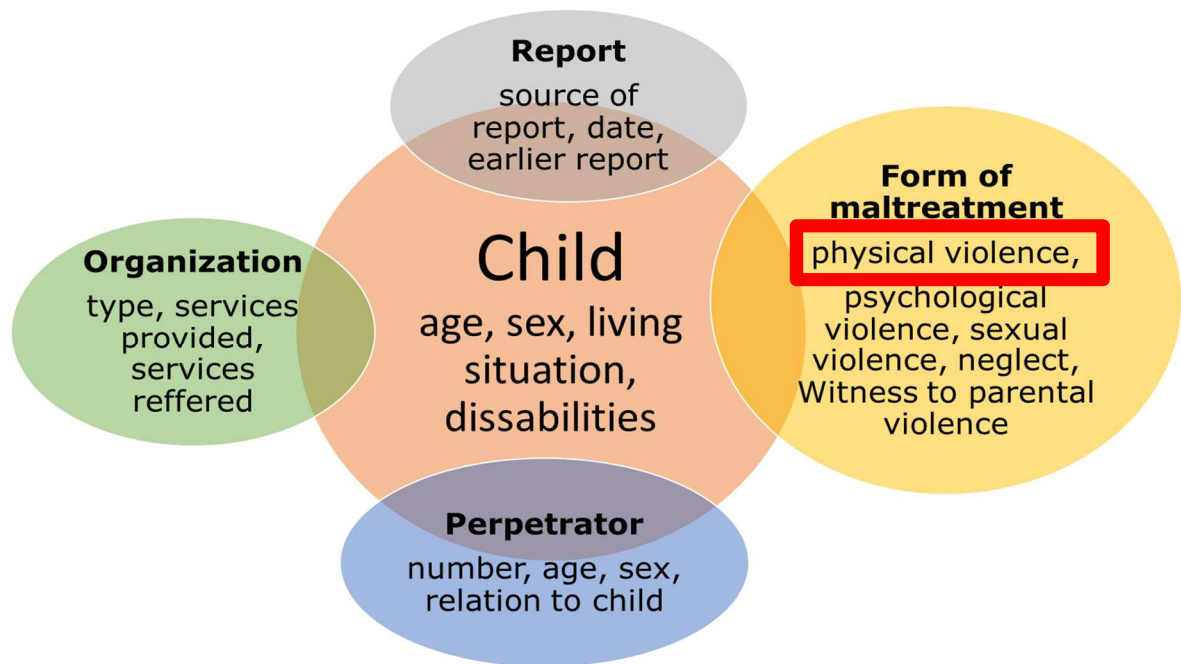


Figure 1: selection of variables collected in Optimus Study 3.

Data acquisition and integration

All the agencies accepting to participate in the Optimus Study were asked to create an anonymized excerpt of their data on new cases between September 1 and November 30, 2016. In spite of this simplified procedure, some agencies preferred to collect their data manually in an excel form provided by the study team instead of generating an excerpt from their data management software. Afterwards, the excerpts could be uploaded to a secured web-based data integration platform. For this proceeding of data transfer (cf. figure 2), every agency determined a representative who was registered with the web-based data integration platform (Jud et al., 2018). To log in, the representative used a two-factor authentication (username/password and code via SMS) (ibid., 4) and uploaded the data excerpt or excel form – step 3 in figure 2. “Algorithms mapped the agency’s individual data set onto the study data set with uniform definitions and operationalization. Variables not corresponding with the study data set were filtered out, as were any potential personal identifiers that had not already been removed before uploading.

Any leftover personal identifiers were deleted immediately (Jud et al., 2018). Only the data relevant to the study showed up at the interface, where the representative could still complete or edit their data (cf. figure 2, step 5). Researchers only had access to the anonymized study-relevant data.

For some of the agencies it was even easier to participate in the Optimus Study, as a national data set had already been established for their type of organization and this data could be used, e.g. the national Victim Aid Statistics or the Police Crime Statistics (cf. Jud et al., 2018, 5).

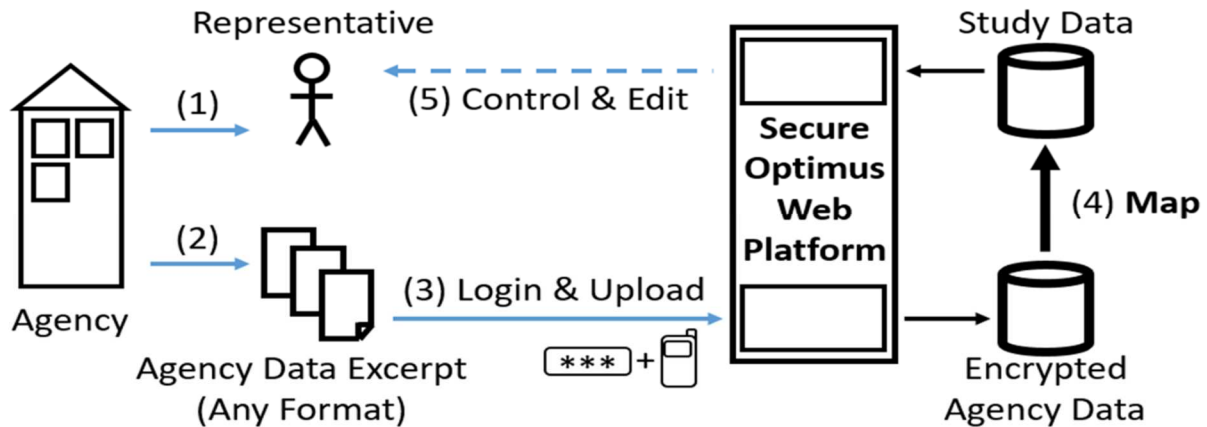


Figure 2 Secure workflow of data acquisition and integration (cf. Jud et al., 2018, 4).

High participation rate

Our innovative approach has been successful: Out of a total of 432 organizations, including child and adult protection authorities (KESB/ APEA), social services, public prosecutors and juvenile courts, the police corps, victim aid services, clinical child protection teams, as well as private counselling services, more than three quarters have submitted their data on reported cases of child maltreatment, between September and November 2016.

	Number of agencies						
	German-speaking part			Latin parts			Total
	Public Child Protection	Penal sector	Social and health sector	Public Child Protection	Penal sector	Social and health sector	
Sample	153	96	60	53	29	41	432
Participation (total)	118	96	44	31	29	33	351
Non participation (total)	35	0	16	22	0	8	81

Figure 3: Participating agencies by region and sector (cf. Jud et al., 2018, 6).

351 agencies out of 432 sampled participated in Optimus Cycle 3 (81% participation rate) (see figure 3). This participation was largely comparable in the German-speaking part (84%) and in the Latin parts of Switzerland (78%). Compared to Optimus Study's Cycle 1 where the Latin parts of Switzerland only participated marginally (participation rate of 17%), we are happy with the turnout rate for the Latin parts in Cycle 3 (78%).

We have much benefited from the databases of different national organizations: The 2016 annual statistics on new child abuse cases from the Conference on Protection of Children and Adults (COPMA) and a national data set for child protection teams in hospitals (Wopmann, 2016; Wopmann, 2017). Furthermore, we collaborated with the Federal Statistical Office (FSO). They provided us the 2016 annual statistics

from Victim Aid Services and the federal annual report of the Police Crime Statistics² (2016). This reduced the workload for penal agencies significantly. Therefore, we obtained a full participation of the penal sector (96 participating agencies out of 96 sampled).

The reason for non-participation was rarely rejection. Instead, the 57 actively declining agencies did not collect standardized administrative data at all or only in a basic way and were therefore not able to create excerpts. Another main reason for declining participation was excessive agency workload - including agencies that first accepted to participate, but later did not upload their data. Finally, 24 out of 81 non-participating agencies have been considered declining after five unsuccessful telephone calls to contact the agency's director (in different weeks at different times).

First results

The child protection system is already well developed in Switzerland. However, in their 2015 report, the UN Committee on the Rights of the Child has made recommendations for Switzerland to improve the quality of the implementation of children's rights³. Children's well-being can be threatened in many different ways. A child can be hit, sexually exploited, neglected, placed under psychological pressure, or witness violence between their parents. These first results present the magnitude of physical violence against children in Switzerland to better understand the situation and prevent these actions.

Physical violence includes hitting, kicking, biting, shoving, shaking, strangling or tugging, deliberate burning or scalding of the child (Leeb, Paulozzi, Melanson, Simon & Arias, 2008). In Switzerland, too little is known about the scope of such violence against children. To better protect them, it is important to know how the system works. For example, which sector of child protection is more concerned by physical violence against children? Where are cases of physical violence reported (see figure 4)?

² See the annual report on the Federal Statistical Office's website: 2016 annual report on the Police Crime Statistics (<https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/criminalite-droit-penal/police/infractions.assetdetail.2160353.html>).

³ In the Concluding observations on the combined second to fourth periodic reports of Switzerland UN Committee on the Rights of the Child, CRC/C/CHE/CO/2-4, 26 February 2015 (pdf, 18 pages).

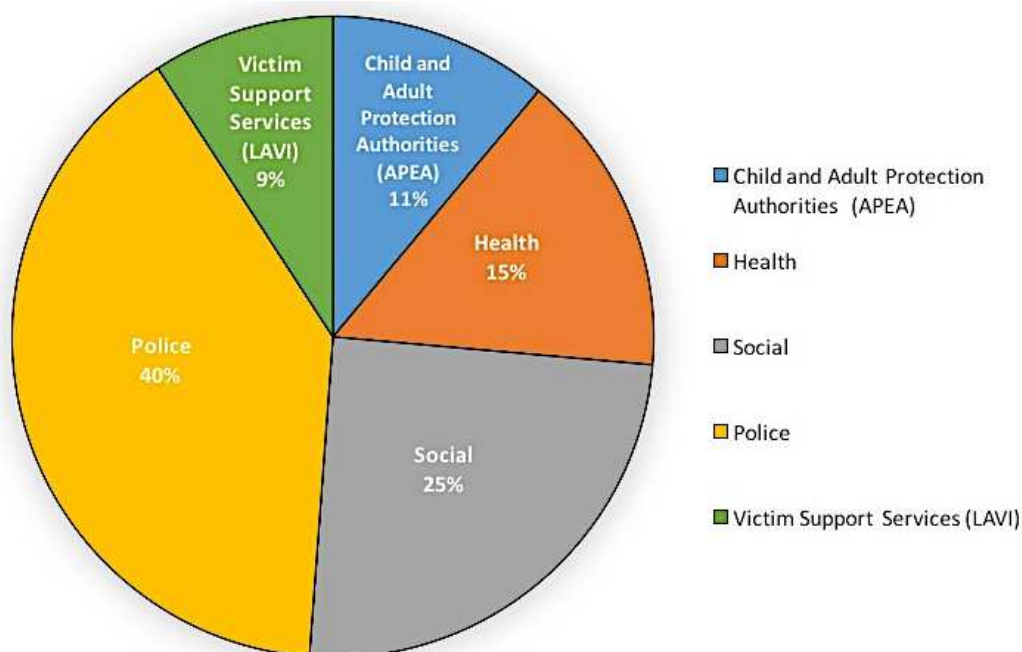


Figure 4: Percentages of reported cases of physical abuse by professional sector.

Figure 4 presents the percentages of reported cases of physical violence by professional sector. It is important to precise that the data do not capture the total number of affected children, but the number of recorded cases between September 1, 2016 and November 30, 2016. It is possible that data on a single child is recorded simultaneously by more than one organization. There is a certain consensus between these different organizations as to the interpretation and definition of physical violence in comparison to other forms of abuse (e.g., neglect). Nevertheless, the detection of such abuse can be influenced by the sensitivity and position of organizations to the issue of physical violence.

In Optimus Cycle 3, 40% of physical violence is reported to the police. When a child is physically threatened, it seems that the first place where people attend to report the case is the police. 25% of cases of physical violence are reported to private and semi-private organizations as to child welfare services in the social sector.

15% of cases of physical violence have been reported to clinical child protection teams. The low percentage of 15% is less surprising as hospitals will be mainly visited in cases of harm and if the source of the report assumes that, a medical treatment is required. Results from Canada showed that in half of all physical abuse cases, no harm was documented, and only a few cases were referred for medical treatment (cf. Trocmé, MacMillan, Fallon & De Marco, 2003). Then, 11% of cases are directly reported to Child and Adult Protection Authorities. Finally, 9% of physical violence against a child is reported to Victim Aid agencies.

When an agency deals with a case of physical violence, how do professionals support the child and its family? What types of services do organizations provide? It is important to understand how child protection and sentinel organizations concretely support physically affected children to better assist the child and its family and improve the services offered. Figure 5 presents the main services provided by agencies (all sectors combined) when facing a case of physical abuse. Half of the services directly provided by the organizations are psychological advice to the family (25%) and child

protection orders (24%) by child protection authorities. This agency undertakes civil statutory intervention measures as necessary, and, for example, appoints a child deputy. Opening a criminal investigation in 18% of cases relates only to the police cases.

In 3% of cases of physical violence, medical care is provided to the child by referral to another agency. This result is consistent with this from the Canadian Incidence Study of reported Child Abuse and Neglect. There, child welfare investigators considered medical treatment necessary only in 5% of all physical abuse cases (cf. Trocmé et al., 2003).

Finally, most of the time the agency refer reported cases of physical violence to the police or the public prosecutor (49%).

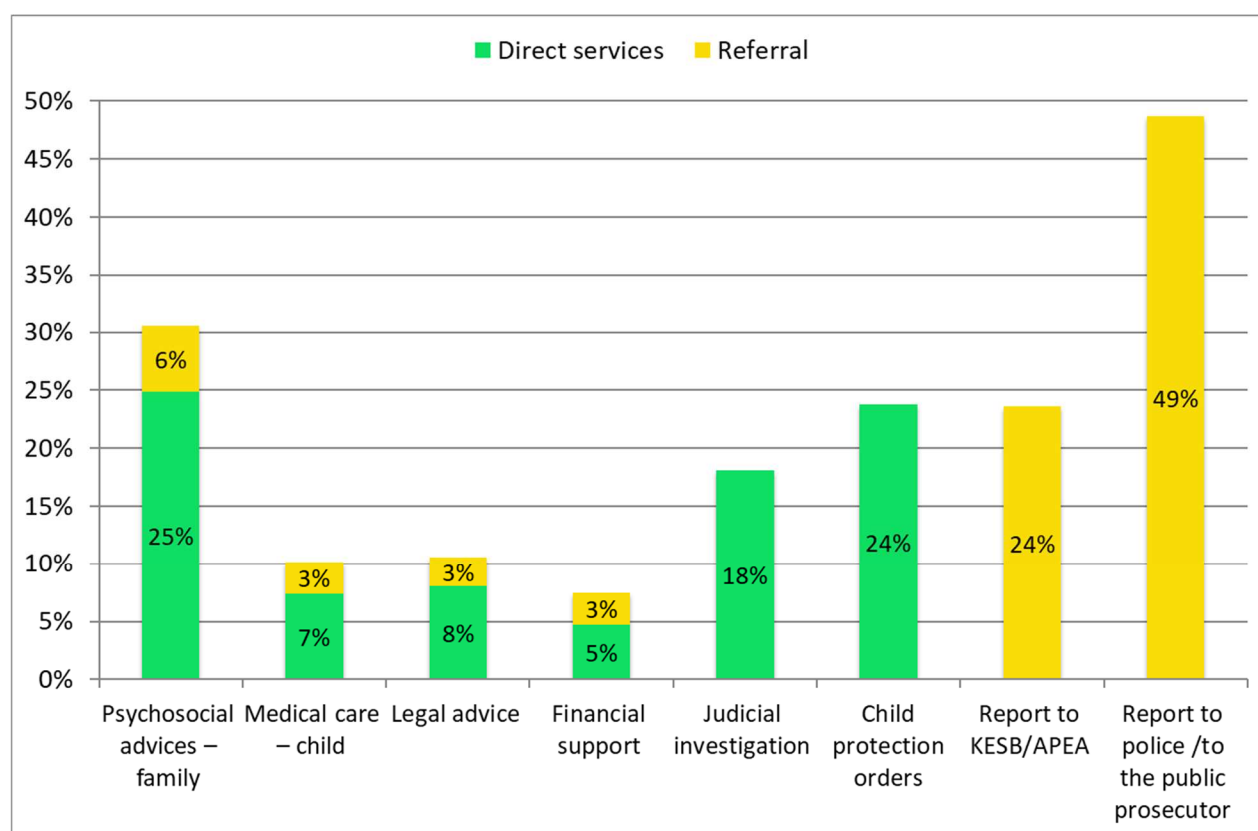


Figure 5: Main services proposed when facing physical violence against a child.

These results present first insights of the magnitude of physical violence against children in Switzerland. These preliminary analyses allow us to understand better, where cases of physical abuse are reported mostly, and what services are provided. The study team will undertake further analysis in order to find out, if for example physical violence is detected early, or if the various services respond adequately when facing physical violence against children.

Lessons learned

Protecting children from violence is an obligation of the state. To date, we know too little about which children, where, receive what kind of support and protection.

Optimus Study Cycle 3 is the first national survey on child maltreatment in Switzerland. This study is a first step towards changing the current situation. Cycle 3 of Optimus study was a success due to its high participation rate (81%). The agencies' participation has been facilitated by our effort to recognize their work and valorize their competencies. However, the phase of data collection, cleaning and mapping was more complicated than expected because not every agency had the same technology regarding data collection: some agencies did not have any data export technology. Finally, a multisite research team, in Lausanne and Lucerne compensated and anticipated Switzerland's regional specificities and differences (different languages and cultures). Optimus 3 proves that an inter-sectorial monitoring of reported incidents of child maltreatment is possible in an efficient way. For a sustainable outcome of this initiative, we call on policy-makers to lay the foundation for child maltreatment surveillance in Switzerland.

References

- Conseil fédéral (2018). *Détection précoce des violences intrafamiliales envers les enfants par les professionnels de la santé. Rapport du Conseil fédéral*. Berne. Consulté à br-bericht-frueherkennung-interfamiliaere-gewalt-fr.
- Cooper, A., Levin, B. & Campbell, C. (2006). The growing (but still limited) importance of evidence in education policy and practice. *J Educ Change*, 10, 159-171. doi: 10.1007/s10833-009-9107-0.
- Cuttelod, T., Ben Salah, H., Mitrovic, T., & Jud, A. (2014). *Optimus Study II. Progress Report 4. Luzern: Hochschule Luzern - Soziale Arbeit und Université de Lausanne*.
- Graham, I.D., Logan, J., Harrison M.B., Straus, S.E., Tetroe, J., Caswell, W. & Robinson, N. (2009). Lost in translation: time for a map? *J Contin Educ Health Prof*, 26(1), 13-24. doi: 10.1002/chp.47.
- Häfeli, C. (2005). *Wegleitung für vormundschaftliche Organe* (4. Aufl.). Zürich: kdmz.
- Jud, A., AlBuhairan, F., Ntinapogias, A., & Nikolaidis, G. (2015). Obtaining agency participation. In A. Jud, L.M. Jones & C. Mikton (Eds.), *Toolkit on mapping legal, health and social services responses to child maltreatment* (55-62). Geneva, Switzerland: World Health Organization.
- Jud, A., Fluke, J., Alink, L.R.A., Allan, K., Fallon, B., Kindler, H., Lee, B. J., Mansell, J., & van Puyenbroek, H. (2013). On the nature and scope of reported child maltreatment in high-income countries: opportunities for improving the evidence base. *Paediatr Int Child Health*, 33(4), 207-215. doi:10.1179/2046905513Y.0000000092.
- Jud, A. & Knüsel, R. (2018). Structure and challenges of child protection in Switzerland. In: L. Merkel-Holguin, J. Fluke & R. Krugman (Eds.), *National systems of child protection: understanding the international context for developing policy and practice*. Dordrecht: Springer.
- Jud, A., Kosirnik, C., Mitrovic, T., Ben Salah, H., Fux, E., Koehler, J., Portmann, R., & Knüsel, R. (2018). Mobilizing agencies for incidence surveys on child maltreatment: Successful participation in Switzerland and lessons learned. *Child Adolesc Psychiatry Ment Health*, 12, 3. doi: <https://doi.org/10.1186/s13034-017-0211-2>.
- Jud, A., & Mitrovic, T. (2017). *Optimus Study Switzerland, cycle 3. Sampling Design. Stand September 2017*. Luzern und Lausanne: Hochschule Luzern - Soziale Arbeit und Université de Lausanne.
- Trocmé, N., MacMillan, H., Fallon, B., & De Marco, R. (2003). Nature and severity of physical harm caused by child abuse and neglect: results from the Canadian Incidence Study. *CMAJ*, 169(9), 911-915.
- UBS Optimus Foundation (2012). *Optimus Study Switzerland. Phase 1: Student and agency survey (2008 – 2011)*. Retrieved from: <http://www.optimusstudy.org/index.php?id=260>.
- Wopmann, M. (2017). Nouvelle hausse des cas de mauvais traitements d'enfants. *Bulletin des Médecins Suisses*, 98(25), 809-810.
- Wopmann, M. (2016). Nombre élevé stable de cas de mauvais traitements d'enfants. *Bulletin des Médecins Suisses*, 97(26-27), 967-968.

Elterliche Gewalt in der Schweiz – Befunde einer aktuellen repräsentativen Jugendbefragung

Dirk Baier

Institut pour la prévention de la délinquance et de la criminalité, Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften

Elterlicher Gewaltanwendung in der Schweiz: Verbreitung und Folgen

1. Einleitung

In der Schweiz wird seit vielen Jahren darüber diskutiert, ob es eines expliziten gesetzlichen Verbots von Gewalt in der Erziehung bedarf (vgl. u.a. Hauri/Meier 2013, Kinderschutz Schweiz 2013). In verschiedenen Ländern besteht ein solches Verbot von Körperstrafen seit längerem. Verschiedene Studienbefunde können belegen, dass entsprechende Gesetze eine Wirkung entfalten (u.a. Bussmann 2005). Vor dem Hintergrund, dass gesetzliche Massnahmen derart bedeutsam sind, verwundert es nicht, dass verschiedene Initiativen für die Schweiz ein entsprechendes Verbot von Körperstrafen an Kindern fordern (vgl. u.a. <http://www.keine-gewalt-gegen-kinder.ch>).

Zugleich ist für die Schweiz noch eher wenig Forschung zur Verbreitung und zu den Folgen elterlicher Gewalt im Besonderen sowie elterlicher Erziehung im Allgemeinen festzustellen. Insbesondere mit Blick auf die Folgen hat sich in verschiedenen Studien gezeigt, dass das Erleben elterlicher Gewalt als negativ einzustufen ist. Gershoff (2002) hat in einer Meta-Analyse die Ergebnisse einzelner Studien zusammengetragen. In Bezug auf die Frage, ob elterliche Gewalt die Aggression von Kindern erhöht, konnten 27 Studien ausgewertet werden, die alle zeigten, dass elterliche Gewalt zu erhöhter Aggression auf Seiten des Betroffenen führt.

Die Untersuchung der Auswirkungen elterlichen Gewalthandelns hat noch zu weiteren zentralen Erkenntnissen geführt (vgl. ausführlich Baier/Pfeiffer 2015): So wirkt sich elterliche Gewalt nicht allein auf aggressives und gewalttätiges Verhalten aus; die negativen Folgen sind viel umfassender. Gershoff (2002) belegt u.a. Zusammenhänge mit der seelischen Gesundheit (geringer Selbstwert, Depression) oder der Täter- wie Opferschaft anderer Misshandlungen. Baier et al. (2013) zeigen auf, dass die Erfahrung elterlicher Gewalt das Risiko für Eigentumsdelinquenz (z.B. Diebstahl) und ebenso für Schulschwänzen, für Alkoholkonsum oder für Rechtsextremismus erhöht. Befragte mit Gewalterfahrungen geben zusätzlich häufiger an, Selbstmordversuche unternommen zu haben; ihre Lebenszufriedenheit ist zugleich deutlich reduziert.

Obwohl es in der Schweiz bislang noch wenige empirische Studien zur Verbreitung und zu den Auswirkungen elterlicher Erziehung gibt, sind folgende zwei Befragungen hervorzuheben:

- Schöbi und Perrez (2004) führten sowohl 1990 als auch 2004 Befragungen unter ca. 1'200 Erwachsenen zu ihrem Erziehungsverhalten durch. Der Vergleich der Erhebungsjahre zeigt, dass der Anteil an Eltern, die auf Gewalt verzichten,

angestiegen ist, von 13.2 auf 26.4 %. Dies bedeutet gleichzeitig, dass 2004 noch ca. drei Viertel der Eltern auf körperliche Bestrafung in der Erziehung zurückgegriffen haben.

- Ribeaud (2015) berichtet Ergebnisse einer Befragung von ca. 2'500 Jugendlichen neunten Klassen, die in den Jahren 1999, 2007 und 2014 durchgeführt wurde und mit der Trendaussagen zu verschiedenen Sozialisationsbereichen (und damit auch der elterlichen Erziehung) möglich sind, allerdings ausschliesslich für den Kanton Zürich. Zwar werden im Bericht keine detaillierten Angaben dazu gemacht, wie häufig Jugendliche verschiedene Formen der elterlichen Erziehung erleben; auf Basis verschiedener grafischer Darstellungen (S. 79) lässt sich aber erstens folgern, dass sich die positive Erziehung in der Kindheit im Vergleich der drei Erhebungszeitpunkte immer weiter durchsetzt; zweitens belegen die ebenfalls durchgeführten Korrelationsanalysen, dass vor allem das Erleben elterlicher Gewalt in der Kindheit (aber ebenso in der Jugend) mit der Ausübung gewalttätigen Verhaltens durch die Jugendlichen in Beziehung steht.

Nachfolgend werden Befunde einer schweizweiten Jugendbefragung vorgestellt, in der das Erleben elterlicher Gewalt, aber ebenso anderer Erziehungsformen erhoben worden ist und die zudem erlaubt, mögliche Folgen des Erlebens elterlicher Gewalt zu untersuchen.¹

2. Methode und Stichprobenbeschreibung

Um Informationen zur elterlichen Erziehung zu erhalten, wurde während des Schulunterrichts eine ca. 45-minütige Online-Befragung durchgeführt, die von geschulten Interviewerinnen und Interviewern bzw. Lehrkräften administriert wurde. Im Vorfeld wurde entschieden, die Altersgruppe der durchschnittlich 17- und 18-jährigen Jugendlichen zu erreichen. Die ist damit zu begründen, dass im Mittelpunkt der Befragung stand, politischen Extremismus zu untersuchen; nur für durchschnittlich ältere Jugendliche ist aber zu erwarten, dass sie eine mehr oder wenige stabile politische Orientierung ausgebildet haben.

Für die Befragung wurde von Beginn an keine schweizweite Repräsentativität beansprucht, da diese bei 26 Kantonen nur mit hohem Aufwand zu erreichen wäre. Stattdessen wurde die Befragung in zehn Kantonen durchgeführt, die hinsichtlich ihrer geografischen Lage (deutschsprachige, französischsprachige und italienischsprachige Schweiz), ihres städtischen bzw. ländlichen Charakters sowie ihres Migrantenanteils die Variabilität der Schweiz zumindest in Teilen abbildet. Die Datenerhebung fand im Zeitraum vom 24.4.2017 bis zum 21.12.2017 statt.

Einbezogen wurden folgende Schulformen: Berufsschule (inkl. Berufsmaturität), Übergangsausbildung, Gymnasium und Fach-/Wirtschaftsmittelschule. Je nach Kanton wurden die für eine Befragungsteilnahme vorgesehenen Klassen je Schulform per Zufallsziehung bestimmt oder es wurden alle Schulen gebeten, an der Befragung teilzunehmen (und danach jede zweite bzw. dritte Klasse in die Stichprobe aufgenommen).

¹ Der Beitrag stellt eine gekürzte Version des Berichts von Baier et al. (2018) dar.

In den zehn Kantonen wurden insgesamt 232 Schulen angesprochen, sich an der Befragung zu beteiligen; nur 123 Schulen und damit nur etwa die Hälfte (53.0 %) sind der Bitte nachgekommen. In den Schulen, die einer Beteiligung zustimmten, wurden insgesamt 722 Klassen für Befragungen ausgewählt. 127 Klassen lehnten eine Befragung aus verschiedenen Gründen ab; 595 Klassen standen für eine Befragung zur Verfügung. In diesen wurden 9293 Schülerinnen und Schüler unterrichtet, von denen 8317 und damit 89.5 % an der Befragung teilgenommen haben. Wenn es möglich war, in einer Klasse eine Befragung durchzuführen, dann konnten also neun von zehn Schülerinnen und Schüler dieser Klasse erreicht werden. Wird die Gesamt-Rücklaufquote berechnet, dann ergibt sich eine für schulklassenbasierte Befragungen unterdurchschnittliche Quote von 39.1 % (inkl. ablehnende Schulen und Klassen).

Hinsichtlich der Zusammensetzung der Stichprobe zeigt sich, dass das Ziel, im Durchschnitt 17- bis 18-jährige Jugendliche zu befragen, erreicht wurde: 55.8 % der Jugendlichen weisen ein Alter von 17 oder 18 Jahren auf; 22.5 % sind jünger, 21.7 % älter. Etwa die Hälfte der Befragten Jugendlichen ist männlich (49.7 %), 50.3 % sind weiblich. Von allen Befragten besuchen 52.0 % die Berufsschule, 12.3 % die Fach-/Wirtschaftsmittelschule bzw. Berufsmaturität, 26.4 % ein Gymnasium und 9.3 % eine Übergangsausbildung.

Der Anteil an Jugendlichen, die selbst Sozialhilfe bzw. deren Eltern Arbeitslosengeld oder Sozialhilfe erhalten, liegt in der Stichprobe bei 15.6 %. Dieses Merkmal dient als Indikator für die ökonomisch schlechte Lage. Zusätzlich sollten die Jugendlichen die Einwohnerzahl ihrer Gemeinde mitteilen. Unterschieden werden an dieser Stelle drei Gemeindegrößen: In einer ländlichen Gemeinde mit unter 5000 Einwohnerinnen und Einwohnern leben 44.7 % aller befragten Schülerinnen und Schüler, in einer kleinstädtischen Gemeinde bis unter 20000 Einwohner/innen 37.6 %, in einer städtischen Gemeinde ab 20000 Einwohner/innen 17.7 %.

Ein weiteres Merkmal betrifft das Vorliegen eines Migrationshintergrunds. Der Anteil an Jugendlichen mit Migrationshintergrund ist mit 52.1 % recht hoch, was aber aufgrund der Tatsache, dass die Schweiz ein Einwanderungsland ist, nicht überrascht. Um den Migrationshintergrund zu bestimmen, wurden die Jugendlichen gebeten, anzugeben, in welchem Land die leibliche Mutter und der leibliche Vater geboren worden sind. Wenn mindestens ein Elternteil nicht in der Schweiz geboren wurde, dann wird vom Vorliegen eines Migrationshintergrunds bei einem Befragten ausgegangen.

3. Ergebnisse

Im Fragebogen wurde der Teil, in dem es um das Thema elterliche Erziehung ging, wie folgt eingeleitet: „Wie haben Ihre Eltern Sie erzogen? Mit Eltern meinen wir die Personen, mit denen Sie die meiste Zeit zusammengelebt haben. Haben Sie zum Beispiel mit Stiefeltern zusammen gelebt, dann antworten Sie bitte für diese.“ Durch die Einleitung sollte deutlich gemacht werden, dass die Schülerinnen und Schüler ihre Antwort auf jene Erziehungspersonen beziehen sollten, mit denen sie den Grossteil ihrer Kindheit und Jugend verbracht haben. Mit Blick auf die elterliche Gewaltanwendung waren von den Jugendlichen folgende Aussagen von „1 – nie“ bis „5 – sehr oft“ zu beantworten: Meine (Stief-)Eltern haben

- mir eine runtergehauen (z.B. Ohrfeige).
- mich hart angepackt oder gestossen.

- mich mit einem Gegenstand geschlagen.
- mich mit der Faust geschlagen, mich getreten, mich geprügelt oder zusammengeschlagen.

In Anlehnung an Baier et al. (2009) wird zwischen zwei Formen der elterlichen Gewalt unterschieden: Zur Züchtigung werden die ersten beiden Formen der physischen Gewalt zusammengefasst, zur schweren Gewalt die letzten beiden Formen. In den Analysen wird unterschieden, ob Jugendliche schwere Gewalt, Züchtigungen oder keine Gewalt erlebt haben. Die Indexbildung erfolgte dabei über einen Maximalwertbefehl: Wenn ein/e Befragte/r schwere Gewalt erlebt hat, wird die entsprechende Angabe im Index berücksichtigt (auch wenn er/sie zusätzlich Züchtigungen erlebte); hat er/sie ausschliesslich Züchtigungen erlebt, dann geht diese Angabe in den Index ein.

Im Ergebnis zeigt sich, dass 21.9 % aller befragten Jugendlichen schwere Gewalt in der Vergangenheit erlebt haben, 41.4 % Züchtigungen. Dies bedeutet, dass insgesamt fast zwei Drittel aller Jugendlichen (63.3 %) mindestens selten irgendeine Form der elterlichen Gewalt erfahren haben. An dieser Stelle ist darauf hinzuweisen, dass die Jugendlichen aus der Vergangenheit berichtet haben und keine Aussage über die aktuelle Verbreitung von elterlicher Gewalt in der Erziehung getroffen werden kann; dennoch lässt sich auf Basis dieses Befundes folgern, dass elterlicher Gewalt noch immer ein Bestandteil der Erziehungskultur vieler Familien in der Schweiz ist.

Zusätzlich wurden mit folgenden Aussagen weitere Erziehungsstile erfasst:

- Zuwendung: Meine (Stief-)Eltern haben mich gelobt, wenn ich etwas gut gemacht hatte; sich echt um mich gekümmert; mich getröstet, wenn ich traurig war.
- Kontrolle: Meine (Stief-)Eltern haben gewusst, wo ich bin, wenn ich nicht zu Hause war; gewusst, was ich mache, wenn ich nicht zu Hause war; gewusst, mit welchen Freunden ich zusammen bin, wenn ich nicht zu Hause war.
- Inkonsistenz: Meine (Stief-)Eltern haben etwas ankündigt (z.B. einen Ausflug) und es dann doch ins Wasser fallen lassen; mit mir geschimpft, wenn ich es gar nicht erwartet habe; mir versprochen, etwas mitzubringen, es dann aber doch nicht gemacht.

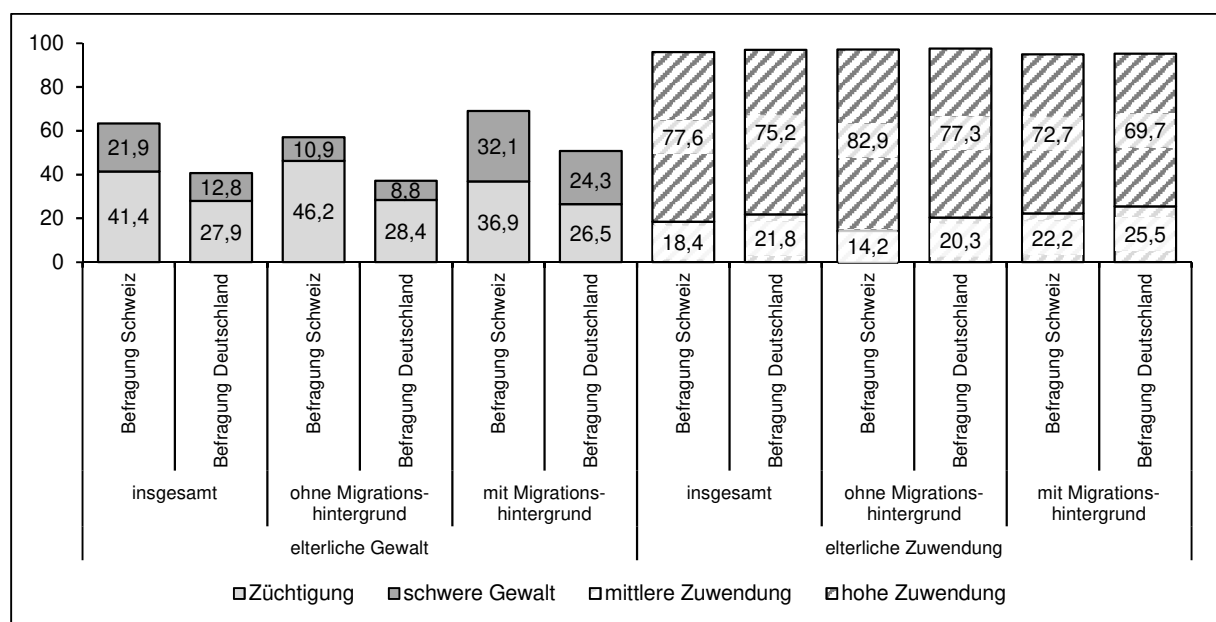
Die Auswertungen zu diesen Erziehungsstilen belegen, dass Zuwendung und Kontrolle, die als positive Erziehungsstildimensionen eingestuft werden können, eine weite Verbreitung haben: 77.6 % aller befragten Jugendlichen berichten eine hohe Zuwendung, 68.8 % eine hohe Kontrolle; insgesamt 4.1 % der Jugendlichen haben eine hohe inkonsistente Erziehung erlebt. Dies bedeutet, dass mehr als zwei Drittel aller Jugendliche positive Erziehungserfahrungen berichten.

Für die elterliche Gewalt und die elterliche Zuwendung ist es möglich, einen Vergleich mit einer deutschen Jugendbefragung zu ziehen. Im Jahr 2015 befragte das Kriminologische Forschungsinstitut Niedersachsen 10'638 Schülerinnen und Schüler der neunten Jahrgangsstufe repräsentativ im Bundesland Niedersachsen (Bergmann et al. 2017). In diesem Bundesland wohnt etwa jede zehnte in Deutschland lebende Person (7.9 Millionen Einwohner). In verschiedener Hinsicht (u.a. Ausländeranteil, wirtschaftlicher Status, Stadt-Land-Verteilung) weist Niedersachsen Merkmale auf, die in etwa vergleichbar sind mit dem bundesdeutschen Durchschnitt; dieses Bundesland zum Vergleich mit der Schweiz heranzuziehen erscheint daher angemessener als

bspw. einen Stadtstaat (Berlin, Bremen, Hamburg) oder ein ostdeutsches Bundesland (mit niedrigem Ausländeranteil) zu berücksichtigen. Im Unterschied zur Befragung in der Schweiz wurden etwas jüngere Jugendliche befragt (im Durchschnitt 15-jährige Schülerinnen und Schüler); zudem lag die Rücklaufquote mit 68.5 % deutlich höher. Von allen Befragten der niedersachsenweiten Jugendbefragung wiesen 24.0 % einen Migrationshintergrund auf, der unter Bezug auf die leiblichen Eltern und deren Geburtsland bzw. Staatsangehörigkeit bestimmt wurde. Da es insbesondere mit Blick auf dieses Merkmal deutliche Unterschiede zur Schweizer Befragung gibt (Anteil Migrationshintergrund: 52.1 %) und da dieses Merkmal zugleich mit der Erziehungskultur korreliert ist (s.u.), sollte bei den Auswertungen der Migrationshintergrund mitberücksichtigt werden.

Abbildung 1 berichtet den Vergleich zu beiden Erziehungsstildimensionen. Für die Zuwendung lassen sich weitestgehend keine Unterschiede erkennen, wobei in der Schweiz die hohe Zuwendung etwas verbreiteter ist. In der Schweiz gaben 77.6 % der Befragten an, eine hohe Zuwendung erfahren zu haben, in Deutschland waren es 75.2 %. Etwas grösser fällt in Deutschland im Vergleich zur Schweiz der Anteil an Befragten mit mittlerer Zuwendung aus (21.8 zu 18.4 %). Werden nur Befragte ohne Migrationshintergrund gegenüber gestellt, so bestätigt sich, dass in der Schweiz etwas mehr Befragte eine hohe Zuwendung berichten als in Deutschland (82.9 zu 77.3 %). Einen deutlicheren Unterschied gibt es, wenn Befragte mit und ohne Migrationshintergrund verglichen werden. Bezogen auf die Schweiz zeigt sich, dass Befragte ohne Migrationshintergrund häufiger eine hohe Zuwendung berichten als Befragte mit Migrationshintergrund (82.9 zu 72.7 %), d.h. einheimische Jugendliche erfahren mehr Zuwendung durch die Eltern als Jugendliche in Zuwanderungsfamilien. Dies ist in Deutschland im Übrigen nicht anders: Einheimische erleben zu 77.3 % hohe Zuwendung, Migranten zu 69.7 %. Letztlich ist der Unterschied für die unterschiedlichen Migrationsgruppen (ohne vs. mit Migrationshintergrund) damit grösser als der Unterschied zwischen der Schweiz und Deutschland.

Abbildung 1: Vergleich verschiedener Formen elterlicher Erziehung in der Schweiz und in Deutschland (in %)



Der Blick auf die Dimension der elterlichen Gewalt ergibt hingegen deutlich stärkere Länderunterschiede. Während in der Schweiz 63.3 % der Jugendlichen von elterlicher Gewalt berichten, sind es in Deutschland nur 40.7 % - der Einsatz elterlicher Gewalt ist in der Schweiz damit verbreiteter als in Deutschland. Unterschiede ergeben sich dabei sowohl hinsichtlich des Anteils an Befragten, die höchstens Züchtigungen erlebt haben (41.4 zu 27.9 %) als auch hinsichtlich des Anteils an Befragten, die schwere Gewalt erlebt haben (21.9 zu 12.8 %). Allerdings ist die Unterscheidung zwischen Jugendlichen mit und ohne Migrationshintergrund wiederum zentral, wobei folgende Befunde festzuhalten sind:

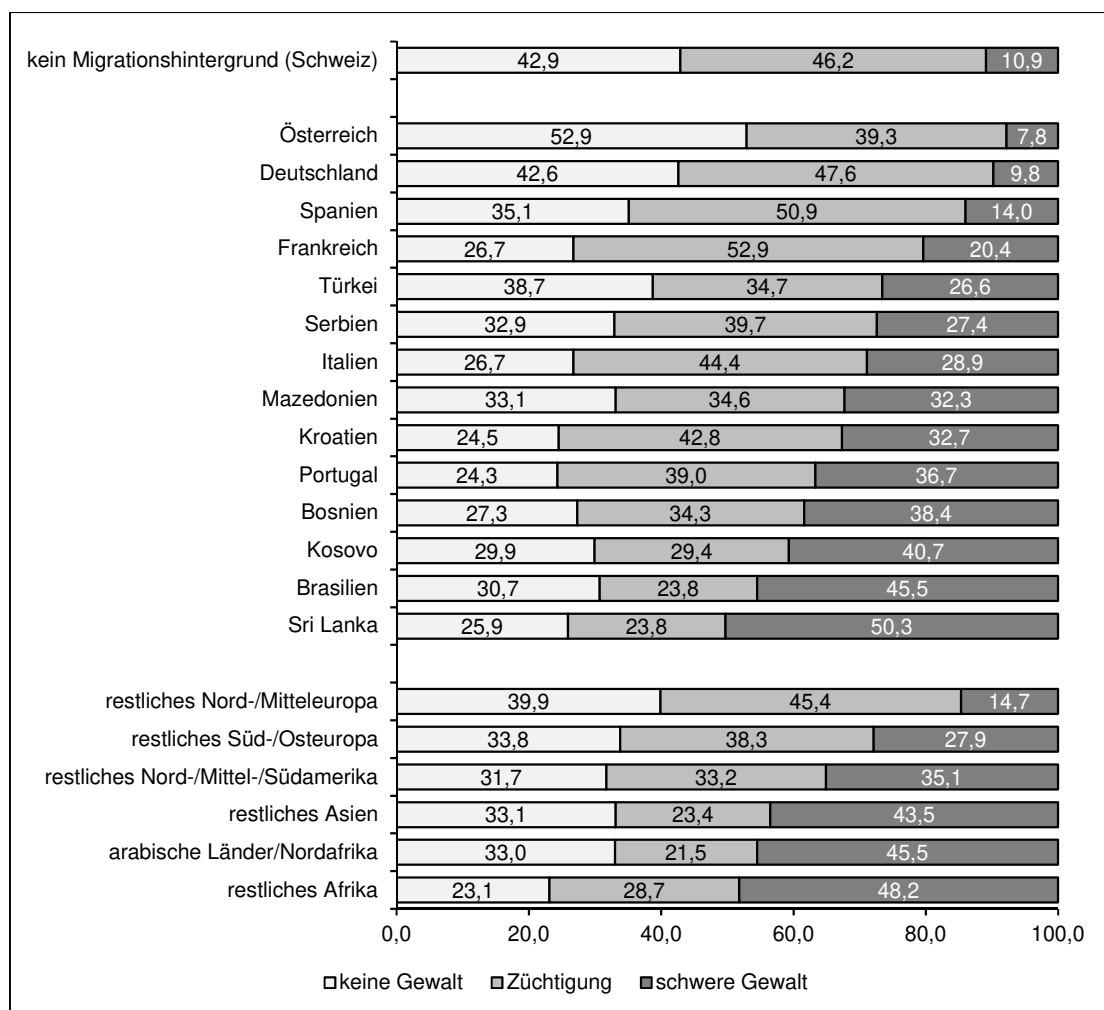
1. Sowohl in der Schweiz als auch in Deutschland gilt, dass Gewalt in der Erziehung in Familien, die einen Migrationshintergrund aufweisen, verbreiteter ist als in Familien ohne Migrationshintergrund. Dabei ist ein Unterschied insbesondere mit Blick auf die schwere Gewalt festzustellen: In der Schweiz berichten 10.9 % der Jugendlichen ohne Migrationshintergrund vom Erleben schwerer elterlicher Gewalt; bei den Jugendlichen mit Migrationshintergrund ist dieser Anteil mit 32.1 % dreimal so hoch. Ein vergleichbares Verhältnis findet sich in Deutschland (8.8 zu 24.3 %).
2. Werden die Jugendlichen ohne Migrationshintergrund in der Schweiz und in Deutschland miteinander verglichen, so ergibt sich insbesondere ein Unterschied in Bezug auf Befragte, die höchstens Züchtigungen erlebt haben. Vor allem Züchtigungen sind damit in einheimischen Familien in der Schweiz weiter verbreitet als in einheimischen Familien in Deutschland (46.2 zu 28.4 %), d.h. es scheint eine kulturelle Akzeptanz für diese Gewaltformen in der Schweiz zu geben. Für die schwere Gewalt unterscheiden sich die Raten nur geringfügig (10.9 zu 8.8 %), wobei hinsichtlich der niedrigeren Rate in Deutschland das jüngere Alter der Befragten zu beachten ist. Wäre eine Befragung derselben Jugendlichen im 17./18. Lebensjahr erfolgt, würde der Anteil sicherlich etwas höher ausfallen, weil in der Zeit bis dahin die Jugendlichen Gewalt durch die Eltern erlebt haben können.
3. Werden die Jugendlichen mit Migrationshintergrund in der Schweiz und in Deutschland verglichen, so zeigt sich einerseits wiederum eine höhere Rate an Befragten mit höchstens Züchtigungen in der Schweiz (36.9 zu 26.5 %). Andererseits existiert aber auch ein deutlicher Unterschied bei der schweren Gewalt: In der Schweiz gaben 32.1 % der Jugendlichen mit Migrationshintergrund an, schwere Gewalt durch die Eltern erlebt zu haben, in Deutschland beträgt dieser Anteil nur 24,3 % und liegt damit um etwa ein Drittel niedriger. Damit kann gefolgert werden, dass in Migrantenfamilien in der Schweiz häufiger eher schwere Gewaltformen als Erziehungsmittel erlebt werden als dies in Deutschland der Fall ist.

In der Schweizer Befragung können zahlreiche Herkunftsgruppen unterschieden werden. In Abbildung 2 ist für die verschiedenen Gruppen dargestellt, wie häufig sie gewaltfrei erzogen worden sind bzw. Züchtigungen und schwere elterliche Gewalt erleben mussten. Der niedrigste Anteil an Befragten mit schweren elterlichen Gewalterfahrungen ist für österreichische und deutsche Befragte sowie Befragte ohne Migrationshintergrund festzustellen – hier gab höchstens jeder neunte Jugendliche an, entsprechende Erfahrungen gemacht zu haben; dabei ist aber auch für diese Gruppen darauf hinzuweisen, dass – mit Ausnahme der Befragten aus

Österreich – immer weniger als die Hälfte der Jugendlichen gewaltfrei erzogen wurde. Elterliche Gewalt, so die Folgerung, stellt damit ein Erlebnis dar, was herkunftsgruppenübergreifend die Regel und nicht die Ausnahme ist. Die höchsten Raten schwerer Gewalt sind bei Jugendlichen aus Sri Lanka, aus afrikanischen Ländern, aus Brasilien und aus arabischen/nordafrikanischen Ländern zu beobachten, von denen etwa jeder zweite Befragte schwere elterliche Gewalterfahrungen berichtete. Zusätzlich finden sich mehrere Herkunftgruppen, bei denen nur ein Viertel der Schülerinnen und Schüler von Gewaltfreiheit berichtete (Frankreich, Italien, Kroatien, Portugal, Bosnien, Sri Lanka, restliches Afrika).

Denkbar ist, dass die Unterschiede zwischen den Herkunftgruppen darauf zurückzuführen sind, dass vor allem Familien mit Migrationshintergrund häufiger von Arbeitslosigkeit oder Sozialhilfebezug betroffen sind. Aus diesem Grund wurden die Auswertungen noch einmal auf jene Befragten beschränkt, die angegeben haben, dass keine Arbeitslosigkeit/kein Sozialhilfebezug vorliegt (ohne Abbildung). Die Ergebnisse belegen allerdings, dass die Unterschiede zwischen den Gruppen weitestgehend bestehen bleiben.

Abbildung 2: Elterliche Gewalt nach Migrationshintergrund (in %)



Jenseits dieser Unterschiede zwischen den Herkunftgruppen lassen sich bzgl. der Verbreitung elterlicher Gewalt folgende weiteren Befunde festhalten:

- Hinsichtlich des Geschlechts sind kaum Unterschiede festzustellen: 23.6 % der männlichen Befragten und 20.6 % der weiblichen Befragten haben schwere elterliche Gewalt erlebt.
- Die Betrachtung verschiedener Gebietskategorien zeigt, dass es in städtischen Gebieten häufiger zur Anwendung elterlicher Gewalt kommt als in ländlichen Gebieten. Dieser Unterschied ist primär darauf zurückzuführen, dass in städtischen Gebieten mehr Migranten leben als in ländlichen Gebieten.
- Festzustellen ist daneben, dass eine ökonomisch problematische Lage mit negativeren Erziehungserfahrungen einhergeht. Unklar bleibt dabei freilich, ob diese Lage tatsächlich der Auslöser für die negativere Erziehung ist oder ob Hintergrundfaktoren existieren, die dazu führen, dass bestimmte Familien gleichzeitig häufiger von Arbeitslosigkeit/Sozialhilfe und negativerer Erziehung betroffen sind. Die existierenden Unterschiede sind in jedem Fall deutlich: Jugendliche aus Familien, die kein Arbeitslosengeld/keine Sozialhilfe beziehen, haben zu 19.0 % schwere elterliche Gewalt erlebt, Jugendliche aus Familien, für die dies zutrifft, zu 37.5 %. Werden die Auswertungen auf Jugendliche ohne Migrationshintergrund beschränkt, bleibt der Befund bestehen: In Familien, die von Arbeitslosigkeit oder Sozialhilfebezug betroffen sind, ist der Anteil an Jugendlichen, die schwere elterliche Gewalt erlebt haben, doppelt so hoch wie in Familien, für die das nicht zutrifft (19.1 zu 10.1 %).
- Als weiterer Einflussfaktor der Erziehung wurde die Religionszugehörigkeit bzw. Religiosität untersucht. Werden die Anteile an Befragten betrachtet, die schwere elterliche Gewalt erlebt haben, so belegen die Auswertungen, dass es deutliche Unterschiede zwischen den Religionsgruppen gibt. Der niedrigste Anteil ist für evangelische Befragte festzustellen (11.6 %), ein deutlich höherer Anteil bei katholischen (19.7 %), evangelisch-freikirchlichen (27.1 %), orthodoxen (36.1 %) und muslimischen Jugendlichen (38.2 %; keine Religionszugehörigkeit: 19.0 %). Werden die Auswertungen nur auf Jugendliche mit Migrationshintergrund beschränkt, ergibt sich weiterhin für evangelische Jugendliche die niedrigste Belastung. Daneben hat sich gezeigt, dass in religiösen katholischen und evangelischen Familien häufiger schwere Gewalt in der Erziehung eingesetzt wird als in weniger religiösen katholischen und evangelischen Familien – insbesondere in Familien mit Migrationshintergrund. Für die evangelisch-freikirchlichen Familien ergibt sich bei Befragten ohne Migrationshintergrund ein vergleichbarer Zusammenhang. Zusätzlich findet sich hier, dass die Züchtigungen in religiösen Familien deutlich verbreiteter sind als in nicht religiösen Familien. Für einheimische evangelisch-freikirchliche Familien kann daher davon ausgegangen werden, dass eine höhere Religiosität mit einer häufigeren Gewaltanwendung in Zusammenhang steht, ein Befund, der auch bereits für Deutschland berichtet wurde (Pfeiffer/Baier 2013). Bei den Befragten mit Migrationshintergrund ist jenseits der katholischen und evangelischen Jugendlichen kein bedeutsamer Einfluss der Religiosität feststellbar; zugleich ist das durchgängig hohe Niveau der schweren elterlichen Gewalt in diesen Familien zu beachten.

Anhand verschiedener Indikatoren kann zudem aufgezeigt werden, welche Folgen Erziehungserfahrungen für das Leben von Jugendlichen haben. Dabei ist zu beachten, dass mit der Studie nur Korrelationen, keine Kausalitäten untersucht werden

können, da es sich bei der zugrundeliegenden Befragung um eine Querschnittsbefragung handelt. Kausale Zusammenhänge liessen sich nur mit einer Längsschnittuntersuchung prüfen. Gleichwohl ist eine gewisse zeitliche Logik in den Daten vorhanden: Die Jugendlichen sollten die elterliche Erziehung immer mit Blick auf die Vergangenheit einschätzen; die nachfolgend untersuchten Folgen beziehen sich dagegen immer auf den aktuellen Zustand bzw. die letzten zwölf Monate. Insofern ist die Erziehung zeitlich den Folgen vorgelagert, wobei die Erziehung jeweils retrospektiv einzuschätzen war, verbunden mit verschiedenen Verzerrungen, die das Erinnern an frühere Erfahrungen mit sich bringen kann.

Betrachtet werden nachfolgend sowohl externalisierende als auch internalisierende Problemverhaltensweisen. In der Entwicklungspsychologie „wird von internalisierenden und externalisierenden Problemverarbeitungen gesprochen. Hinter diesen beiden globalen Kategorien verbergen sich vielfältige Störungen, die [...] alle entweder die Tendenz der ‚Selbstbeschädigung‘ oder der ‚Fremdbeschädigung‘ haben“ (Fend 2001, S. 420). Internalisierende Verhaltensweisen richten sich nach innen, d.h. gegen das Wohlergehen und die Gesundheit einer Person. Hierzu wird z.B. der Drogenkonsum gezählt. Externalisierende Verhaltensweisen richten sich gegen andere und sind mit einer Schädigung dieser verbunden (z.B. Gewaltverhalten). Zusätzlich zu diesen Verhaltensweisen werden verschiedene Einstellungen in die Betrachtung einbezogen, die auch als Einflussfaktoren von Verhaltensweisen betrachtet werden können.

Aus dem Bereich der externalisierenden Problemverhaltensweisen werden diese Merkmale berücksichtigt:

- Gewaltverhalten in den letzten 12 Monaten: Erfragt wurde, ob die Jugendlichen eine Raubtat und/oder eine einfache Körperverletzung und/oder eine schwere Körperverletzung in den letzten 12 Monaten begangen haben.
- Ladendiebstahl in den letzten 12 Monaten: Um diesen zu erheben, sollten die Jugendlichen folgende Frage beantworten: „Haben Sie etwas aus einem Laden oder Supermarkt gestohlen?“
- Sachbeschädigung in den letzten 12 Monaten: Die Frage lautete hier: „Haben Sie in den letzten 12 Monaten absichtlich etwas beschädigt, wie zum Beispiel eine Bushaltestelle, ein Fenster, ein Auto oder einen Sitz in Bus oder Bahn?“
- Schulschwänzen (mehr als 5 Tage in letzten 12 Monaten): Jugendliche, die die Schule besuchen, wurden gefragt, wie häufig sie in den letzten 12 Monaten einen ganzen Tag die Schule geschwänzt haben, Jugendliche, die die Berufsschule besuchen, wurden gefragt, wie häufig sie die Berufsschule bzw. Ausbildung am Ausbildungsplatz geschwänzt haben. Da das sporadische Schwänzen im Jugendalter recht verbreitet ist, soll an dieser Stelle nur das intensive Schwänzen betrachtet werden (mehr als fünf Tage).

Aus dem Bereich des internalisierenden Problemverhaltens wurden ebenfalls vier Verhaltensweisen berücksichtigt:

- Rauschtrinken in den letzten 30 Tagen: Rauschtrinken umfasst, dass zu einer Trinkgelegenheit fünf oder mehr alkoholische Getränke zu sich genommen werden. Die Jugendlichen wurden gefragt, ob sie ein entsprechendes Verhalten in den zurückliegenden 30 Tagen praktiziert haben.
- Cannabiskonsum in den letzten 30 Tagen: Hier war zu beantworten, ob man „in den vergangenen 30 Tagen Cannabis, Haschisch oder Marihuana geraucht“ hat.
- Konsum harter Drogen in den letzten 30 Tagen: Gefragt wurde danach, ob man „in den vergangenen 30 Tagen Drogen wie Ecstasy, LSD, Speed, Amphetamine, Kokain oder Heroin genommen“ hat.
- Geringe Lebenszufriedenheit: Ein Indikator, der zwar keine Verhaltensweise umfasst, zugleich aber ein gutes Abbild der inneren Befindlichkeit darstellt, ist die Lebenszufriedenheit. Um diese zu erheben, sollten die Jugendlichen auf einer Skala von „1 – überhaupt nicht zufrieden“ bis „10 – sehr zufrieden“ angeben, wie zufrieden sie mit „ihrem Leben insgesamt“ sind. Die nachfolgenden Auswertungen konzentrieren sich dabei auf jene Jugendlichen, die eine geringe Lebenszufriedenheit aufweisen. Diese Gruppe wird durch Jugendliche gebildet, die eine Lebenszufriedenheit von 1 bis 5 angegeben haben.

Zusätzlich zu den Verhaltensweisen werden verschiedene Einstellungen betrachtet. In der Befragung wurden zahlreiche Einstellungen erfragt, hauptsächlich, um Formen des politischen Extremismus untersuchen zu können. Im Folgenden wird sich auf folgende Skalen konzentriert²:

- Politische Deprivation: Die Skala besteht aus den zwei Items „Leute wie ich haben sowieso keinen Einfluss darauf, was die Regierung tut.“ und „Ich halte es für sinnlos, mich politisch zu engagieren.“ Aus den Antworten zu beiden Items wurde der Mittelwert gebildet; Befragte mit einem Mittelwert über 3.5 wurden als zustimmend eingestuft.
- Gewalt legitimierende Männlichkeitsnormen: Diese Skala besteht aus vier Items (z.B. „Wenn eine Frau ihren Mann betrügt, darf der Mann sie schlagen“). Aus den Antworten wurde wiederum der Mittelwert gebildet und es wurden jene Befragten mit einem Mittelwert über 3.5 zur Gruppe „Zustimmung“ zusammengefasst.
- Befürwortung des gewalttätigen Extremismus: Hier kam die Skala von Ribeaud et al. (2017) zum Einsatz, die vier Items enthält (z.B. „Es ist manchmal nötig, Gewalt anzuwenden, um gegen Dinge zu kämpfen, die sehr ungerecht sind.“).

² Alle Items der Einstellungsskalen konnten von „1 – stimmt gar nicht“ bis „6 – stimmt völlig“ zugestimmt werden.

³ Diese wurde mit zwei Aussagen erfasst: „Ich habe mitbekommen, wie ein Elternteil den anderen heftig herumgestoßen oder geschüttelt hat.“ und „Meine Eltern haben sich geschlagen“. Die Ergebnisse zur Partnergewalt zeigen dabei, dass etwa jeder fünfte Jugendliche in der Vergangenheit beobachtet hat, dass sich die Eltern gegenseitig Gewalt angetan haben (21.4 %); dass dies oft oder sehr oft der Fall gewesen ist, gaben dabei 5.9 % der Befragten an.

- Homophobie: Zur Messung homophober Einstellungen wurde auf eine 3-Item-Skala zurückgegriffen (z.B. „Es ist ekelhaft, wenn sich Homosexuelle in der Öffentlichkeit küssen.“).

Da verschiedene Dimensionen elterlicher Erziehung gleichzeitig betrachtet werden, ist bzgl. der Untersuchung der Zusammenhänge zwischen diesen Merkmalen und den verschiedenen Folgen auf ein multivariates Analyseverfahren zurückzugreifen. Insofern alle erfassten Folgen binär kodiert sind (0 – liegt nicht vor, 1 – liegt vor), kann das Verfahren der binär-logistischen Regressionsanalyse zur Anwendung kommen. Berechnet wurden daher für jede Folge entsprechende Regressionsmodelle, in die alle Erziehungsvariablen eingingen. Aufgenommen wurde neben den Erziehungsvariablen auch das Erleben von Gewalt zwischen den Eltern (beobachtete Partnergewalt).³ Zusätzlich wurden Kontrollvariablen aufgenommen (Geschlecht, Form des Zusammenlebens, Bezug von Arbeitslosengeld bzw. Sozialhilfe, regionale Herkunft, Migrationshintergrund). Dieses Vorgehen erlaubt es, den eigenständigen Einfluss einer Erziehungsstildimension zu bestimmen (bereinigt um den Einfluss der anderen Erziehungsstile und der Kontrollvariablen). Tabelle 1 stellt die Ergebnisse der Analysen vor, wobei nur jene Zusammenhänge dargestellt sind, die sich bei $p < .05$ als signifikant erwiesen haben.

Das Lesen der Tabelle soll am ersten Beispiel des Gewaltverhaltens illustriert werden. Für dieses Verhalten ergeben sich signifikante Zusammenhänge mit dem Erleben elterlicher Gewalt, der elterlichen Kontrolle und der elterlichen Inkonsistenz. Ein Einfluss der elterlichen Zuwendung und der beobachteten Partnergewalt ist im multivariaten Modell nicht festzustellen. Das Erleben elterlicher Gewalt erhöht dabei das Risiko, selbst Gewalttaten auszuüben: Im Vergleich mit Befragten, die keine Gewalt erlebt haben (Referenzkategorie), weisen Befragte mit Züchtigungserfahrungen ein um das 1.336fach erhöhtes Risiko der Gewaltausübung auf, Befragte mit schweren Gewalterfahrungen sogar ein um das 2.342fach erhöhtes Risiko. Mit Bezug auf die elterliche Kontrolle und die elterliche Inkonsistenz lassen sich die Befunde weniger plastisch darstellen, da hier die kontinuierlichen Variablen in die Modelle eingingen. Ein Koeffizient unter 1.000 zeigt aber an, dass ein Merkmal das Risiko der Gewalttäterschaft senkt, ein Koeffizient über 1.000, dass ein Merkmal dieses Risiko erhöht. Die Befunde belegen damit, dass elterliche Kontrolle ein wichtiger Schutzfaktor ist: Je mehr Kontrolle Befragte erlebt haben, umso seltener gehören sie der Kategorie Gewalttäter an. Elterliche Inkonsistenz ist demgegenüber ein Risikofaktor: Je inkonsistenter ein Jugendlicher erzogen worden ist, umso häufiger gehört er der Kategorie Gewalttäter an.

An dieser Stelle sollen nicht alle Koeffizienten aus Tabelle 1 im Detail vorgestellt werden. Statt einer horizontalen Betrachtung der Ergebnisse (Betrachtung für die einzelnen Folgen) soll vielmehr eine vertikale Betrachtung (nach Erziehungsstildimension) erfolgen. Diese ergibt folgende Befunde:

1. Elterliche Gewalt ist ein Risikofaktor für alle betrachteten Folgen. Mit Ausnahme des Rauschtrinkens ist vor allem für das Erleben schwerer elterlicher Gewalt zu konstatieren, dass es negative Folgen nach sich zieht.

³ Diese wurde mit zwei Aussagen erfasst: „Ich habe mitbekommen, wie ein Elternteil den anderen heftig herumgestoßen oder geschüttelt hat.“ und „Meine Eltern haben sich geschlagen“. Die Ergebnisse zur Partnergewalt zeigen dabei, dass etwa jeder fünfte Jugendliche in der Vergangenheit beobachtet hat, dass sich die Eltern gegenseitig Gewalt angetan haben (21.4 %); dass dies oft oder sehr oft der Fall gewesen ist, gaben dabei 5.9 % der Befragten an.

Für sieben Folgen zeigt sich zugleich, dass auch bereits das Erleben von Züchtigungen bedeutsam ist. Vor allem für externalisierendes Problemverhalten erweist sich die Ausübung von Züchtigungen als bedeutsam. Insofern belegen die Auswertungen, dass elterliche Gewalt die weitere Entwicklung von Jugendlichen negativ beeinflusst und dass dies bereits für Züchtigungen gilt.

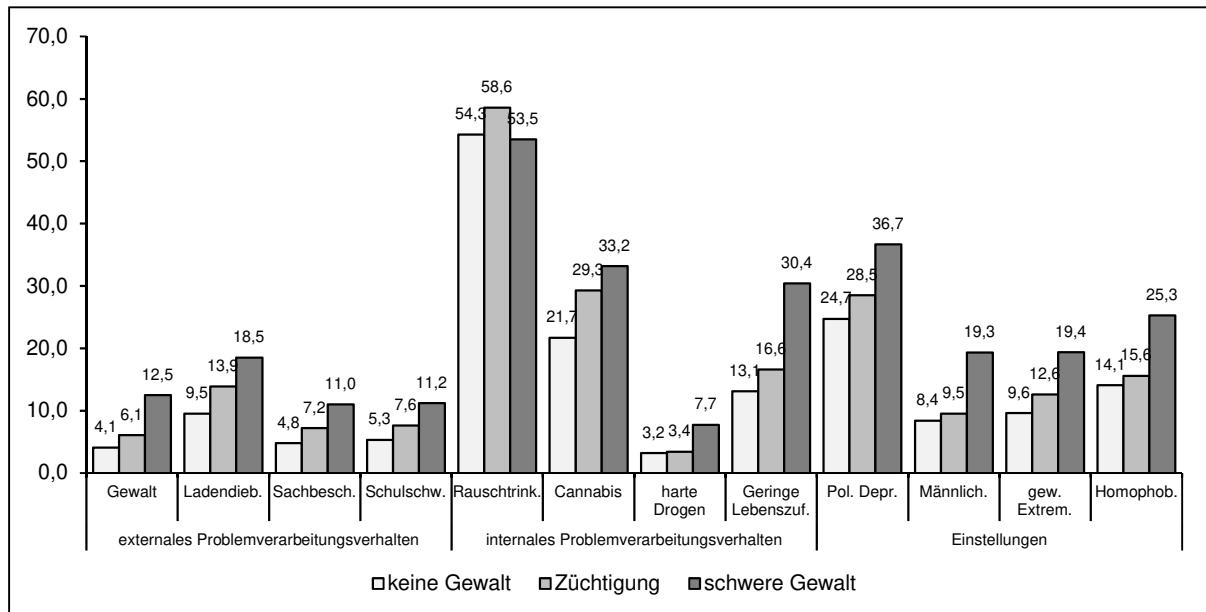
2. Elterliche Kontrolle ist ein wichtiger Schutzfaktor: Mit Ausnahme der Homophobie zeigt sich für alle betrachteten Folgen, dass sie umso seltener auftreten, je höher die elterliche Kontrolle ausgeprägt ist (signifikante Koeffizienten unter 1.000). Elterliche Kontrolle ist damit ein unabhängig von anderen Erziehungsstildimensionen wirkender Schutzfaktor.
3. Elterliche Inkonsistenz ist ein relevanter Risikofaktor: Mit Ausnahme von drei Folgen (Schulschwänzen, Konsum harter Drogen, Homophobie) zeigt sich, dass eine höhere elterliche Inkonsistenz mit häufigeren Auffälligkeiten einher geht (Koeffizienten über 1.000). Zwar fallen die Koeffizienten z.T. eher gering aus; für die Sachbeschädigung und die Lebenszufriedenheit sind aber recht starke Zusammenhänge festzustellen.
4. Die beobachtete Partnergewalt ist weitestgehend kein eigenständiger Einflussfaktor negativer Entwicklungen: Für die Mehrheit der betrachteten Folgen gilt, dass die beobachtete Partnergewalt keinen signifikanten Zusammenhang aufweist. Dies bedeutet zugleich nicht, dass dieses Merkmal vollkommen irrelevant wäre. Erstens gilt, dass es enge Zusammenhänge mit der Ausübung von Gewalt gegen Kinder gibt. Möglicherweise stellt die Partnergewalt damit einen Einflussfaktor der Gewalt gegen Kinder dar, derart, dass sich Gewalt zunächst nur gegen die Partnerin oder den Partner richtet, später dann auch gegen die Kinder. Zweitens gibt es bei immerhin fünf Folgen signifikante Zusammenhänge der seltenen oder häufigen Partnergewalt.
5. Die elterliche Zuwendung ist kein eigenständig wirkender Schutzfaktor; hohe Zuwendung allein kann sogar kontraproduktiv sein: Für die meisten betrachteten Folgen belegt Tabelle 1, dass die elterliche Zuwendung keinen signifikanten Zusammenhang aufweist – unter Berücksichtigung aller anderen Erziehungsdimensionen. Einzig für die Lebenszufriedenheit ist die Zuwendung bedeutsam: Je höher die Zuwendung ausfällt, umso seltener gehört ein Befragter zur Gruppe „geringe Lebenszufriedenheit“. Bei vier Folgen zeigt sich darüber hinaus ein unerwarteter Effekt: Hohe Zuwendung geht hier mit dem Vorliegen von Auffälligkeiten einher, wobei die eher geringen Zusammenhänge zu beachten sind. Wie lässt sich dieser Effekt erklären? Denkbar ist ein Effekt einer sog. überbehütung. Wenn die Zuwendung sehr stark ausfällt, kann dies möglicherweise zur Folge haben, dass nicht gelernt wird, Risiken und Gefahren richtig einzuschätzen und dass dann entsprechende Verhaltensweisen tendenziell häufiger ausgeführt werden. Denkbar ist auch, dass einer zu starken Zuwendung mit einer Art Trotzreaktion begegnet wird und gerade solche Verhaltensweisen ausgeführt werden, die die Eltern eigentlich unbedingt unterbinden möchten.

Tabelle 1: Erziehungsstile als Einflussfaktoren externaler und internaler Problemverhaltensweisen sowie verschiedener Einstellungen (abgebildet: bei $p < .05$ signifikante Exp(B) binär-logistischer Regressionsanalysen unter Kontrolle von Geschlecht, Zusammenleben, Bezug Arbeitslosengeld/Sozialhilfe, Stadt/Land und Migrationshintergrund; $N_{\text{Min}} = 7055$)

		elterliche Gewalt (Referenz: keine Gewalt)		elterliche Zuwendung	elterliche Kontrolle	elterliche Inkonsistenz	Beobachtete Partnergewalt (Referenz: keine Gewalt)	
		Züchtigung	schwer				selten/ manchmal	oft/ sehr oft
<i>externales Problemverhaltensverhalten</i>	<i>Gewaltverhalten (letzte 12 Mon.)</i>	1.336	2.342	-	0.663	1.206	-	-
	<i>Ladendiebstahl (letzte 12 Mon.)</i>	1.429	1.796	1.214	0.669	1.138	-	-
	<i>Sachbeschädigung (letzte 12 Mon.)</i>	1.328	1.722	1.212	0.610	1.337	-	1.548
	<i>Schulschwänzen: > 5 Tage (letzte 12 Mon.)</i>	1.353	1.592	-	0.741	-	-	1.652
<i>internales Problemverhaltensverhalten</i>	<i>Rauschtrinken (letzte 30 Tage)</i>	1.169	-	1.099	0.752	1.091	-	-
	<i>Cannabiskonsum (letzte 30 Tage)</i>	1.399	1.421	-	0.647	1.089	-	-
	<i>Konsum harter Drogen (letzte 30 Tage)</i>	-	1.730	-	0.634	-	1.479	-
	<i>Geringe Lebenszufriedenheit</i>	-	1.373	0.617	0.845	1.386	1.199	-
<i>Einstellungen</i>	<i>Politische Deprivation</i>	-	1.252	-	0.910	1.122	-	-
	<i>Gewalt legitimierende Männlichkeitsnormen</i>	-	1.993	-	0.832	1.121	-	1.405
	<i>Befürwortung gewalttätigen Extremismus</i>	1.226	1.688	1.131	0.790	1.180	-	-
	<i>Homophobie</i>	-	1.745	-	-	-	-	-

Da sich für die elterliche Gewalt durchweg signifikante Zusammenhänge mit den Verhaltensweisen und Einstellungen ergeben, sind in Abbildung 3 die Zusammenhänge noch einmal grafisch veranschaulicht. Mit Ausnahme des Rauschtrinkens ergibt sich dabei durchweg dasselbe Bild: Befragte mit Züchtigungserfahrungen führen ein Verhalten häufiger aus (bzw. stimmen den Einstellungen häufiger zu) als Befragte ohne Gewalterfahrungen; für Befragte mit schweren elterlichen Gewalterfahrungen liegen die Raten dann noch einmal deutlich höher. An dieser Stelle ist dabei erneut darauf hinzuweisen, dass sich bereits für das Erleben von Züchtigungen zeigt, dass sie einen Risikofaktor markiert. Erkennbar ist dies vor allem beim externalisierenden Verhalten, wo die Raten der Gruppe „Züchtigung“ immer mindestens um das 1,4fache höher liegen als die Raten der Gruppe „keine Gewalt“. Besonders enge Zusammenhänge zwischen der elterlichen Gewalt und den Folgen ergeben sich für die eigene Gewaltausübung, die Sachbeschädigung, den Konsum harter Drogen, die Lebenszufriedenheit und die Männlichkeitsnormen: Die Raten der Gruppe „schwere Gewalt“ liegen hier um mindestens das 2,3fache höher als die Raten der Gruppe „keine Gewalt“.

Abbildung 3: Externale und interne Problemverhaltensweisen sowie verschiedene Einstellungen nach Erleben elterlicher Gewalt (in %)



4. Zusammenfassung

Anliegen des Beitrags war es, empirische Befunde zur Verbreitung und den Folgen elterlicher Gewalt in der Schweiz zu präsentieren. Untersucht wurden verschiedene elterliche Erziehungsstile. Die Jugendlichen sollten dabei die Erziehung in Bezug auf die Vergangenheit einschätzen. Dies bedeutet, dass die Verbreitung spezifischer Erziehungsformen in der Vergangenheit, nicht in der Gegenwart untersucht wurde. Zur elterlichen Gewalt hat sich dabei gezeigt, dass fast zwei Drittel aller Jugendlichen irgendeine Form der elterlichen Gewalt erlebt haben. Elterliche Gewalt stellt also eine Erfahrung dar, die die Mehrheit der Jugendlichen machen musste, im Übrigen unabhängig davon, welcher sozialen Schicht sie angehören oder ob sie einen Migrationshintergrund aufweisen oder nicht. Der Anteil gewaltfrei erzogener Jugendlicher liegt bspw. bei einheimischen Schweizer Jugendlichen nur bei 42.9 %, bei Jugendlichen aus afrikanischen Ländern nur bei 23.1 %. Elterliche Gewalt ist Teil der Erziehungskultur der Schweiz, was sich vor allem auch im Vergleich mit Deutschland zeigt: Der Anteil an Jugendlichen mit Gewalterfahrungen liegt in Deutschland um ein Drittel niedriger, was möglicherweise ein Resultat der Einführung des elterlichen Züchtigungsverbots im Jahr 2000 ist.

Relevante Gruppenunterschiede im Erleben elterlicher Gewalt finden sich für zwei Bereiche: Erstens kann festgestellt werden, dass eine ökonomisch problematische Lage mit negativeren Erziehungserfahrungen einhergeht. Jugendliche, die selbst bzw. deren Eltern Arbeitslosengeld oder Sozialhilfe beziehen, berichten bspw. doppelt so häufig davon, schwere elterliche Gewalt erlebt zu haben, als Jugendliche für die das nicht der Fall ist. Eine Erklärung könnte sein, dass die ökonomischen Probleme in diesen Familien häufiger zu Konflikten und Auseinandersetzungen führen, die auch gewalttätig ausgetragen werden. Möglich ist aber ebenso, dass Hintergrundfaktoren sowohl für die Arbeitslosigkeit als auch die Gewaltanwendung verantwortlich sind.

Ein zweiter wichtiger Gruppenunterschied ergibt sich bei Betrachtung verschiedener Herkunftsgruppen. In der Befragung berichten 10.9 % der Jugendlichen ohne Migrationshintergrund vom Erleben schwerer elterlicher Gewalt; bei den Jugendlichen mit Migrationshintergrund ist dieser Anteil mit 32.1 % dreimal so hoch. Es kann damit gefolgert werden, dass in Migrantenfamilien in der Schweiz häufiger eine Akzeptanz für schwere Gewaltformen als Erziehungsmittel existiert als in einheimischen Schweizer Familien. Allerdings ist gleichzeitig Folgendes zu beachten: Einerseits findet sich in einheimischen Schweizer Familien ein hoher Anteil an Befragten, die Züchtigungen in der Erziehung erleben. Elterliche Gewaltanwendung ist damit nicht allein ein Thema bzw. Problem in Migrantenfamilien. Andererseits unterscheiden sich die verschiedenen Migrantengruppen hinsichtlich der Anwendung körperlicher Gewalt in der Erziehung: Der niedrigste Anteil an Befragten mit schweren elterlichen Gewalterfahrungen ist für österreichische und deutsche Befragte sowie Befragte ohne Migrationshintergrund festzustellen (Anteil unter 11 %). Die höchsten Raten schwerer Gewalt sind bei Jugendlichen aus Sri Lanka, aus afrikanischen Ländern, aus Brasilien und aus arabischen/nordafrikanischen Ländern zu beobachten (Anteil über 45 %). Die genauen Hintergründe der höheren Gewaltbelastung in einigen Migrantengruppen können mit der Befragung nicht ermittelt werden. Sicherlich spielen kulturelle Erziehungsstraditionen eine Rolle, so z.B. die patriarchale Prägung. Die Daten geben in jedem Fall einen Hinweis darauf, dass verstärkt verschiedene Migrantengruppen mit Massnahmen erreicht werden müssen, die der Prävention elterlicher Gewalt dienen.

Untersucht wurden schliesslich verschiedene Folgen elterlicher Erziehung. Die Befunde zeigen, dass das Erleben elterlicher Gewalt, das Erleben geringer elterlicher Kontrolle und das Erleben hoher elterlicher Inkonsistenz für nahezu alle Folgenbereiche bedeutsam sind. Die elterliche Erziehung ist damit als wichtiger Einflussfaktor von Auffälligkeiten im Jugendalter einzustufen, auch wenn in der vorliegenden Studie Korrelationen, keine Kausalitäten geprüft wurden. Die Betrachtung möglicher Folgen elterlicher Gewalt hat zusätzlich folgenden wichtigen Befunde ergeben: Es gilt, dass auch bereits das Erleben von Züchtigungen negative Folgen nach sich zieht. Für die Ansicht, eine Ohrfeige würde nicht schaden, ergibt sich für keine der betrachteten Folgen empirische Evidenz. Im Gegenteil: Jugendliche, die Züchtigungen erlebt haben, weisen bei allen Folgen schlechtere Werte auf als Jugendliche, die keine Gewalt erlebt haben. Das Erleben schwerer Gewalt hat dann noch einen zusätzlichen negativen Effekt.

Die Befragungsergebnisse belegen alles in allem, dass Gewalt in der Erziehung in der Schweiz von der Mehrheit der Jugendlichen erlebt wurde, dass dies unabhängig vom sozialen Status oder der Herkunft gilt (auch wenn vor allem schwere Gewalt in einigen Migrantengruppen besonders häufig zur Anwendung kommt) und dass das Erleben von Gewalt aber ebenso anderer negativer Erziehungserfahrungen in umfassender Weise Denken und Handeln von Jugendlichen negativ beeinflusst – irgendwelche Hinweise auf positive Wirkungen elterliche Gewalt lassen sich in keiner Analyse finden. Die Ergebnisse verweisen damit auf einen Bedarf an Massnahmen, die der Prävention elterlicher Gewaltanwendung dienen. Ein gesetzlicher Rahmen, der jegliche körperliche Gewalt von Eltern gegen Kinder und Jugendliche verbietet, wäre als Basis für Präventionsmassnahmen eine wichtige Voraussetzung.

Literatur

- Baier, D., Manzoni, P., Haymoz, S., Isenhardt, A., Kamenowski, M., Jacot, C. (2018). Elterliche Erziehung unter besonderer Berücksichtigung elterlicher Gewaltanwendung in der Schweiz. Ergebnisse einer Jugendbefragung. ZHAW: Forschungsbericht.
- Baier, D., Pfeiffer, C. (2015). Gewalterfahrungen und Gewaltverhalten. In: Melzer, W., Hermann, D., Sandfuchs, U., Schäfer, M., Schubarth, W., Daschner, P. (Hrsg.), Handbuch Aggression, Gewalt und Kriminalität bei Kindern und Jugendlichen. Bad Heilbrunn: Verlag Julius Klinkhardt, S. 238-243.
- Baier, D., Pfeiffer, C., Simonson, J., Rabold, S. (2009). Jugendliche in Deutschland als Opfer und Täter von Gewalt. Erster Forschungsbericht zum gemeinsamen Forschungsprojekt des Bundesministeriums des Innern und des KFN. KFN: Forschungsberichte Nr. 107.
- Baier, D., Pfeiffer, C., Thoben, D.F. (2013). Elterliche Erziehung in Deutschland: Entwicklungstrends und Auswirkungen auf Einstellungen und Verhaltensweisen. Zeitschrift für Jugendkriminalrecht und Jugendhilfe, 24, 128-137.
- Bergmann, M. C., Baier, D., Rehbein, F., Mößle, T. (2017). Jugendliche in Niedersachsen. Ergebnisse des Niedersachsensurveys 2013 und 2015. KFN: Forschungsbericht Nr. 131.
- Bussmann, K.-D. (2005). Report über die Auswirkungen des Gesetzes zur Ächtung der Gewalt in der Erziehung. Vergleich der Studien von 2001/2002 und 2005 – Eltern-, Jugend- und Expertenbefragung. Bundesministerium der Justiz.
- Fend, H. (2001). Entwicklungspsychologie des Jugendalters. Opladen: Leske und Budrich.
- Gershoff, E.T. (2002). Corporal Punishment by Parents and Associated Child Behaviors and Experiences: A Meta-Analytic and Theoretical Review. Psychological Review 128, 539-579.
- Hauri, A., Meier, K. (2013). Mangelnder Schutz vor Körperstrafen. Die Rechtssituation in der Schweiz ist bezüglich gewaltfreier Erziehung ungenügend. Sozial Aktuell, 25-27.
- Kinderschutz Schweiz (2013). Erziehung ohne Gewaltanwendung rechtlich verankern! Positionspapier. Abruf: <https://www.kinderschutz.ch/de/fachpublikation-detail/erziehung-ohne-gewaltanwendung-rechtlich-verankern.html> (24.6.2018).
- Pfeiffer, C., Baier, D. (2013). Christliche Religiosität und elterliche Gewalt. Ein Vergleich der familialen Sozialisation von Katholiken, Protestanten und Angehörigen der evangelischen Freikirchen. In: Boers et al. (Hrsg.), Kriminologie – Kriminalpolitik – Strafrecht. Festschrift für Hans-Jürgen Kerner zum 70. Geburtstag. Tübingen: Mohr Siebeck, S. 171-189.
- Ribeaud, D. (2015). Entwicklung von Gewalterfahrungen Jugendlicher im Kanton Zürich 1999-2014. Forschungsbericht. Zürich: Professur für Soziologie, ETH Zürich.
- Ribeaud, D., Eisner, M., Nivette, A. (2017). Können gewaltbereite extremistische Einstellungen vorausgesagt werden? Forschungsmemo. Universität Zürich.
- Schöbi, D., Perrez, M. (2004). Bestrafungsverhalten von Erziehungsberechtigten in der Schweiz. Eine vergleichende Analyse des Bestrafungsverhaltens von Erziehungsberechtigten 1990 und 2004, Universität Fribourg.

Körperstrafen sind beschämend und demütigend

Barbara Heuberger

Journalistin, „keine Gewalt gegen Kinder“

Ein Blick in die Geschichtsbücher zeigt, dass Körperstrafen oder Prügel an Kindern früher noch viel gravierendere Formen hatten als heute. Nach einem kleinen historischen Rückblick kommen wir in die Gegenwart und beleuchten die aktuellen Diskussionen in der Schweiz: Eine Petition will die Zivilgesellschaft für eine im ZGB gesetzlich verankerte gewaltfreie Erziehung gewinnen.

Ein Blick in die Geschichte¹

Prügel- oder Körperstrafen gehören da und dort immer noch zur Erziehung von Kindern. Viele von uns mögen sich an eigene entsprechende Erfahrung erinnern. Sicher: Heutige Eltern können ihre Kinder nicht mehr gleich oft und insbesondere mit der gleichen Härte schlagen wie in den Jahrhunderten² zuvor – sie würden auffallen.

Es gab Zeiten, in denen zumindest das körperliche Bestrafen der Kinder extremere Ausmasse hatte als heute. Wer in den Geschichtsbüchern blättert, findet Angaben über den gesellschaftlichen Stellenwert von Kindern und den Umgang mit ihnen bei den Griechen vor 3000 Jahren, Hinweise auf Erziehungspraktiken bei den alten Römern sowie Quellen aus allen folgenden Jahrhunderten. Dazu muss man sagen, dass es sich bei diesen Informationen um Soll-Vorstellungen handelt und weniger um die Schilderung der realen Lebensumstände der Kinder.

Viele Dokumente zeugen von einem aus heutiger Sicht äusserst rabiaten Umgang mit Kindern, auch mit jenen aus vornehmen Häusern. Lloyd de Mause fasst die Geschichte der Kindheit wie folgt zusammen: «Die Geschichte der Kindheit ist ein Alptraum, aus dem wir gerade erst erwachen. Je weiter wir in der Geschichte zurückgehen, desto unzureichender wird die Pflege der Kinder, die Fürsorge für sie, und desto grösser die Wahrscheinlichkeit, dass Kinder getötet, ausgesetzt, geschlagen, gequält und sexuell missbraucht wurden.» Dies schrieb der US-amerikanische Sozialwissenschaftler im Jahr 1974 in seinem Buch zur Geschichte der Kindheit³.

Die Tötung von Neugeborenen und Kindern

Bei der Kindstötung stand oft das Ziel im Vordergrund, die Göttinnen und Götter wohlgefällig zu stimmen, oder dem Kind den Teufel und Dämonen auszutreiben. Oft ging es auch um «Familienplanung». Während die religiöse Bedeutung des Kinderopfers allmählich verblasste, traten Überlegungen zum Nutzen eines Kindes für die Eltern und den Staat in den Fokus⁴.

¹ Ziegler, F. (2014, 1). «En Chlapf zur rächte Zyt...», Netz – Fachzeitschrift Pflegekinder + Kinderschutz, Pflegekinder-Aktion Schweiz, Zürich.

² Plessen, M.-L. & von Zahn, P. (1979). Zwei Jahrtausende Kindheit. Verlagsgesellschaft Schulfernsehen, Köln.

³ deMause, L. (Hrsg.) (1994). Evolution der Kindheit. In: Hört ihr die Kinder weinen. Eine psychogenetische Geschichte der Kindheit. Suhrkamp, Frankfurt am Main, 8. Auflage.

⁴ Radbill, S. X. (1978). Misshandlung und Kindstötung in der Geschichte. In: Helfer, R. E. & Kempe, H. C. (Hrsg.): Das geschlagene Kind. Suhrkamp, Frankfurt am Main, S. 37–65.

Bekannt ist, dass bei den Römern der Entscheid, ob ein Kind am Leben bleibt oder nicht, ganz in den Händen des Vaters lag. Mit der väterlichen Gewalt war der Römer unumschränkt Herr über Leben und Tod eines Nachkommens. Kinder konnten im wahrsten Sinne des Wortes weggeworfen werden. Der Fantasie waren keine Grenzen gesetzt: Sie wurden mit eigenen Händen erdrosselt, in Brückenpfeiler eingemauert, ausgesetzt und wilden Tieren überlassen oder in eine Schlucht geworfen. Knaben als potenzielle Krieger wurden bevorzugt. In Familien, die bereits eine Tochter hatten, war es höchst zweifelhaft, ob ein weiteres Mädchen aufgezogen wurde. Ähnlich scheint es Kindern mit Behinderungen ergangen zu sein. Später wurden Neugeborene aus materieller Not getötet, aber im Fall von unverheirateten Frauen, Witwen und minderjährigen Mädchen auch aus Angst vor der Schande.

Die ersten Jahrhunderte unserer Zeitrechnung standen im Zeichen einer Verbesserung der Rechtsstellung der Kinder; zumindest durften sie nun per Gesetz nicht mehr willkürlich getötet und grausam behandelt werden. Dass danach viele Eltern ihre unerwünschten Kinder nicht mehr eigenhändig umbrachten und stattdessen tödliche Unfälle inszenierten, ist bekannt: Kinder wurden nicht selten als Strafe bezeichnet, als Strafe für die Fleischeslust, die den Menschen an der Hingabe zu Gott hindere. Shahar⁵ (1993, S.12) zitiert Eustache Deschamps (Dichter des Spätmittelalters, ca.1340–1405): «Glücklich, wer keine Kinder hat, denn kleine Kinder sind nur Geschrei und Gestank, Mühe und Sorge; sie müssen gekleidet, beschuht, gefüttert werden; immer sind sie in Gefahr, zu fallen oder sich zu verletzen. Sie werden krank und sterben oder werden gross und schlecht.».

Gewalt in der Erziehung?

Die Erziehung der Kinder, deren Überleben nicht infrage gestellt wurde, war damals – genauso wie heute – von einer Vielzahl unterschiedlichster Haltungen geprägt. Es gab Debatten darüber, ob die Erziehung von den Eltern wahrgenommen oder den Ammen und Mägden überlassen werden sollte, ob Kinder eng in Stoff eingewickelt werden sollten oder nicht, ob sie gestillt werden sollten oder nicht. Von pädagogischen Diskussionen über Körperstrafen, körperliche Züchtigungen oder physische Gewalt sind jedoch kaum Spuren zu finden. Mit Ausnahme weniger (dokumentierter) Exponenten scheint bezüglich der Gewaltanwendung in der Erziehung von Kindern grosse Übereinstimmung geherrscht zu haben. Die Mehrheit der Eltern, Lehrer, Philosophen und Kirchenleute glaubten, dass es gegen die Torheit und für die Rechtschaffenheit der Kinder kein besseres «Heilmittel» als Rute und Stock gäbe. «Wer sein Kind liebt, züchtigt es», wurde schon im Alten Testament propagiert.

Geschichtsquellen aus allen Jahrhunderten belegen auf eindrückliche Art und Weise, dass Körperstrafen zum Alltag der Kinder gehörten. Schläge wurden zum Teil exzessiv verabreicht, oft aus Gründen, die den Kindern verborgen blieben. Dabei muss man betonen, dass Körperstrafen nicht nur an Kindern praktiziert wurden und werden, sondern auch an Erwachsenen. Richard Wrede⁶ hat in seiner kulturgeschichtlichen Studie «Die Körperstrafen. Von der Urzeit bis zum 20. Jahrhundert» umfangreiches Material zusammengetragen, das der Menschheit kein gutes Zeugnis ausstellt.

⁵ Shahar, S. (1993). Kindheit im Mittelalter. Rowohlt, Reinbek bei Hamburg.

⁶ Wrede, R. (2004). Die Körperstrafen. Von der Urzeit bis zum 20. Jahrhundert. Marix Verlag, Wiesbaden. Nachdruck der Erstauflage von 1908.

In den Schulen der Römer wurde nach griechischem Vorbild Lesen, Rechnen und Schreiben gelernt. Die probate Unterrichtsmethode war das Prügeln, weil davon ausgegangen wurde, dass nur wenige Kinder fähig seien, das Wissen aufzunehmen. Deshalb musste es ihnen buchstäblich eingebläut werden. Die Zeitzeugnisse aus dem Mittelalter sind umfangreicher und vielfältiger. Sie belegen, dass Körperstrafen überall praktiziert wurden, in der Familie, in der Schule, in der Öffentlichkeit. Erasmus von Rotterdam soll erzählt haben, dass im Kollegium Montagè die Studenten mit der Peitsche bis aufs Blut geschlagen wurden, und zwar mit einer solchen «Hundestrenge», wie er es ausdrückte, dass er darüber am liebsten schwieg.

Die körperliche Züchtigung erfuhr zur Zeit der Industriellen Revolution, also ab der zweiten Hälfte des 18. Jahrhunderts, eine neue Dimension: Kinder waren die billigsten Arbeitskräfte, sie arbeiteten bis zu 16 Stunden am Tag an Maschinen, und wenn sie den Anforderungen nicht genügten, wurden sie von den Arbeitgebern gezüchtigt.

Körperstrafen gehörten schliesslich bis weit ins 20. Jahrhundert auch in Institutionen zur Tagesordnung, die speziell für Kinder eingerichtet wurden. Carl Albert Loosli⁷ und Arthur Honegger⁸ zum Beispiel haben in ihren Büchern und Theaterstücken eindrücklich und erschütternd darüber geschrieben. Natürlich war es in den 1960er und 1970er Jahren nicht mehr so zeitgemäss, Körperstrafen in Kinder- und Jugendheimen als taugliches pädagogisches Mittel zu befürworten. 1969 gab die Heimkampagne⁹ Anstösse zu einem neuen Bewusstsein, ihr folgten Reformen in der Heimlandschaft. Die politische Kampagne thematisierte die repressiven Strukturen der Heime insgesamt, unter denen die Körperstrafen ein wesentlicher Teil waren. Die Stiftung «Gott hilft» zum Beispiel, eine christliche Institution mit vielen Heimen im Kanton Graubünden, verbot erst 1972 die Körperstrafe als Erziehungsmittel. Wie lange es gedauert hat, bis die Weisung der Trägerschaft an der «Front» umgesetzt wurde, ist unklar. Sergio Devecchi¹⁰ hat mir erzählt, dass körperliche Misshandlungen in Kinderheimen bis weit in die 1980er Jahre an der Tagesordnung waren.

Und heute?

Heute ist in allen Institutionen klar, dass nicht mehr geschlagen werden darf. Körperstrafen sind nur noch im privaten Bereich anzutreffen, wo sie von nicht wenigen Eltern nach wie vor als Erziehungsmethode befürwortet werden. Wenn es um Erziehung geht, haben viele Menschen eine höhere Gewalttoleranz. Das darf nicht sein: Eine Ohrfeige gegen ein Kind muss genauso als Gewalthandlung wie bei einer erwachsenen Person gelten. Im Unterschied zum Kind hat das geohrfeigte Opfer unter Erwachsenen die Möglichkeit, eine Strafanzeige einzureichen.

Körperstrafen haben Folgen

Leider werden die Folgen von Körperstrafen nach wie vor verharmlost. Die Forschung kommt aber zu anderen Einsichten als Herr und Frau Muster, die meinen, es sei durchaus hilfreich, ein ungezogenes Kind mit einem Klaps in die Schranken zu weisen. Denn ein Klaps oder Schläge verfehlen die erhoffte Wirkung; sie führen nicht

⁷ Loosli, C. A. (2006). Anstaltsleben. Werke Band 1: Verdingkinder und Jugendrecht. Rotpunktverlag, Zürich.

⁸ Honegger, A. (1974). Die Fertigmacher. Benziger, Zürich.

⁹ Towski, M. (2017). Die Heimkampagne von 1969 – Die Voraussetzung für die Heimreform.

¹⁰ Devecchi, S. (2017). Heimweg. Stämpfli, Bern

dazu, dass sich das geschlagene Kind wunschgemäss verhält. Im Gegenteil. Kinder lernen infolge der erfahrenen Gewalt vor allem, Gewalt zu akzeptieren und sie möglicherweise auch selber einzusetzen.

Der Diskurs heute in der Schweiz

Viele Eltern wissen, dass Körperstrafen nichts nützen oder gar schädlich sind, und trotzdem schaffen sie es oft nicht, auf Ohrfeigen und Klaps zu verzichten. Ein anderer – nicht unbeträchtlicher – Teil der Bevölkerung ist zudem nach wie vor überzeugt, dass Körperstrafen sinnvoll sind. Mir blieb die Aussage eines Nationalrates in Erinnerung, der letztes Jahr durch die Medien ging: «In der Schweiz werden Kinder sehr gut behandelt, aber eine Ohrfeige kann im Ausnahmefall erzieherisch mehr nützen als fünf Psychologen.» Dieser Satz und viele ähnliche haben mich zu Überlegungen bewogen, wie man die Menschen in der Schweiz und nicht zuletzt das Bundesparlament und den Bundesrat für ein Verbot von Körperstrafen und psychischer Gewalt an Kindern respektive für die gewaltfreie Erziehung gewinnen könnte. Die politische Ebene scheint derzeit blockiert; im Mai 2017 hat der Bundesrat einmal mehr einen Vorstoss abgelehnt, in dem Nationalrätin Chantal Galladé forderte, ein Verbot von Körperstrafen im Schweizerischen Zivilgesetzbuch (ZGB) zu verankern. Der Bundesrat ist offenbar der Meinung, unsere Gesetze würden genügen, wie seine Antwort auf die Motion Galladé (15.3639) zeigt. Doch wir alle wissen es: Dem ist nicht so!

Der Verein «Gewaltfreie Erziehung»

Weil die politische Ebene in dieser Frage derzeit blockiert scheint, gründeten ein paar Privatpersonen die Gruppe «Keine Gewalt gegen Kinder» und später den Verein «Gewaltfreie Erziehung». Das Ziel: das Thema von einem anderen Ende her aufzurollen, nicht im Parlament, nicht im Bundesrat, sondern in der Zivilgesellschaft. Mit der Unterschriftensammlung für eine Petition wollen wir Menschen von der «Strasse» für die gewaltfreie Erziehung gewinnen. Zuerst suchten wir Leute, die das Anliegen kennen und verstehen; von denen gibt es sehr viele, zum Beispiel unsere Testimonial: Jean Zermatten (ehemaliger Präsident des UN-Kinderrechtsausschusses), Jacqueline Fehr (Regierungsrätin Zürich), Sergio Devecchi (Buchautor und ehemaliges Verdingkind), Myriam Caranzano (Direktorin der ASPI und Councilor von ISPCAN), Kathrin Hilber (alt Regierungsrätin St. Gallen und ehem. SODK-Präsidentin), aber auch eine grosse Zahl von Fachleuten und Organisationen, die für unsere Petition als Erstunterzeichner fungieren.

Jetzt leisten wir Informationsarbeit in der Zivilbevölkerung, um zu begründen, warum es einen Artikel für die gewaltfreie Erziehung im Zivilgesetzbuch braucht. Denn wir vermuten, dass viele Menschen die negativen Folgen von Schlägen gegen Kinder nicht kennen oder sich nicht anders zu helfen wissen, wenn sie mit ihren Kindern überfordert sind. Es gibt aber auch viele, die als Kind ebenfalls geschlagen wurden und wissen, wie das in ihnen nachwirkt.

Als wir unsere Petition im November 2017 starteten, stellten wir fest, dass zahlreiche Medien sie zwar sehr interessiert aufnahmen, doch oft auch die Gegner eines Körperstrafen-Verbotes ausführlich zu Wort kommen liessen. Das Thema ist hoch emotional und wird sofort ideologisiert: Hier «Ohrfeigen schaden», da «Ohrfeigen haben noch nie geschadet» (oft mit dem Zusatz: «Mir auch nicht, wie man sieht!«).

Unsere Gegner bestehen darauf – auch in unserer Kampagne auf Facebook –, dass ein Klaps ein probates Erziehungsmittel ist. Viele hinterlassen haarsträubende Kommentare. Manchmal wird mir davon ganz schwindelig, doch ich hoffe trotzdem, dass wir unser Ziel erreichen werden.

Es geht nicht darum, Eltern zu sagen, wann sie ihre Kinder ins Bett bringen müssen, wie es ein Nationalrat in einer Fernsehsendung zu unserer Petition suggerierte. Solche Aussagen vernebeln die Fakten, alle diese Fakten, die an dieser Tagung aufgezählt wurden. Es ist erwiesen, dass Ohrfeigen und Schläge demütigen und beschämen. Und aus Deutschland¹¹ wissen wir, dass der Artikel zur gewaltfreien Erziehung, der im Zivilgesetzbuch verankert wurde, zu einem Kulturwandel in der Gesellschaft führt(e): «Die Einführung eines Rechts auf gewaltfreie Erziehung fiel auf fruchtbaren Boden und hat Gewalt ablehnende Einstellungen gefördert», schreibt Kai-D. Bussmann in seiner Studie. Und: Der Gesetzesartikel bewirkte, das ist ganz wichtig, einen Rückgang der Gewalt an Kindern¹².

Es ist nicht zu verstehen, warum sich in der Schweiz ein Teil der Bevölkerung, die grosse Mehrheit des Bundesparlaments und auch der Bundesrat diesen eindeutigen und klaren Ergebnissen noch verschliessen. Jedenfalls müssen wir das mittels Information und Sensibilisierung ändern. Die Petition ist ein Instrument dafür. Es muss uns gelingen, die Menschen für unsere Petition zu gewinnen, indem wir von den Fakten reden. In anderen Ländern ist das auch gelungen.

Eines ist in diesem Zusammenhang wichtig: Eltern müssen wissen, dass wir sie nicht kriminalisieren wollen, indem wir einen Artikel zur gewaltfreien Erziehung im Zivilgesetzbuch – und nicht im Strafgesetzbuch – fordern. Hier ist Deutschland ein mögliches Vorbild: «Kinder haben ein Recht auf gewaltfreie Erziehung. Körperliche Bestrafungen, seelische Verletzungen und andere entwürdigende Massnahmen sind unzulässig», heisst es in Artikel 1631 des Bürgerlichen Gesetzbuches. Ein solcher oder ähnlicher Artikel im ZGB wird auch hierzulande einen Kulturwandel in der Kindererziehung zur Folge haben. Ein Verbot von Körperstrafen für Kinder entwickelt aber erst dann eine hohe Effizienz, wenn es von Sensibilisierungskampagnen, von Aufklärung und (Eltern-)Bildung begleitet wird. Deshalb wird unser aller Arbeit nicht zu Ende sein, wenn dann hoffentlich endlich ein Artikel für die gewaltfreie Erziehung von Kindern im ZGB steht.

¹¹ BGB 1631; (2) Kinder haben ein Recht auf gewaltfreie Erziehung. Körperliche Bestrafungen, seelische Verletzungen und andere entwürdigende Massnahmen sind unzulässig.

¹² Bussmann, Kai-D., (2015). Auswirkungen des Verbots von Gewalt in der familialen Erziehung in Deutschland.

Wirkungen eines Verbots der Körperstrafe und die Perspektive der Sozialen Arbeit

Stefan Schnurr

Fachhochschule Nordwestschweiz

Der nachfolgende Diskussionsbeitrag geht von folgenden Leitfragen aus:

- (1) Würde sich mit der Einführung eines expliziten gesetzlichen Verbots von Körperstrafen in der Schweiz *für die Soziale Arbeit* etwas ändern? Entstehen dadurch für die Praxis der Sozialen Arbeit neue Optionen, das Wohlergehen von Kindern und Familien besser zu schützen?
- (2) Ist ein Verbot von Körperstrafen aus der Sicht der Sozialen Arbeit zu befürworten?
- (3) Welche gesetzliche Neuregelung zum Thema Körperstrafen und Gewalt in der Erziehung wäre aus Sicht der Sozialen Arbeit notwendig und sinnvoll?

Zuvor Im wird jedoch der Begriff 'Körperstrafen' erläutert und wird ausgehend von Studienergebnissen zur Verbreitung von Körperstrafen in der Schweiz die Frage aufgeworfen, wie die Wohnbevölkerung der Schweiz zur Frage der Legitimität der körperlichen Züchtigung von Kindern durch ihre Eltern steht.

1. Körperstrafen: Verständnis, Wirkungen, Verbreitung

Körperstrafen werden im Folgenden verstanden als das absichtsvolle Zufügen von Schmerzen in Ausübung einer Erziehungsfunktion und in erzieherischer Absicht:¹ Ohrfeigen, Schläge mit der Hand oder mit Gegenständen und andere Handlungen, die eine erzieherische Antwort auf ein unerwünschtes Verhalten des Kindes sind oder sein wollen und die in der Absicht ausgeführt werden, dem Kind (Verhaltens-) Regeln, soziale Normen und Grenzen aufzuzeigen und aufzuzwingen. In Körperstrafen drückt sich ein pädagogisches Machtverhältnis aus. Wer Körperstrafen anwendet, fordert Gehorsam, sanktioniert Ungehorsam und wendet dazu Gewalt an. Ein Kind, das körperlich bestraft wird, erlebt gleichzeitig Schmerz, Unterwerfung und Degradierung. Es erlebt die Macht des Stärkeren und wird herausgefordert, Gewalt und Ohnmacht als Bestandteil einer nahen Beziehung zu einer anderen Person zu verstehen – einer Person, die meist gleichzeitig seine Achtung und Zuneigung erwartet.

Gewalt in Familien (intergenerationalen Lebensgemeinschaften), umfasst ein sehr weites Spektrum. Sie richtet sich nicht nur gegen Kinder und ist keineswegs ausschliesslich erzieherisch motiviert. Körperstrafen sind nur eine Form von Gewalt in Familien – sie sind auch nur *eine Form* der Gewalt gegen Kinder. Die Diskussion um Körperstrafen greift deshalb immer auch zu kurz. Oft sind Körperstrafen eingebettet in familiäre Handlungs- und Beziehungsmuster, die gewaltförmig sind, aber nicht zugleich

¹ Auf Körperstrafen zwischen Minderjährigen – z.B. in pädagogische Kontexten, bei denen die Abwesenheit von Erwachsenen ein Merkmal des Programms ist (z.B. in Jugendverbänden, Staatsjugendorganisationen usw.) – wird hier nicht eingegangen.

auch Erziehung sind oder sein sollen: physische und psychische Gewalt zwischen Partnern und Geschwistern, aber auch physische Gewalt von Eltern gegen Kinder, die keinen Erziehungszweck verfolgt und nicht pädagogisch legitimiert wird.

In Argumentationen, die *für* das Recht von Eltern auf Körperstrafen eintreten, wird in der Regel grosser Wert darauf gelegt, Körperstrafen von körperlicher Misshandlung zu unterscheiden. Eine weit verbreitete Auffassung unter Befürwortern von Körperstrafen ist, dass körperliche Misshandlung dadurch charakterisiert ist, dass Eltern das Kind züchtigen, ohne damit einen Erziehungszweck zu verfolgen oder wenn der elterlichen Züchtigung die Verhältnismässigkeit fehlt (siehe mit Blick auf das Züchtigungsrecht in Canada: Swift 2011). Eine solche Abgrenzung von Körperstrafen und körperlicher Misshandlung ist analytisch möglich. Sie ist zugleich problematisch, soweit sie die Vorstellung fördert, es könne effiziente und zugleich legitime Formen gegen, Kindern und Schmerzen zuzufügen und ihnen ihre Ohnmacht und Unterlegenheit aufzuzeigen.

Zahlreiche empirische Einzelstudien sowie Meta-Analysen verschiedener Studien zur Frage nach den Folgen von Körperstrafen haben deutlich gezeigt, dass Körperstrafen weitaus mehr schaden als nützen (Ferguson 2013; Gershoff 2002; Gershoff/Grogan-Kaylor 2016; MacMillan/Mikton 2017). Das ausschlaggebende Argument gegen Körperstrafen ist meines Erachtens jedoch nicht, dass sie nicht effizient sind, sondern dass sie die Würde von Kindern verletzen, vermeidbares Leiden verursachen, die Beziehungen zwischen Eltern und Kindern belasten, allen in das mehrseitige Gewaltverhältnis eingeschlossenen Personen (Züchtiger, Gezüchtigte, Beobachtende) Schaden zufügen und sie in der vollen Entfaltung ihrer Lebensmöglichkeiten beeinträchtigen. Eine neuere Studie hat zudem gezeigt, dass die statistischen Zusammenhänge zwischen dem Erleben typischer Körperstrafen («spanking») im Kindesalter und Beeinträchtigungen der körperlichen und psychischen Gesundheit im Erwachsenenalter genauso stark ausfallen wie die zwischen körperlicher und seelischer Kindesmisshandlung und Erwachsenengesundheit (Afifi et al. 2017).

Im Zivil- und Strafrecht werden körperliche und seelische Kindesmisshandlung und Körperstrafen unterschiedlich beurteilt und behandelt. In der Sphäre des Rechts und der Rechtssprechung ist dies nachvollziehbar und für sich betrachtet oft auch schlüssig. Wir können aber nicht davon ausgehen, dass körperliche Gewalt, seelische Gewalt und Körperstrafen *im kindlichen Erleben* mit denselben Unterscheidungskriterien und mit gleicher Trennschärfe auseinandergehalten werden, wie wir dies von einer juristischen Argumentation mit guten Gründen erwarten. Was wir aus Expertensicht entweder als körperliche Gewalt, seelische Gewalt oder Körperstrafen einstufen können, sind in der Sphäre des kindlichen Erlebens zunächst einmal Ereignisse und Erfahrungen, die verstanden und verarbeitet werden müssen und die oft starke Belastungen und Emotionen auslösen. *Wie* ein Kind diese Ereignisse versteht und die damit verknüpften Erfahrungen und Belastungen verarbeitet, hat Folgen für sein Selbst- und Weltbild und – wie seit vielen Jahren empirisch belegt ist – für seine psychische und soziale Gesundheit bis weit hinein ins Erwachsenenalter (Dong et al. 2004; Dube et al. 2003b; Dube et al. 2003a; Felitti et al. 1998). Auch ist es kaum anzunehmen, dass die Auswirkungen von Handlungsweisen, die sich aus Expertensicht entweder als körperliche Gewalt, seelische Gewalt oder Körperstrafen einstufen lassen, auf das Kind und seine Biografie in gleicher Weise unterscheidbar und vorhersehbar sind wie beispielsweise die toxischen Wirkungen von Blei,

Quecksilber und Bitterschokolade auf den menschlichen Organismus. In der Pädagogik ist es heute *common sense*, dass die Wirkungen pädagogischer Interventionen nicht klar und eindeutig vorhersehbar und «dosierbar» sind, weil sie durch die subjektiven Verstehens- und Verarbeitungsweisen der Adressaten massgeblich mitgestaltet werden. Warum sollte das für eine in der Familienerziehung verbreitete Intervention wie «Ausschimpfen und Ohrfeigen» nicht ebenfalls gelten?

Obwohl Unterscheidung zwischen Körperstrafen und körperlicher Misshandlung also problematisch ist, ist sie im Rahmen einer rechts- und gesellschaftspolitischen Diskussion gleichwohl notwendig. Sie ist notwendig, weil unter dem Begriff Körperstrafen jene Gewaltverhältnisse und –praxen verhandelt werden, die in den Rechtsordnungen vieler Länder durch das sogenannte Züchtigungsrecht ausdrücklich legitimiert sind oder waren.

Das im alten Artikel 278 des schweizerischen Zivilgesetzbuches enthaltene Züchtigungsrecht wurde im Jahr 1978 ausser Kraft gesetzt. Es wäre aber naiv anzunehmen, dass eine zwischen Generationen weitergegebene Praxis deshalb einfach verschwindet. Fast vierzig Jahre nach der Entfernung des Züchtigungsrechts aus dem geschriebenen Recht haben Baier et al. (2018:19) über 8'000 Jugendliche und junge Erwachsene in zehn Kantonen nach ihren Erfahrungen mit Körperstrafen in ihrer Familienerziehung befragt: 21.9% der Befragten hatten in der Vergangenheit schwere Gewalt erlebt, 41,4% Züchtigungen; fast zwei Drittel aller Befragten (63,3%) hatten mindestens selten irgendeine Form elterlicher Gewalt erlebt. Die Mehrheit der in der Schweiz aufwachsenden jungen Menschen erlebt Gewalt in der Erziehung – unabhängig vom sozialen Stau und der Herkunft (Baier et al. 2018:43). Eine frühere Studie hatte aufgezeigt, dass mehr als 40% der Kinder unter 4 Jahren von Körperstrafen betroffen sind (Schöbi/Perrez 2004).

Diese Befunde weisen darauf hin, dass Körperstrafen kulturell tief verankerte und auch heute in weiten Teilen der Gesellschaft anerkannte Formen körperlicher Gewaltanwendung in Erziehungsverhältnissen sind. Sie werden zwar in der Schule nicht mehr als legitim und zulässig angesehen – in der Familie hingegen durchaus. Ausgehend von den Befunden der oben genannten Studien kann man davon ausgehen, dass vermutlich weite Kreise der Schweizer Wohnbevölkerung der Aussage zustimmen würden, dass es ein Recht von Eltern sei, das eigene Kind zu züchtigen, wenn sie es als erforderlich erachten und wenn sie dabei nicht «zu weit gehen». Von manchen Eltern dürfte Züchtigung als ein Recht angesehen werden, welches durch den Staat gar nicht ausdrücklich gewährt werden muss, weil es von Natur aus bestehe oder weil es von Gott gegeben sei. Aus dieser Perspektive wäre die Reform von 1978 irrelevant.

Würde man in der Schweiz eine Befragung unter Erwachsenen über ihre Einstellungen zu Körperstrafen durchführen, würde man vermutlich auf eine Mehrheit treffen, die Körperstrafen als Erziehungsmittel ablehnt. Kann man annehmen, dass nur jene Eltern Ohrfeigen austeilen, die sich dazu bekennen oder öffentlich als Verfechter der Körperstrafe auftreten? Vermutlich nicht. Viel wahrscheinlicher ist es, dass auch Eltern, die die Körperstrafe ablehnen, von Fall zu Fall zu diesem Mittel greifen. In der kollektiven Wahrnehmung dessen, was Recht und was Unrecht ist, macht es einen erheblichen Unterschied, ob wir eine Handlung befürworten oder ablehnen können und Bedingungen angeben können, unter denen sie gerechtfertigt scheint, oder ob eine Handlung klar und eindeutig ausserhalb dessen liegt, was legal und legitimierbar ist.

Die meisten würden wohl der Aussage zustimmen, dass die körperliche Züchtigung von Kindern durch ihre Eltern zur ersten Kategorie von Handlungen gehört. Körperstrafen gehören gegenwärtig zum kulturell überlieferten Handlungsrepertoire von Eltern, sie sind Teil des kollektiven Verständnisses von Elternschaft und Familienerziehung. Weshalb ist das so? Ich möchte behaupten, dass Körperstrafen zu einem erheblichen Teil gerade deshalb als legitim und zum Normalspektrum elterlicher Erziehungspraxis gehörend angesehen werden, weil sie durch das geschriebene Recht lange Zeit legitimiert waren (und in vielen Staaten als elterliches Züchtigungsrecht immer noch Teil des geschriebenen Rechts sind). In der Schweiz kommt hinzu, dass die Rechtslage offenbar keineswegs so eindeutig ist, wie die Entfernung des Züchtigungsrechts aus dem ZGB erwarten lässt. Während sich einerseits im Schweizer Recht keine Bestimmung findet, die den Eltern ein Züchtigungsrecht zugesteht und elterliche Gewalttätigkeit seit 2013 als Verstoß gegen die pflichtgemässe Ausübung elterlicher Sorge verstanden wird und zu deren Entziehung führen kann (Art. 311 ZGB), zeigen andererseits verschiedene Bundesgerichtsurteile, dass in der Praxis der Rechtssprechung bis in die 2000er Jahre hinein Körperstrafen fallweise toleriert und ein Züchtigungsrecht gelegentlich sogar in höchstichterliche Argumentationen einbezogen wurden (Jaffé et al. 2014, S. 28; Luze 2011). Vor diesem Hintergrund ist es dann schon etwas weniger rätselhaft, dass ein Recht auf das Austeilen von Körperstrafen auch im Rechtsbewusstsein vieler Menschen präsent und als «gefühltes Züchtigungsrecht» abrufbar ist.

2. Körperstrafen in Handlungsfeldern der Sozialen Arbeit

Dies ist der gesellschaftliche Kontext, in dem Fachpersonen der Sozialen Arbeit in und mit Familien arbeiten, um das Wohlergehen von Kindern zu schützen und zu sichern - beispielsweise in der Familien- und Erziehungsberatung, in der sozialpädagogischen Familienbegleitung und anderen ambulanten Familiendiensten und in der Praxis des Kinderschutzes, etwa bei Gefährdungseinschätzungen, der Schutz- und Hilfeplanung und bei Entscheidungen über Kinderschutzmassnahmen. Würde nun ein explizites Verbot von Körperstrafen im geschriebenen Recht die Praxis von Fachpersonen der Sozialen Arbeit in diesen Arbeitsfeldern unterstützen? Aus meiner Sicht ist diese Frage mit Ja zu beantworten. Anzustreben wäre aus meiner Sicht eine gesetzliche Bestimmung, die Kindern einen Anspruch auf gewaltfreie Erziehung zuerkennt und gleichzeitig Gewalt und Erniedrigung als Mittel der Erziehung ächtet und verbietet. Ich möchte diese Einschätzung folgenden näher begründen, indem ich versuche, den Nutzen einer gesetzlichen Ächtung von Körperstrafen in Verbindung mit einem rechtlich verankerten Anspruch auf gewaltfreie Erziehung in der Praxis der Sozialen Arbeit zu illustrieren.

Fachpersonen der Sozialen Arbeit treffen in ihrer Praxis regelmässig auf Gewalt in Familien. Sie treffen auch auf Eltern, die Körperstrafen anwenden und auf Kinder, die von Körperstrafen betroffen sind. Dabei ist es ihr Auftrag, die Würde und Unversehrtheit von Kindern zu schützen. Dies schliesst selbstverständlich ein, sie vor körperlicher, psychischer und emotionaler Gewalt zu schützen, auch vor jener Gewalt, die mit einer erzieherischen Absicht ausgeübt wird.

Dieser Auftrag der Sozialarbeitenden stützt sich auf mehrere Quellen:

- auf das geschriebene Recht (beispielsweise die Bestimmungen im Zivilgesetzbuch zum Kinderschutz, die Anerkennung der Kinderrechtskonvention, die kantonalen Verfassungen und das kantonale

Recht, soweit dies die Gewährung von Hilfen für Kindern, Jugendliche und Familien vorsieht),

- auf die berufsethischen Positionen der Sozialen Arbeit (wie sie beispielsweise in den Beschlüssen der *International Federation of Social Work* oder des schweizerischen Berufsverbands *avenir social* festgelegt sind) (siehe Schmocker 2019)
- auf die zurzeit anerkannten theoretischen Leitfiguren der Sozialen Arbeit, die wie die berufsethischen Positionen auf jene Zentralwerte verpflichtet sind, die den Menschenrechten zu Grunde liegen, also auf Freiheit, Menschenwürde, Selbstbestimmung und Diversität.
- Und nicht zuletzt stützt sich dieser Auftrag auf das empirische Wissen über die Auswirkungen von Körperstrafen und anderen Formen von Gewalt auf die biopsychosoziale Entwicklung von Kindern.

Wie aber gehen die Sozialarbeitenden vor? Welche Handlungsstrategien und Methoden können sie heranziehen, um dafür zu sorgen, dass Eltern ihre Erziehungsaufgaben wahrnehmen, ohne Körperstrafen anzuwenden? Wie können Sie vorgehen, wenn sie mit Eltern zu tun haben, die dies für eine Selbstverständlichkeit halten und jede Einmischung in die Art und Weise, wie sie mit ihren Kindern umgehen, zurückweisen?

In der Fachpraxis der Sozialen Arbeit geht es um die kreative und adressatengerechte Gestaltung von Prozessen, in denen sich mehrere unterschiedliche Ebenen überlagern. Oft sind es gleichzeitig Prozesse der Bearbeitung von Lebenskrisen, Unterstützungsprozesse, Bildungsprozesse und Prozesse der Normdurchsetzung im Mikrobereich konkreter Lebenswelten und Beziehungen.

Auf dieser Mikroebene intergenerationaler Lebensgemeinschaften zeigen sich die Mittel des Strafrechts als nur begrenzt wirksam. Die Stärke von Strafrecht und der Strafverfolgung liegt in der Durchsetzung abstrakter Normen, im Aufzeigen und Durchsetzen von Grenzen des Erlaubten, auch und gerade im Austragen von Konflikten. Sie zeigen sich als ein eher schwaches Instrumentarium, wenn es darum geht, nachhaltige Veränderungen in der Erziehungs-, Beziehungs- und Alltagspraxis bei einzelnen Menschen und in Familien zu bewirken.

Bei der konzeptionellen und praktischen Ausgestaltung von solchen Prozessen der Unterstützung, Bildung und Normdurchsetzung, empfiehlt es sich, von folgenden Prämissen auszugehen:

1. Beziehungs-, Erziehungs- und Alltagspraxen in Familien sind in hohem Masse beeinflusst durch Ressourcenausstattung und Lebenslagen der Eltern
2. Beziehungs-, Erziehungs- und Alltagspraxen in Familien sind in hohem Masse beeinflusst durch die jeweilige Vorgeschichte der Beteiligten und des Familiensystems. Sie können verstanden werden als ein Resultat von Prozessen der Selbstorganisation.
3. Die meisten Eltern – und überwiegend auch jene Eltern, die Praxen wählen, die *in ihren Auswirkungen* das Wohl von Kindern gefährden – möchten, dass es ihren Kindern gut geht.

Akzeptiert man diese Annahme, dann liegt die Aufgabe der Fachpersonen der Sozialen Arbeit darin, den Beteiligten Veränderungsprozesse zu ermöglichen. Dann geht es um methodische Antworten auf die Frage: wie können Familien dazu angeregt

werden, etablierte Ordnungen, Sichtweisen und Handlungsmuster zu hinterfragen, neu zu beurteilen und zu transformieren. Es geht also mit anderen Worten notwendig um Begleitung und Anleitung von Prozessen der Perspektivenerweiterung und der Aneignung alternativer Deutungen und Handlungsweisen für alle Beteiligten. Dabei hat es sich bewährt, wenn sich Fachpersonen der Sozialen Arbeit folgenden Handlungsmaximen orientieren:

- Sie tragen ihre Beobachtungen und Sichtweisen in einer Sprache vor, die anschlussfähig ist an die Sinnwelten der Eltern/Kinder, die von ihnen verstanden werden kann und weder als verurteilend noch als Bedrohung erlebt wird
- Sie laden Eltern und Kinder zur Artikulation ihrer eigenen Sicht- und Erlebensweisen ein – schaffen Gelegenheiten, in denen Auswirkungen von Regeln und Handlungen, auf die jeweils anderen sichtbar werden
- Sie sorgen dafür, dass alle Beteiligten sich sicher fühlen können und in ihren unterschiedlichen Verletzlichkeiten gesehen und geschützt werden
- Sie machen gesellschaftliche und rechtliche Normen ebenso kenntlich und transparent wie ihre eigenen Handlungsaufträge und die Eingriffsschwellen und Machtmittel von Kinderschutzbehörden und Strafverfolgungsbehörden
- Sie bieten Unterstützung und Hilfen an und beteiligen Kinder und Eltern an Prozessen der Wahl und konkreten Ausgestaltung solcher Hilfen
- Sie bieten Unterstützung beim Erlernen und Einüben von (alternativen) Praxen der Erziehung und Alltagsgestaltung, die gewährleisten, dass Kinder sicher und aufgehoben aufwachsen können und vor Vernachlässigung und Übergriffen geschützt sind
- Sie bleiben in Phasen des Einübens in solche Praxen und Haltungen wachsam und im Kontakt: sie sorgen für den Schutz der Kinder und unterstützen die Eltern in einer Weise, dass sie bei allfälligen Rückfällen nicht resignieren und die Risiken und Randbedingungen des Zurückfallens in alte Muster besser verstehen

Es ist genau dieser Handlungszusammenhang, in dem meines Erachtens eine klare und allgemein verständlich formulierte gesetzliche Bestimmung zum Anspruch von Kindern auf gewaltfreie Erziehung ausgesprochen nützlich sein kann. Mit Blick auf die Fachpraxis der Sozialen Arbeit halte ich eine gesetzliche Bestimmung zum Anspruch von Kindern auf gewaltfreie Erziehung insbesondere dort für nützlich und hilfreich,

- Wo Fachpersonen der Sozialen Arbeit mit Eltern zu tun haben, die Körperstrafen anwenden, sich aber selbst oft nicht wohl damit fühlen und in einer gewaltfreien Erziehung sowohl für sich selbst als auch für ihre Kinder einen Gewinn sehen können
- Wo Fachpersonen mit Konstellationen zu tun haben, in denen Eltern Körpergewalt gegen Kinder einsetzen, wenn sie hilflos sind und an Grenzen geraten und in einem «gefühlten Züchtigungsrecht» eine probate Legitimation für solches Handeln finden, was das Risiko erhöht, dass sich Gewalt von der «Ausnahme» zu einem Mittel im Standardrepertoire entwickelt
- Wo Fachpersonen der Sozialen Arbeit mit Eltern zu tun haben, die selbst in gewaltaffinen Familienverhältnissen aufgewachsen und gegebenenfalls immer noch in symbolische Ordnungen eingebunden sind, in denen Körperstrafen als selbstverständliches, wenn nicht sogar notwendiges Merkmal guter Elternschaft gelten.

In konkreten Interaktionen zwischen Sozialarbeitenden und Eltern hat es sich zudem bewährt, mit Eltern, die Körperstrafen anwenden, in einer interessierten und respektvollen Art und Weise darüber ins Gespräch zu kommen, welche Wirkungen sie vom Einsatz des Mittels Körperstrafen *erwarten*, ob diese ihrer Erfahrung nach *eintreten* bzw. welche Folgen sie *tatsächlich beobachten*. Diese Art von Austausch über die Auswirkungen von Körperstrafen im eigenen Erfahrungshorizont bietet – weil die Bilanz in der Regel ernüchternd ausfällt – meist gute Gelegenheiten zu einer Neubewertung und einem gemeinsamen Nachdenken über Alternativen.

3. Fazit: ein Gesetz zur Ächtung von Gewalt in der Erziehung

Die in der Schweiz herrschende Rechtslage zur Körperstrafe als Mittel der Erziehung ist im besten Fall als opak und indifferent zu beurteilen. Gegenwärtig gehen vom geschriebenen Recht keine eindeutigen, gut verständlichen und gut vermittelbaren Botschaften aus, die kurz und bündig aufzeigen, dass Gewalt in der Erziehung unzulässig ist und gegen geltendes Recht verstösst. Ein exemplarisches Zeugnis dieser indifferenten Rechtslage ist die sehr lesenswerte «Stellungnahme des Bundesamtes für Justiz vom 25.05.2011 zum Verbot der Körperstrafe», welche auszugsweise im Anhang des Bundesratsberichts «Gewalt und Vernachlässigung in der Familie: notwendige Massnahmen im Bereich der Kinder- und Jugendhilfe und der staatlichen Sanktionierung» abgedruckt ist (Bundesrat 2012). Dort wird aufgezeigt, dass (a) Tötlichkeiten strafbar sind, (b) eine Ohrfeige durchaus als Tötlichkeiten gelten kann, dass es aber (c) generell aus strafrechtlicher Sicht gegenwärtig als offen anzusehen sei, «inwieweit die Berechtigung noch besteht, milde körperliche Züchtigung anzuwenden» (S. 110), während aber (d) aus zivilrechtlicher Sicht festzustellen sei, «dass ein Züchtigungsrecht mit dem Wohl des Kindes nicht mehr zu vereinbaren ist» (S. 111). Es braucht nicht weiter ausgeführt zu werden, weshalb eine solche Stellungnahme (zwei Seiten komplexe juristische Argumentation) einer Fachperson der Sozialen Arbeit wenig Handhabe bietet, um prügelnden Eltern die Grenzen des Erlaubten aufzuzeigen und deutlich zu machen, was es im Familienalltag bedeutet, die im Recht verankerte Norm *Kindeswohl* in der Erziehungspraxis zu achten.

Dieser Zustand ist unbefriedigend. Die Rechtslage zu Körperstrafen und Züchtigung fördert in ihrer Indifferenz die Anwendung und Verbreitung von Gewalt in Erziehungsverhältnissen mehr als sie diese behindert. Ein klar gefasstes, ausdrückliches Verbot von Gewalt in der Erziehung ist deshalb notwendig. Will man die ohnehin begrenzten Möglichkeiten, die das Recht bereithält, um gewaltförmige Erziehungsstile zurückzudrängen, bestmöglich ausschöpfen, dann sollte die Androhung einer Bestrafung von Eltern, die Körperstrafen anwenden, weder das Ziel noch die Kernbotschaft sein. Es spricht vieles dafür, dass eine Verbesserung des Schutzes von Kindern erreicht werden kann, wenn auf eine entsprechende Strafandrohung verzichtet wird (s. u.).

Eine mächtige Signalwirkung hätte ein Gesetz – etwa nach dem Vorbild des Artikel 1631 des deutschen BGB – welches positiv bestimmt, dass Kinder einen Anspruch auf gewaltfreie Erziehung haben und alle Formen von Erziehung, die Kinder erniedrigen, ihnen ihre Würde nehmen und ihre körperliche, seelische und soziale Integrität verletzen, unzulässig sind. Im Wortlaut: «Kinder haben ein Recht auf gewaltfreie Erziehung. Körperliche Bestrafungen, seelische Verletzungen und andere

entwürdigende Maßnahmen sind unzulässig» (Art. 1631, Abs. 2 BGB). Dieses Postulat zum Verzicht auf Gewalt in der Erziehung findet sich in jenem Artikel, der Inhalt und Grenzen Grenze der elterlichen Sorge bestimmt (Art. 1631 Abs. 1). Verbunden wird er übrigens nicht mit einer Strafandrohung, sondern mit der Verpflichtung des Familiengerichts - das ist das Äquivalent zur Kindes- und Erwachsenenschutzbehörde in der Schweiz - Eltern auf deren Antrag bei der Ausübung der elterlichen Sorge zu unterstützen (Art. 1631 Abs. 3). Ein Gesetz gleicher Intention wie im Abs. 2 zum Ausdruck gebracht liesse sich gut in das schweizerische Zivilgesetzbuch integrieren, beispielsweise (und analog zur Verortung im deutschen BGB) im Artikel 302 ZGB (so der Vorschlag in einem Positionspapier von Kinderschutz Schweiz 2013) oder Artikel 310 – mit dem zusätzlichen Vorteil einer gesteigerten Kohärenz in Verbindung mit den Bestimmungen in Art. 311 in dessen seit 2013 geltender Fassung.

Was wäre der Nutzen eines gesetzlichen Anspruchs auf gewaltfreie Erziehung?
Ein solches Gesetz wäre

- eine Konkretisierung universeller Menschenrechte und spezifisch der UN-KRK im nationalen und bereichsspezifischen Recht
- ein gut vermittelbares Stop-Signal – nicht nur für Eltern, sondern für alle Personen, die mit Kindern in unterschiedlichen Settings zu tun haben. Die Soziale Arbeit hat selbst eine problematische Geschichte der Ausübung von Gewalt in der öffentlichen Erziehung (Furrer et al. 2014; Galle 2016; Hauss/Gabriel/Lengwiler 2018).
- Titelangaben: Fürsorge und Zwang / herausgegeben von /édité par: Markus Furrer, Kevin Heini
- Bietet eine starke Bezugsnorm für die staatliche Aufsicht von Einrichtungen und Praxen der öffentlichen Erziehung (Heimerziehung, Familienpflege, Tagesstrukturen usw.)
- Schafft Anlässe, Kinder und Jugendliche über ihre Rechte zu informieren und sie dazu zu ermutigen, diese wahrzunehmen und selbst als Träger der Idee gewaltfreier Erziehung im eigenen Interesse agieren, in Familien, in Erziehungseinrichtungen
- ein wichtiger Impulsgeber für die öffentliche Meinungsbildung zu Fragen guter Erziehung, zur rechtlichen Stellung des Kindes in der Gesellschaft und zur Rolle des Staates und seiner Institutionen bei der Gewährleistung subjektiver Rechte und personaler Integrität vulnerabler Mitglieder der Gesellschaft
- Unterstützt Transformationsprozesse hin zu einer Gesellschaft, in der Gewalt gegen Kinder in der Erziehung als ein möglichst rasch zu verlassender Irrweg angesehen wird, weil sie die Würde von Kindern verletzt und erwiesenermassen schädlich und kontraproduktiv ist.

Eine Evaluation der Auswirkungen des im Jahr 2000 in das deutsche BGB eingeführten Gesetzes zur Ächtung der Gewalt in der Erziehung konnte zeigen, dass das Gesetz eine kritische Einstellungen zur Gewalt fördert, Gespräche über gewaltfreie Erziehung stimuliert und solche Gespräche im Familienkontext häufig sogar als «entspannend für das Familienklima» und «hilfreich für die Erziehung» erlebt worden; letzteres wird darauf zurückgeführt, dass «eine Verrechtlichung auch die Konfliktbeteiligten [entlastet], da die Rechte und Pflichten zwischen den Konfliktparteien nicht von ihnen ausgehandelt werden müssen, sondern der Rahmen hierfür bereits feststeht» (Bussmann 2010, S. 13). Dass die Befürwortung von Körperstrafen in der Bevölkerung sinkt, nachdem Gesetze erlassen wurden, die eine Ächtung oder ein Verbot von Körperstrafen zum Ausdruck bringen, ist auch das

Ergebnis einer systematischen Review entsprechender Evaluationsstudien aus mehreren Ländern (Zolotor/Puzia 2010). Eine weitere International vergleichende Studie zu den Auswirkungen eines Körperstrafenverbots auf deren Anwendung in der Erziehung in Deutschland, Frankreich, Österreich, Spanien und Schweden kam zu dem Ergebnis, dass die gesetzliche Ächtung von Körperstrafen mit einem Rückgang von Gewalt in der Erziehung einhergeht: «Parents in nations with prohibitions use corporal punishment less frequently» (Bussmann/Erthal/Schroth 2011, S. 319). Der Effekt gesetzlicher Bestimmungen gegen Körperstrafen nimmt zu, wenn sie von öffentlichkeitswirksamen Kampagnen begleitet werden; Kampagnen allein sind jedoch weniger wirksam als gesetzliche Bestimmungen allein (ebd.).

Gesetze gegen Gewalt in der Erziehung sind also keineswegs wirkungslos. Im Gegenteil, es ist empirisch belegt, wie rechtliche Normen die Entwicklung sozialer Normen und weiter von Einstellungen und Haltungen anstossen können und sich auf lange Sicht in der gelebten Praxis niederschlagen. Der Einwand, eine gesetzliche Ächtung von Gewalt in der Erziehung sei verzichtbar, da es sich dabei bloss um 'symbolische Politik' handele, wird durch die Empirie nicht gestützt. In einem solchen Einwand zeigt sich überdies eine Haltung, welche die Symbolkraft des Rechts unterschätzt. In theoretischer Perspektive kann man dazu auf die rechtsphilosophischen Arbeiten von Habermas verweisen. Das geschriebene Recht – so seine Argumentation – *mobilisiert symbolische Macht*. Normdurchsetzung ist deshalb nicht auf die Anwendung des staatlichen Gewaltmonopols allein angewiesen: «Zum Recht gehören alle Kommunikationen, die am Recht orientiert sind (...). Insofern kann die Sprache des Rechts, anders als die auf die Sphäre der Lebenswelt beschränkte moralische Kommunikation, als Transformator im gesellschaftsweiten Kommunikationskreislauf zwischen System und Lebenswelt fungieren» (Habermas, 1994, S. 198). Wenn eine gesetzliche Ächtung von Körperstrafen dazu beiträgt, dass (1) die Lebenswelt von Kindern sicherer wird, (2) Eltern beginnen, auf Gewalt in der Erziehung zu verzichten, (3) weniger Menschen unter den erwiesenermassen negativen (Langzeit-) Folgen von Körperstrafen und erniedrigenden Erziehungspraxen leiden müssen und (4) die Gesellschaft von den Kosten, die für die Kompensation dieser Folgen aufgewendet werden, entlastet wird – was spricht dann noch gegen ein solches Gesetz?

Literatur

- Affi, Tracie O./Ford, Derek/Gershoff, Elizabeth T./Merrick, Melissa/Grogan-Kaylor, Andrew/Ports, Katie A./MacMillan, Harriet L./Holden, George W./Taylor, Catherine A./Lee, Shawna J./Peters Bennett, Robbyn (2017). Spanking and adult mental health impairment: The case for the designation of spanking as an adverse childhood experience. In: *Child Abuse & Neglect*. 71. Jg. S. 24-31.
URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213417300145>.
<https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2017.01.014>.
- Baier, Dirk/Manzoni, Patrik/Haymoz, Sandrine/Isenhardt, Anna/Kamenowski, Maria/Jacot, Cédric (2018). Elterliche Erziehung unter besonderer Berücksichtigung elterlicher Gewaltanwendung in der Schweiz. Ergebnisse einer Jugendbefragung. : Zürcher Hochschule für Angewandte Wissenschaften, Institut für Delinquenz und Kriminalprävention - Haute École De Travail Social Fribourg
URL:https://digitalcollection.zhaw.ch/bitstream/11475/12531/3/2018_Baier_Elterliche_Erziehung_unter_besonderer_Ber%c3%bccksichtigung_elterlicher_Gewaltanwendung.pdf.
- Bundesrat (2012). Gewalt und Vernachlässigung in der Familie: notwendige Massnahmen im Bereich der Kinder- und Jugendhilfe und der staatlichen Sanktionierung. Bericht des Bundesrates in Erfüllung des Postulats Fehr (07.3725) vom 5. Oktober 2007. Bern: Schweizerische Eidgenossenschaft.
URL: <http://www.news.admin.ch/NSBSubscriber/message/attachments/27305.pdf>.
- Bussmann, Kai-D/Erthal, Claudia/Schroth, Andreas (2011). Effects of banning corporal punishment in Europe: A five-nation comparison. In: Durrant, Joan E./Smith, Anne (Hg.). *Global pathways to abolishing physical punishment*. S. 299-322.
- Bussmann, Kai-D. (2010). Report über die Auswirkungen des Gesetzes zur Ächtung der Gewalt in der Erziehung. Vergleich der Studien von 2001/2002 und 2005. Eltern-, Jugend-, und Expertenbefragung. Zusammenfassung für die Homepage des BMJ. In:
URL: <http://wcms.itz.uni-halle.de/download.php?down=14703&elem=2282563>.
- Dong, M./Anda, R. F./Felitti, V. J./Dube, S. R./Williamson, D. F./Thompson, T. J./Loo, C. M./Giles, W. H. (2004). The interrelatedness of multiple forms of childhood abuse, neglect, and household dysfunction. In: *Child Abuse Negl.* 28. Jg. URL:
<https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2004.01.008>. 10.1016/j.chiabu.2004.01.008.
- Dube, Shanta R./Felitti, Vincent J./Dong, Maxia/Giles, Wayne H./Anda, Robert F. (2003a). The impact of adverse childhood experiences on health problems: evidence from four birth cohorts dating back to 1900. In: *Preventive Medicine*. 37. Jg. (3). S. 268-277.
URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0091743503001233>.
[http://dx.doi.org/10.1016/S0091-7435\(03\)00123-3](http://dx.doi.org/10.1016/S0091-7435(03)00123-3).
- Dube, Shanta R./Felitti, Vincent J./Dong, Maxia/Chapman, Daniel P./Giles, Wayne H./Anda, Robert F. (2003b). Childhood Abuse, Neglect, and Household Dysfunction and the Risk of Illicit Drug Use: The Adverse Childhood Experiences Study. In: *Pediatrics*. 111. Jg. (3). S. 564-572.
URL: <https://pediatrics.aappublications.org/content/pediatrics/111/3/564.full.pdf>.
10.1542/peds.111.3.564.
- Felitti, Vincent J./Anda, Robert F./Nordenberg, Dale/Williamson, David. F./Spitz, Alison M./Edwards, Valerie/Koss, Mary P./Marks, James S. (1998). Relationship of Childhood Abuse and Household Dysfunction to Many of the Leading Causes of Death in Adults: The Adverse Childhood Experiences (ACE) Study. In: *American Journal of Preventive Medicine*. 14. Jg. (4). S. 245-258.
URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0749379798000178>.
[http://dx.doi.org/10.1016/S0749-3797\(98\)00017-8](http://dx.doi.org/10.1016/S0749-3797(98)00017-8).
- Ferguson, Christopher J. (2013). Spanking, corporal punishment and negative long-term outcomes: A meta-analytic review of longitudinal studies. In: *Clinical Psychology Review*. 33. Jg. (1). S. 196-208.
URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0272735812001675>.
<https://doi.org/10.1016/j.cpr.2012.11.002>.

- Furrer, Markus/Heiniger, Kevin/Huonker, Thomas/Jenzer, Sabine/Paz, Anne-Françoise (2014). Fürsorge und Zwang : Fremdplatzierung von Kindern und Jugendlichen in der Schweiz 1850-1980 : le placement des enfants et des jeunes en Suisse 1850-1980 = Entre assistance et contrainte. Bd. 36: Basel: Basel : Schwabe Verlag
© 2014: © 2014.
- Galle, Sara (2016). Kindswegnahmen. Das "Hilfswerk Kinder der Landstrasse" der Stiftung Pro Juventute im Kontext der schweizerischen Jugendfürsorge. Zürich: Chronos.
- Gershoff, Elizabeth T./Grogan-Kaylor, Andrew (2016). Spanking and child outcomes: Old controversies and new meta-analyses. In: Journal of Family Psychology. 30. Jg. (4). S. 453-469. 10.1037/fam0000191.
- Gershoff, Elizabeth Thompson (2002). Corporal punishment by parents and associated child behaviors and experiences: A meta-analytic and theoretical review. In: Psychological Bulletin. 128. Jg. (4). S. 539-579. 10.1037/0033-2909.128.4.539.
- Hauss, Gisela/Gabriel, Thomas/Lengwiler, Martin (2018). Fremdplatziert : Heimerziehung in der Schweiz, 1940–1990: Zürich: Zürich : Chronos.
- Jaffé, Philip D./Zermatten, Jean/Balmer, Fanny/Gaudreau, Julie/Quenon, Nicole Hitz/Gapany, Paola Riva/Stoecklin, Daniel/Zermatten, Aimée H. (2014) (Hg.). Umsetzung der Menschenrechte in der Schweiz. Eine Bestandesaufnahme im Bereich der Kinder- und Jugendpolitik. Bern: Editions Weblaw.
URL:
https://register.weblaw.ch/bookinfo.php?method=download&book_id=282&download_id=115.
- Kinderschutz Schweiz (2013). Positionspapier - Erziehung ohne Gewaltanwendung rechtlich verankern! Bern: Kinderschutz Schweiz.
URL: <https://www.kinderschutz.ch/de/fachpublikation-detail/erziehung-ohne-gewaltanwendung-rechtlich-verankern.html?download=269>.
- Luze, Estelle De (2011). Le Droit De Correction Notamment Sous L'angle Du Bien De L'enfant : Étude De Droit Suisse. Lausanne: Bis et Ter.
- MacMillan, Harriet L./Mikton, Christopher R. (2017). Moving research beyond the spanking debate. In: Child Abuse & Neglect. 71. Jg. S. 5-8.
URL: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0145213417300522>.
<https://doi.org/10.1016/j.chiabu.2017.02.012>.
- Schmocker, Beat (2019). Die internationale Definition der Sozialen Arbeit und ihre Sicht auf Profession und Disziplin der Sozialen Arbeit: Avenir Social - Berufsverband Soziale Arbeit Schweiz
URL: <https://avenirsocial.ch/wp-content/uploads/2018/12/Die-IFSW-Definition-und-ihre-Sicht-auf-die-Soziale-Arbeit-1.pdf>.
- Schöbi, Dominik/Perrez, Meinrad (2004). Bestrafungsverhalten von Erziehungsberechtigten in der Schweiz. Eine vergleichende Analyse des Bestrafungsverhaltens von Erziehungsberechtigten 1990 und 2004. Fribourg: Universität Fribourg.
URL: https://www.kinderschutz.ch/de/zahlen-in-der-schweiz.html?file=files/media/Dokumente/Publikationen/Studien/Studie_Bestrafungsverhalten_2004.pdf.
- Swift, Karen J (2011). Canadian child welfare: Child protection and the status quo. In: Gilbert, Neil/Parton, Nigel/Skivenes, Marit (Hg.). Child protection systems: International trends and orientations. S. 36-59.
- Zolotor, Adam J./Puzia, Megan E. (2010). Bans against corporal punishment: a systematic review of the laws, changes in attitudes and behaviours. In: Child Abuse Review. 19. Jg. (4). S. 229-247.
URL: <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1002/car.1131>. doi:10.1002/car.1131.

How Sweden's child-centered culture does not serve children's developmental needs

David Eberhard

Psychiatrist and author, Stockholm, Sweden

Why we feel like we feel and becomes what we become is not only a consequence of what we have experienced. It is much more complex than that. It has to do with genetics, with other environmental factors including nurture but it has also to do with our expectations on life.

The safer we get the more insecure we are feeling. The more rights we get, the more rights we demand and the easier we get offended. The better we get, the easier we suffer. All of this is about expectations on life.

In Sweden today our kids decide what we are to eat, where we are going on vacation, what clothes to wear and even in many cases, after a divorce, who their parents should date or not date. Today's totally child centered permissive upbringing tells parents they are not allowed to do anything that resembles any kind of punishment.

But everybody who has kids know that there are situations where you have to give them a negative correction. If you go to the supermarket and your four year-old starts screaming for candy there are no positive options. Whatever you do that is not giving the kid candy will be a punishment and it is totally obvious that it's the right thing to do. Either you ignore the kid which is a punishment or you make a statement. Still upbringing experts tell parents that they can't punish.

Modern child upbringing experts also tell us that we should not reward our kid in the wrong way. If my seven year old son Otto draws a picture I am (according to these people) not allowed to tell my son what a nice picture he's drawn and how good he is. Then I will make him too competitive. Instead I'm supposed to tell him "I see you have drawn a picture, how glad that makes me feel".

The main question is: How do they know this? Nobody has done any research were they follow up on 1000 kids in each group and in the first group you always tell the kids that they are "good kids and they draw nice pictures" but in the other group you tell them "I see you have drawn a picture, how glad I am" And then you follow up on how well they turn out after 25 years? That is an impossible study to do and even if you had got a kind of result it would be impossible to interpret.

It is nearly impossible to do any kind of upbringing naturalistic studies. The problem is that you may have a correlation but you don't know the cause. Because upbringing is too complex, and there is always the genetics that is blurring the picture. If you, for example, scream a lot at your kid, there is statistical evidence showing that your kid will end up screaming more on his or her kids thirty years later. But you don't know why. Is it because of the upbringing or is it because he or she has inherited your genes that made you to be a loud and aggressive person?

We have a situation today when experts tell parents not to trust themselves. They can't trust their parents to help them and they sure can't trust their grandparents. So they have to ask an expert. The problem is that the experts are telling us totally different things.

What we know from other kinds of research is that children are much more resilient than we think. And that isn't strange at all. If they were as fragile as we think today, mankind would have been extinguished millions of years ago.

Even if we don't know nearly anything about causes we do know a bit about how different upbringing styles correlate with outcome. According to Baumrind, Maccoby & Martin you can divide upbringing into four basic versions. There is the Authoritative parenting which is high on demand but on the same time high on support. Children who get this tend to turn out well.

The Authoritarian upbringing differs. It is high in demand but less support and in countries that are not authoritarian these kids does not turn out well. On the other hand it seems like this upbringing works much better if the society is more authoritarian.

The typical Swedish version of upbringing is the permissive one. You have high support but you are low on demand and children brought up this way are also often failing in society.

The last version of upbringing is neglect where you have lack of both demand and support. This is maltreatment. The kids that are neglected are not turning out well in comparison. Maybe not so strange. But the question remains what the cause is? According to Helen Minnis and coworkers at Glasgow University who looked at maltreated children they found a tenfold increase in Neuropsychiatric disorders in maltreated children. But after checking for genetics the correlation disappeared.

We know this from studies on identical twins that around 50 % of why we get certain traits is due to genetics. But then 50 % is due to environmental factors. Adoption studies however show that adopted children nearly don't share any traits with their adopted parents. So parents probably don't matter as much as we tend to think. What we can teach our children is social norms and responsibilities.

A modern problem is that the younger generations in the Western world where parenting is more permissive seem to have higher expectations on life and more difficulties in finding the meaning of life. This you can see in the raise of prevalence of mental health problems. Obviously this also has to do with the lesser grade of stigmatization when it comes to psychiatric problems, but it seems like the young adults today have a lesser degree of resilience to these problems than previous generations.

If every minor setback is considered a trauma and upbringing experts act as if the only way to treat a conflict as a parent, is by avoiding it, we will put our children in even greater problems by changing their expectations on life. Today we see happy kids but miserable young adults that are not prepared for adult life. And the boys are failing more than the girls.

So since children are more resilient we don't need to be afraid of correcting them from early age. Instead of overprotecting our children we should prepare them.

How Ireland moved from 'we're not ready' to 'why didn't we do this years ago'

Jillian van Turnhout

Former Independent Senator, Ireland

Thank you for inviting me to address this international colloquium.

A little about me first, I co-founded the European Youth Forum 20 years ago. For over 12 years, up to 2011, I was a member and Vice President of the European Economic and Social Committee. In 2011, I had the immense honour of being a Taoiseach's nominee in the Seanad Éireann (Upper House of the Irish Parliament) – the Irish Senate. My nomination was in recognition of over a decade's work on children's rights across professional, voluntary, and community sectors not least as Chief Executive of the Children's Rights Alliance. My five-year tenure came to an end in 2016. Many of the issues I have advocated on are definitively over the line, such as the constitutional amendment on children's rights, missing children's hotline and banning smoking in cars with children. On many other issues, like the right to identity for adopted people, marriage age and the recognition of transgender children, I have been instrumental in laying the foundations and building the bricks for future advocacy.

The achievement I am proudest of is having championed and secured the effective ban on the physical punishment of children in the Republic of Ireland. As of 11 December 2015, a person who administers corporal punishment to a child will no longer be able to rely on the archaic common law defence of "reasonable chastisement".

This law dates back to 1860. It originated from a decision in *R v Hopley* where Chief Justice Cockburn [2F&F 202] proclaimed that: "By the law of England, a parent... may for the purpose of correcting what is evil in the child, inflict moderate and reasonable corporal punishment...".

This ancient defence of "reasonable chastisement" came to Ireland from English common law. Through its colonial past, England has been responsible for rooting this legal defence in over 70 countries and territories throughout the world. In England, Wales and Northern Ireland they use the term "reasonable punishment" defence and in Scotland - it is the defence of "justifiable assault". I am working with the Parliament and NGOs in Scotland and the Assembly and NGOs in Wales to bring about a change in their respective laws.

Today, I would like to take two paths to explain the change in Ireland. Firstly, the political environment and tipping point and secondly how we framed the issue to effect change for equal protection.

Firstly, I wish to cover the backdrop, the environment. We have a solid evidence base in Ireland of how we failed vulnerable children with nineteen official reports starting with the Kilkenny Incest Inquiry in 1996. This report examined how the State failed to intervene to protect Kelly Fitzgerald who was abused and neglected over a long period by her family.

However, the report which impacted on the political landscape was the Report of the Ryan Commission which ran for nine years and was published in 2009 documenting what happened to children and young people in industrial institutions from 1936-2000. The catalogues of cruelties committed against children in these institutions and the failure to put children first caused a seismic shift. The Ryan Report left no family untouched.

In their totality, these reports lifted the veil back. We could see what had happened to children; we could see what had happened in the family - a terrain that had been closely guarded.

In November 2012, the people of Ireland voted to enshrine the protection of children as individual rights holders into the Irish Constitution. The result was challenged. This challenge was defeated when it went to the Supreme Court. The Constitutional change to uphold children's rights was signed into law on 28 April 2015.

There were also other studies that made policymakers sit up. Our National Children's Office had commissioned a survey of parental attitudes on physical punishment, and it found that about 25% of parents surveyed had used physical punishment in disciplining their children.

There were some NGOs, children's organisations and statutory bodies whom you would expect to support and advocate for change but choose to put their head in the sand. However, others were willing to be counted. I want to acknowledge the Children's Rights Alliance, the ISPCC, Mummypages.ie and Dr Geoffrey Shannon who worked with me.

By 2015, I had built up considerable political capital in my role as a Senator and had garnered a good reputation in our houses of parliament for working in collaboration. Moreover, it was in 2015 that my political power increased. The Government lost its majority in our Senate (upper house) down to another hot political potato which I won't go into here. The net effect, I could force a vote and could potentially get amendments carried but need to use this power judiciously.

The Minister for Children and Youth Affairs was finally reforming our child protection laws with the Children First Bill. In October 2015, I put forward a wide range of amendments to the Bill, and I made it known, behind the scenes, that I would withdraw them if the Minister and Government accepted my proposal to abolish the common law defence of reasonable chastisement.

On the day before the Bill came before the Senate, I met with political advisors, and the officials at 10 am to go through ALL of my amendments. At that meeting, they tried to convince me that the time wasn't right. Society needed to be brought along. We can't interfere in private family life. They also said I had chosen the wrong piece of legislation and it would be better if the Minister for Justice took the lead on this issue.

I stood my ground. I must admit it was high-risk stakes. I didn't know if I had the support of my fellow politicians or if I would be alone. However, I knew history would prove me right and if I had to force a vote and found myself as the only person voting for change – then at a minimum, children in Ireland would know at least one adult was willing to speak out and say 'hitting children is wrong'.

At 4 pm the same day, the Minister for Children rang and asked to meet. He thanked me for changing his plans for the day. The Minister had spent the day in internal meetings with the Attorney General and other experts. At that point, he gave me an undertaking, if I could provide him with time by pausing my amendment for a few weeks, he would state in the house his support and that he would work with me on an amendment to abolish the common law defence of reasonable chastisement.

Now did we herald it? No. We, the NGOs and myself, agreed to avoid anything on corporal punishment until the Government had a chance to prepare an amendment. We knew that we could scupper this opportunity if we chased the headlines. So I had to bat off opposition from certain politicians and officials in the background. Interestingly, no politician publicly stated their opposition, but I believe this is thanks to how we framed the issue.

Firstly, at an International level, we had Ireland's review by the UN Committee on the Rights of the Child. Along with the complaints taken by the Global Campaign Initiative Against Corporal Punishment under the European Social Charter. These were important levers.

However, we virtually never mentioned human rights or children's rights in our messaging. We didn't tell the public we must change the law because the UN Committee and the European Committee on Social Rights are telling us to – that was just a hook to get on the airways – we talked about the harm that it caused to children. We talked about parents felt bad about it, and we talked about how detrimental to family life it was.

We talked about - why do we as a society accept that we even discuss if and when it is okay to hit someone? Let alone when that someone is smaller than us and probably doesn't understand why they are being hit?

Adults have a wonderful way with euphemisms to downplay our role. Very often when we debate the issue of corporal punishment, violence against children or so-called "slapping", you can almost feel an invisible line appear in people's heads about their tolerance level. They say, "you know I am only talking about a tap not a thump, a slap not a belt, a smack not a whack". Also, of course, this issue is wrapped up in how we were raised—all too often the knee-jerk reaction "it never did me any harm" is heard. I would add (and the research is now available) "it never did you any good either!"

Back to my invisible line – this line is extremely subjective, and it leaves children vulnerable. When someone hits a child, it is not from a rational place. The decision is made in a heightened emotional state, when we are stressed, when we are tired and, let's face it, least able to engage sound and reasoned judgement. The invisible line gets blurred. In extreme cases, it gets rubbed out completely. One way or the other, the existence of the invisible line means children are all too often exposed to an escalation of violence.

The excuse "I got a terrible fright when she ran out on the road, and so I just hit her to show how wrong it is" is used concerning children. We all get frights in our life, but my first reaction is not to hit someone—so why do we culturally accept that it is okay when it is a child?

A scenario shared with me during the debate when we changed our law – imagine "my Grandmother has Alzheimer's and she walks out into traffic or harms herself. Should I use that as a reason to slap her?" No! Why then do we accept we can do this to a child who may have a similar cognitive ability?

We talked about how the child is hurt by the physical action and emotional breakdown of trust between parent and child that they forget what they have done wrong. For effective discipline, you need the child to understand what they have done wrong and the consequences of their actions to others. You want the child to feel remorse but ultimately to still believe that they are a person of value, slapping does not promote this.

We talked about the evidence-based research that is available - particular thanks to Elizabeth Gershoff and Andrew Grogan-Kaylor who published their meta-analysis clearly showing "no evidence that spanking is associated with improved child behaviour."

We said we know smacking / spanking has no positive effect. It potentially causes children physical and psychological harm. At a minimum it does not affect but given it has no effect – when something doesn't work what do we do as humans... we will stop or will try harder!

We all know how children pick up on the cues they get from parents and older siblings. If you look at the Dave Engledow series of pictures with his daughter Alice Bee you can all relate. "Children See, Children Do"

With thanks to Dr Lucy Reynolds, who is a great supporter of the campaign in Scotland. She is a consultant community paediatrician in Glasgow who provided me with a great photo of her game Spot a Lott.

On the cover of the box, we look at the children playing during the car journey. For me, this is a memory of my childhood. Unimaginable now as no one is wearing a seat belt. We now know the danger of not wearing seat belts. In Ireland, seat belts in cars in the 1970s became law, but it was only in 1983 it became compulsory to wear them in the front seat and 1986 to wear them in the back seat.

It now is normal, and the change in the law empowers children and parents to insist on having a seat belt. It was a positive change in the law that led to cultural acceptance and indeed saved lives.

Think of smoking in public places or one of the laws I was involved in - banning smoking in cars with children. The evidence is clear on why these laws are needed. Reality is that cultural change often follows the law. We saw this in Ireland with the change in the law on corporal punishment.

Why do we have to wait for society to change before children can be free from violence in the home?

In the lead-up to the change in the law, many people advised me the time is not right. Whether it was friends, civil servants or colleagues many people pulled me aside and encouraged me to 'wait a few months... years'. The time is not right.

In October 2015, the Non-Fatal Offences Against the Person Act 1997 was amended to abolish the common law defence of reasonable chastisement. The law returned to the Dáil, our lower house, for final consideration. Our Taoiseach, Prime Minister, took the unusual but welcome step of speaking in the parliament of his support for the change. It was signed into law by our President. Also, uncommon in Ireland, the Minister choose to commence this law expeditiously in December 2015.

Interestingly, the moment the law changed, it was as dramatic as a flicking a light-switch, I was inundated with my fellow politicians and others (many of them the same people who urged caution) asking me – why didn't WE do this years ago? They all felt good about the change.

I believe due to the political climate and our framing of the change in the law, and there was minimal commentary against the amendment. There was no vote, and all speakers in both houses of our Parliament spoke in support.

I also wish to acknowledge the work of some of the critical agencies of our State who supported me and continue to help me as I gather evidence of the positive effect of the change in the law.

It has been difficult to get figures as all are reporting to me there has been no dramatic increase or anything near it. The word 'clarity' keeps coming up. I believe this comment from one social worker best illustrates what several have said to me: "The law change definitely added clarity and support to social workers when working with families. In my opinion, it took the 'that's the way I was raised' argument off the table and families appeared to take more notice due to the fact that physical discipline is now illegal."

In a photo from 1910 in the US, you see a seated man wielding a paddle to spank a man leaning over his lap as a third man stands by to watch. The image was originally labelled 'Witness to a spanking.' It seems absurd to see it

However, 100 years ago in Ireland, you could beat your wife, your dog and your child. We changed our laws in relation to domestic violence, animal cruelty but it took us a long time to change it for children! What does that say about our values?

A home should always be a safe and secure place.

It was an immense honour to change the Irish law to bring it into step with parents, children's rights advocates and international best practice. By abolishing the defence of reasonable chastisement, we ensured that all citizens are equal in the eyes of the law.

Discours de clôture

Luciana Vaccaro

Rectrice Haute école spécialisée de Suisse occidentale

Seule la version orale fait foi

Madame la Conseillère nationale,
Monsieur le Conseiller administratif,
Mesdames et Messieurs les Directrices et Directeurs,
Mesdames et Messieurs en vos titres et qualités,

Vous avez certainement toutes et tous en mémoire cette sordide affaire qui vient de trouver son épilogue pénal dans le canton de Vaud.

Durant onze ans, un père a abusé de ses huit enfants, les a violentés, menacés, avec la complicité de leur mère. Ni le Service de la protection de l'enfance, ni les pédiatres, pédopsychiatres, enseignants, éducateurs, travailleurs sociaux qui ont côtoyé ces enfants n'ont pu démontrer ces actes odieux avant que deux des enfants ne dénoncent formellement leur père, qui a été condamné à 18 ans de prison (n.b. : la mère a été condamnée à 36 mois d'incarcération avec sursis partiel).

Une telle affaire entache naturellement la crédibilité des institutions et la capacité de l'Etat à assumer sa mission de détection des comportements attentatoires au bien-être des enfants et son aptitude à les protéger contre de tels abus.

Elle illustre toute la difficulté d'appliquer le principe de précaution. Elle souligne combien les professionnels peuvent être démunis quand des cas d'abus semblent pourtant flagrants. Elle démontre que l'attention ne doit pas être relâchée et que la question des châtiments corporels conserve toute son actualité et sa pertinence, même dans cette Suisse que l'on considère si policée. L'erreur serait de baisser la garde.

Les réponses à la violence sont multiples : pénalisation, éducation, prévention. Des divergences existent quant aux moyens, aux structures à mettre en place. Ils sont étroitement liés au profil, au rôle social et à l'engagement des acteurs qui les défendent: politiques, institutions, professionnels du terrain ou chercheurs.

En revanche, il y a une volonté unanime de renoncer aux châtiments. A l'exception de quelques voix minoritaires qui permettent au discours scientifique de ne pas s'enfermer dans un monologue, le Travail social considère les châtiments corporels comme une lésion de l'intégrité corporelle des enfants, donc comme infraction contre les Droits de l'homme, qui sont aussi ceux des enfants.

Les effets des châtiments et sévices contre les enfants sont connus. Ils se traduisent en problèmes relationnels, de confiance en soi, de performances scolaires qui entravent le développement de l'enfant vers l'autonomie. Il est donc important d'empêcher les violences, de défendre une éducation par les valeurs pour que l'enfant devienne un citoyen responsable, tant dans sa vie privée que dans sa vie publique.

Les résultats de l'étude européenne comparative sur l'impact de l'interdiction des châtimens corporels de Bussmann, Erthal et Schroth (2012) confirment que dans les pays ayant légiféré sur une telle interdiction, on recourt moins aux châtimens corporels. L'interdiction légale de la violence doit toutefois être largement promue pour que le changement s'installe durablement.

Peut-on éduquer sans recourir à la violence? Certainement. Peut-on protéger sans dispositions légales? La question est plus ouverte. Le principal risque est qu'en ne spécifiant pas dans son droit cette interdiction, la Suisse donne l'impression d'accepter tacitement le recours à des formes de violences éducatives. Ce n'est pas seulement le secteur familial qui est concerné, mais aussi le secteur institutionnel, par le message qui est donné aux travailleurs sociaux, quant aux possibilités d'empowerment et à leur légitimité d'intervention.

Les styles d'éducation varient au cours de l'histoire, mais aussi à travers les milieux et couches sociales. La pauvreté, les carences éducatives, une situation familiale complexe, sont hautement corrélées avec la maltraitance, comme le montrent notamment les recherches de Voll, Jud, Mey, Häfeli et Stettler (2010).

La maltraitance n'est pas souvent l'expression d'une mauvaise volonté, mais d'une surcharge ou d'une détresse. Autrement dit, d'un décalage entre les moyens nécessaires et les moyens disponibles.

Le premier objectif du Travail social est donc de protéger les enfants en aidant les parents en situation de pauvreté ou de détresse. Les intervenants sociaux doivent pouvoir détecter, repérer en amont les situations de violence éducative pour soutenir ces familles, au besoin les accompagner auprès d'un service spécialisé.

Le deuxième objectif du Travail social, seulement si l'aide aux parents ne suffit pas, consiste à protéger les enfants contre les parents par les différents moyens mis à disposition par la loi.

L'évolution des pratiques a rendu plus délicat le travail des acteurs sociaux. L'obligation d'impliquer les parents dans les cas de violence éducative, de collaborer avec l'ensemble des institutions éducatives, sociales et socio-sanitaires, rend l'approche de la situation plus complète, mais aussi plus complexe à gérer.

Vous avez abordé cette complexité lors de ce colloque. Vous avez examiné le châtimen corporel à l'aune du cadre normatif national et international, vous l'avez analysé sous l'angle de ses effets et considéré les risques de son interdiction. Cela traduit et révèle l'aspect totalement interdisciplinaire du sujet.

La question des châtimens corporels ne saurait se considérer d'un seul point de vue. Plus les réponses sont articulées et complémentaires, plus elles garantissent les principes directeurs de la Convention des droits de l'enfant et le respect des normes légales en vigueur.

La protection de l'enfant en général, au-delà des questions liées aux châtimens corporels, repose sur le savoir professionnel du personnel, notamment les travailleurs sociaux et travailleuses sociales, psychologues, pédiatres, juristes, mais également sur leur coopération, c'est-à-dire sur les dispositifs institutionnels mis en place et sur

l'obligation de collaborer. Leur efficacité dépend du soutien, des ressources et du temps mis à disposition par les structures qui les emploient.

Les hautes écoles de Travail social de la HES-SO, comme leurs homologues suisses, apportent leurs forces en termes de formation de base, formation continue, mais aussi dans la recherche. Leur atout premier reste la proximité du terrain. Le contact avec les institutions et les services qui travaillent directement avec les familles touchées par la violence, avec la réalité des situations vécues, nourrit leur crédibilité et leur expertise. La violence ne s'étudie pas en laboratoire.

Les méthodologies d'intervention défendent l'importance de partir du quotidien pour repérer les situations de violence et non d'arriver avec de grandes théories peu pragmatiques. Le caractère extrêmement délicat des situations de violence familiale complique particulièrement les recherches sur ce thème. Personne ne veut y être associé. Il n'est pas facile de trouver des familles pour un groupe de contrôle.

Malgré les obstacles considérables que comporte la saisie de données sur les enfants victimes de mauvais traitements, les efforts pour améliorer nos connaissances doivent continuer. Ce n'est qu'ainsi que nous pourrons nous prononcer sur la pertinence et l'amélioration des mesures de protection et de soutien aux enfants et aux adolescents victimes de violence éducative.

La pénalisation clarifie les situations, aide à concevoir les procédures et les modes de prise en charge. Elle précise le rôle des acteurs sociaux. Mais elle ne garantit pas la disparition totale des châtiments corporels dans des situations familiales de grande complexité.

Dans des cas de violence, une haute école donnera toujours sa priorité à l'aide et au soutien. Elle s'efforcera de ne pas porter de jugement de valeur et de n'écarter aucun protagoniste. Nous n'avons pas la mission d'isoler, mais de réunir. Aider une personne auteure de violence, c'est aider la personne victime.

Je suis convaincue que la recherche de solutions dans un contexte de violence éducative, avec ou sans interdiction formelle du châtiment corporel, passera toujours par une détection précoce des problèmes et un travail d'accompagnement pluridisciplinaire, dans l'optique du vivre ensemble.

Je vous remercie.